Me James TURNER AARPI PMT AVOCATS

Avocats Associés

6, Rue Molière 83000 TOULON Tél.: 04.94.93.64.64

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Mr le Responsable du SIP de HYERES

C/

Mr RAFIGNON Philippe Mme KERDANET Brigitte divorcée RAFIGNON

Audience d'Orientation: Jeudi 10 Septembre 2020 à 9 Heures

UNE PROPRIETE située à HYERES (Var), 2064 Chemin du Plan du Pont, Domaine de la Bravette, constituée de quatre parcelles d'une superficie totale de 2 ha 49 a 62 ca, sur lesquelles sont édifiées un bâtiment à usage d'habitation, deux chambres indépendantes, huit studios, un centre équestre avec manège, une carrière, cinq (5) et dix-sept (17) boxes.

MISE A PRIX : 130.000,00 € (CENT TRENTE MILLE €UROS)

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Poursuivie par devant le Juge de l'Exécution Immobilier près le TRIBUNAL JUDICIAIRE de TOULON,

L'immeuble suivant :

UNE PROPRIETE située à HYERES (Var), 2064 Chemin du Plan du Pont, Domaine de la Bravette, constituée de quatre parcelles d'une superficie totale de 2 ha 49 a 62 ca, sur lesquelles sont édifiées un bâtiment à usage d'habitation, deux chambres indépendantes, huit studios, un centre équestre avec manège, une carrière, cinq (5) et dix-sept (17) boxes.

MISE A PRIX. : 130.000,00 € (CENT TRENTE MILLE €UROS)

SAISI A L'ENCONTRE DE :

- 1°) Monsieur RAFIGNON Philippe Alexis, né le 17/11/1959 à SAINT GERMAIN EN LAYE (78), demeurant et domicilié : 2064 Chemin du Plan du Pont, 83400 à HYERES.
- 2°) Madame KERDANET Brigitte Lucienne, née le 02/09/1959 à RAMBOUILLET (78), divorcée de Monsieur RAFIGNON Philippe, demeurant et domiciliée : 2064 Chemin du Plan du Pont, 83400 à HYERES.

A LA REQUETE, POURSUITES ET DILIGENCES DE :

Monsieur le Responsable du Service des Impôts des Particuliers de HYERES, agissant en qualité de Comptable des Finances Publiques, domicilié en les Bureaux du Centre des Finances Publiques, Avenue Jean Moulin, 83408 HYERES Cedex.

Ayant pour Avocat <u>Maître James TURNER</u>, Avocat au Barreau de TOULON, Membre de l'AARPI PLATON MAGNE TURNER, Avocats Associés, demeurant 6, Rue Molière 83000 TOULON, lequel se constitue sur les présentes poursuites de saisie immobilière, leurs suites et chez qui domicile est élu.

- . Suivant Commandement de payer valant saisie délivré les 12 et 16 Mars 2020, suivant acte de Maître Patrick LAURE, Huissier de Justice associé de la SCP Patrick LAURE & Henri ALDEGUER, Huissiers à TOULON.
- . Suivant
- 1°) Hypothèque légale publiée le 23/11/2011, Vol. 2011 V N° 4207 :
- . Rôle 10/22101 MER 31/08/2010
- . Rôle 10/78001 MER 31/10/2010
- . Rôle 11/22101 MER 31/08/2011
- 2°) Hypothèque légale publiée le 06/10/2015, Vol. 2015 V N° 3404
- . Rôle 13/23101 MER 31/10/2013
- . Rôle 13/78001 MER 31/10/2013
- . Rôle 14/22101 MER 31/08/2014
- . Rôle 14/78001 MER 31/10/2014
- . Rôle 15/91701 MER 30/04/2015
- . Rôle 15/91702 MER 30/04/2015
- 3°) Hypothèque légale publiée le 29/08/2016, Vol. 2016 V N° 3062 :
- . Rôle 07/22101 MER 31/08/2007
- . Rôle 15/01601 MER 31/07/2015
- . Rôle 15/07801 MER 30/11/2015
- . Rôle 15/22101 MER 31/08/2015
- . Rôle 15/77001 MER 30/09/2015
- . Rôle 16/91701 MER 30/04/2016
- . Rôle 16/91702 MER 30/04/2016

. Rôle 16/91703 MER 30/04/2016

4°) Hypothèque légale publiée le 22/08/2019, Vol. 2019 V N° 3367.

- . Rôle 08/01101 MER 31/07/2008
- . Rôle 08/03301 MER 14/10/2008
- . Rôle 08/22101 MER 31/08/2008
- . Rôle 09/22101 MER 31/08/2009
- . Rôle 16/22101 MER 31/08/2016
- . Rôle 17/01601 MER 31/07/2017
- . Rôle 17/07601 MER 31/05/2017
- . Rôle 17/22101 MER 31/08/2017
- . Rôle 17/77001 MER 30/09/2017
- . Rôle 17/91101 MER 31/01/2017
- . Rôle 18/77001 MER 30/09/2018

POUR AVOIR PAIEMENT DES SOMMES CI-APRES DEVENUES EXIGIBLES, PROVISOIREMENT ARRETEES AU 12 Mars 2020 :

• TOTAL sauf Mémoire, arrêté au 12 Mars 2020	130.293,74 €
* Frais Commandement	516,69 €
* Frais de recouvrement engagés	151,00 €
* Majoration 10 % sur différents Rôles	10.106,00 €
* Principal	119.520,05 €

TOTAL sauf Mémoire, arrêté au 12 Mars 2020

Sans préjudice de tous autres dus, notamment des frais judiciaires, et de ceux d'exécution.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au 2ème Bureau du Service de la Publicité Foncière de TOULON, le 23 Avril 2020, Vol. 2020 S N° 19.

DESIGNATION DES BIENS SAISIS

UNE PROPRIETE située sur la Commune de HYERES (Var), 2064 Chemin du Plan du Pont, Domaine de la Bravette, cadastrée :

- Section B N° 3855 pour 00 ha 59 a 07 ca,
- Section B N° 3803 pour 00 ha 02 a 43 ca,
- Section B N° 3804 pour 00 ha 19 a 36 ca,
- Section B N° 3806 pour 01 ha 68 a 76 ca.

Cette propriété se distribue :

Un bâtiment édifié sur la parcelle 3855 composé de l'habitation principale du propriétaire, avec deux chambres indépendantes occupées par ses enfants à titre gratuit et huit studios destinés à la location.

 Un centre équestre avec manège, carrière et cinq (5) boxes sur les parcelles B N° 3855, 3806 et dix-sept (17) boxes sur les parcelles 3804 et 3803

Et plus amplement décrit, notamment quant à la composition, aux surfaces, aux éventuelles locations en cours, dans le procès-verbal descriptif en date des 14 et 22 Mai 2020, dressé par Maître Patrick LAURE, Huissier de Justice à TOULON.

Le tout figurant au cadastre de la Ville de HYERES (Var), tel que cela résulte de l'extrait de matrice cadastrale, ci-après reproduit :

PROPRIETES BATIES

Section	N° du Plan	N° de Voirie	ADRESSE	Code Rivoli	Nature
В	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT	1994	AP
B	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT	1944	CB
В	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT	1994	AP
В	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT	1994	AP
В	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT	1994	AP
В	3855	2064	CHE DU PLAN DU PONT CHE DU PLAN DU PONT	1994	AP
В	3855	2064	CHE DO I LAN DO FONT	1994	AP

PROPRIETES NON BATIES

Section	N° du Plan	N° de Voirie	ADRESSE	Code Rivoli	Contenance HA A CA
В	3803		L'ORATOIRE	B132	2 43
В	3804		L'ORATOIRE	B132	19 36
В	3806		LA BRAVETTE	B029	1 68 76
В	3855	2064	CH DU PLAN DU PONT	1994	59 07

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Les renseignements ci-dessous donnés concernant l'origine de propriété le sont sans aucune garantie et sans que le poursuivant ou le rédacteur du cahier des conditions de vente puisse en aucune façon être inquiété, ni recherché pour quelque cause que ce soit.

DETAIL DE L'ORIGINE:

Immeuble acquis selon acte reçu par Maître BRETECHE, Notaire à VIEILLEVIGNE, le 19/02/2000, publié au 2^{ème} Bureau du SPF de TOULON, le 17/03/2000, Vol. 2000 P N° 3270.

CLAUSES SPECIALES

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION:

Ce document fera l'objet d'une annexion ultérieure.

CLAUSE TERMITES:

Il est joint au présent :

L'Arrêté Préfectoral du 26 Octobre 2001 applicable à compter du 6 Octobre 2001, délimitant les zones contaminées par les termites.

L'immeuble objet de l'adjudication est situé dans une zone contaminée par les termites et il est joint un ETAT PARASITAIRE, attestant d'une absence d'indices d'infestation de termites, dressé par la Sté NOSTIKA Expertises, le 15 Mai 2020.

CLAUSE SATURNISME:

• L'Arrêté Préfectoral du 14 Mai 2001 applicable à compter du 01/10/2001.

L'immeuble objet de l'adjudication, construit après 1948, bien que situé dans une zone à risque d'exposition au plomb, ainsi qu'il résulte de l'arrêté préfectoral en date du 14 Mai 2001 ci-après annexé, n'est pas soumis à l'obligation d'établissement d'un état des risques d'accessibilité au plomb.

CLAUSE AMIANTE:

• Un RAPPORT de REPERAGE DES PRODUITS ET MATERIAUX SUSCEPTIBLES de CONTENIR de L'AMIANTE dressé le 15 Mai 2020 par l'EURL NOSTIKA Expertises, conformément aux Articles R 1334-14 à R 1334-29 et R 1336-5 du Code de la Santé Publique, aux Décrets des 12 Septembre 1997, 13 Septembre 2001 et 3 Mai 2002 et Arrêté du 22/08/2002, révélant que dans l'immeuble visité, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE :

• Un Diagnostic de Performance Energétique est annexé, dressé le 15 Mai 2020 la Sté NOSTIKA Expertises, en application des Décrets N° 2006-1114 du 5 Septembre 2006, N° 2006-1147 du 14 Septembre 2006, Arrêtés du 15 Septembre 2006, 17/10/2012 et 24/12/2012.

<u>DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE</u> <u>D'ELECTRICITE</u>

• Un diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité dressé par la Sté NOSTIKA Expertises le 15 Mai 2020

ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

• 4 Etats des risques et pollutions dressé le 15 Mai 2020 pour chacune des parcelles.

DIVERS

Sont également annexés :

- Sept baux d'habitation meublé, plus amplement détaillés dans le PV Descriptif joint,
 - Une Ordonnance de Référé rendue par le TGI de TOULON le 05/02/2019.

L'adjudicataire prendra l'immeuble dans l'état où il se trouvera le jour de l'adjudication, sans recours ni garantie, et sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers, pour quelques cause que ce soit, notamment bon ou mauvais état de l'immeuble, présence d'amiante et tous vices cachés, étant rappelé qu'en vertu de l'Article 1649 du Code Civil, la garantie des vices cachés n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

Société Civile Professionnelle Titulaire d'un Office d'Huissier de Justice Patrick LAURE & Henri ALDEGUER

17, avenue Vauban 83000 TOULON tél.: 04.94.92.22.90 fax.: 04.94.22.97.43

PROCES-VERBAL DESCRIPTIF

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LES QUATORZE ET VINGT DEUX MAI

A LA REQUETE DE :

Monsieur le Responsable du Services des Impôts des Particuliers de HYERES, agissant en qualité de Comptable des Finances Publiques, domicilié en Ses Bureaux du Centre des Finances Publiques, Avenue Jean Moulin, 83408 HYERES.



LEQUEL NOUS REQUIERT

De procéder à un descriptif des biens appartenant à Monsieur RAFIGNON Philippe et Madame KERDANET Brigitte, sis 2064 Chemin du Plan du Pont, 83400 HYERES, à savoir les parcelles Section B n°3855, n°3803, n°3804, n°3806, Domaine de la Bravette, et ce suite à un commandement de payer valant saisie immobilière en date des douze et seize mars demeuré infructueux.

DEFERANT A CETTE REQUISITION

Je, Patrick LAURE, Huissier de Justice associé de la Société Civile Professionnelle Patrick LAURE et Henri ALDEGUER, titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice, audienciers près le TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON, VAR, y demeurant 17 avenue Vauban, soussigné.

Certifie m'être transporté ce jour à 09h00 à HYERES (VAR), 2064 Chemin du Plan du Pont, où, en présence de Monsieur RAFIGNON Philippe et accompagné de Monsieur COTURRA, diagnostiqueur, j'ai procédé au descriptif suivant :

DESCRIPTIF

Une propriété située sur la Commune de HYERES (VAR), 2064 Chemin du Plan du Pont, Domaine de la Bravette, figurant au cadastre de ladite commune :

- Section B n°3855, pour 59 a, 07 ca,
- Section B n°3803, pour 2 a, 43 ca,
- Section B n°3804, pour 19 a, 36 ca,
- Section B n°3806, pour 1 h, 68 a, 76 ca.

Cette propriété se distribue :

- Un bâtiment édifié sur la parcelle 3855, composé de l'habitation principale du propriétaire, avec deux chambres indépendantes occupées par ses enfants à titre gratuit, et 8 studios destinés à la location.
- Un centre équestre avec manège, carrière, et cinq boxes sur les parcelles 3855 -3806, et 17 boxes sur les parcelles 3804 - 3803.

CENTRE EQUESTRE

Le centre équestre est loué à Madame ROSSI Alizée, suivant bail commercial, résilié par décision de justice en date du 05/02/2019. Une procédure d'expulsion est diligentée par le propriétaire.

Les boxes de 9m² sont en bois, couverture en tôles fibres ciment (amiante).

Deux boxes parcelle 3804 ont été transformés en sellerie et vestiaire.

Les boxes sont inoccupés, et seuls deux chevaux sont visibles dans la carrière parcelle 3855.

BATIMENT PRINCIPAL

Depuis la route, l'accès à la propriété s'effectue par un portail en fer deux ventaux qui donne sur une allée bordée d'arbres de haute futée.

La partie Nord Est du bâtiment est occupée par le propriétaire et ses enfants, à savoir :

Rez de chaussée :

- Séjour avec piscine intérieur et cuisine
- Une mezzanine
- Un garage

Etage:

- Deux chambres
- Une salle de bain

SEJOUR / CUISINE / PISCINE

Pièce d'environ 180 m² éclairée par des baies vitrée fixes et coulissantes avec charpente bois.

Je relève une infiltration toiture côté Nord.

Plafond et murs : peinture blanche, sol carrelage imitation parquet en état d'usage.

Une cheminée centrale en état.

Deux canapés en dur circulaire.

Une piscine rectangulaire carrelée, ayant pour dimension 4x10 mètres, profondeur 1,50 mètre, dont l'appareil de filtration se trouve dans le garage.

Une mezzanine dont l'accès s'effectue depuis la piscine par un escalier, utilisée comme chambre.

Une cuisine avec comptoir circulaire ouvrant sur le séjour.

ETAGE

Deux chambres séparées par une salle de bains.

Chambres éclairées par deux fenêtres menuiserie bois en simple vitrage.

Plafond : pans de mur peint ou papier peint usagé.

Sol: parquet flottant.

Salle de bain: pièce éclairée par une fenêtre donnant Nord-Est.

Equipée d'une paillasse avec double vasque, une cabine douche, une baignoire, un cabinet d'aisance.

Plafond: lambris.

Murs: peinture jaune avec frise faïencée.

Sol: parquet bois.

Chauffage: pompe réversible individuelle.

Eau chaude : cumulus électrique individuel.

Le tout en état d'usage.

DEUX CHAMBRES INDEPENDANTES NORD AVEC SALLE D'EAU

Rez de chaussée Nord-Est: deux chambres indépendantes avec salle d'eau et terrasse occupées par les enfants du propriétaire.

Plafonds et murs peints en état d'usage.

Sol : carrelage et parquet en état d'usage.

Production d'eau chaude : cumulus.

Chauffage: pompe à chaleur.

Menuiseries PVC avec double vitrage.

Les deux chambres bénéficient d'une terrasse couverte.

STUDIOS EN LOCATION

Dans le prolongement du bâtiment principal se trouve huit studios en duplex, quatre orientés Nord avec jardin, et quatre orientés Sud avec terrasse couverte.

Les huit studios se composent de :

- Pièce avec cuisine
- Chambre
- Salle d'eau équipée d'une vasque, d'une cabine douche et d'un cabinet d'aisance.

Plafonds et murs peints.

Sols: carrelage.

Le tout en état d'usage.

Menuiseries PVC avec double vitrage en bon état.

Absence de volets pour certains studios.

Production d'eau chaude : cumulus individuel.

Chauffage: clim réversible.

Les studios sont actuellement occupés selon contrats de location à savoir ;

<u>Studio $n^{\circ}1$ </u>: bail d'habitation meublé signé le 15.12.2019, pour une durée d'un an, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Monsieur SARDI Said, moyennant un loyer de $600 \in$.

<u>Studio n° 2</u>: bail d'habitation meublé signé le 15.07.2020, pour une durée d'un an, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Madame HENRY Cécile-Marie, moyennant un loyer de 550 €.

<u>Studio n°3</u>: bail d'habitation saisonnier signé le 27.09.2018, pour une durée d'un mois, prolongé par tacite reconduction, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Monsieur FELLOUH Sofiane, moyennant un loyer de 550 €.

<u>Studio n°4</u>: bail d'habitation meublé signé le 20.10.2018 pour une durée d'un an, prolongé par tacite reconduction, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Monsieur CARVAL, moyennant un loyer de 530 €.

<u>Studio</u> n°5: bail d'habitation meublé signé le 15.09.2019, pour une durée d'un an, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Madame LIZZI Jessica, moyennant un lover de 560 €.

Studio n°6: bail d'habitation meublé signé pour une durée d'un an, entre Madame RAFIGNON Pauline et Madame MESSAOUDI Muriel, moyennant un loyer de 530 €.

<u>Studio n°7</u>: bail d'habitation meublé signé le 08.05.2018, pour une durée d'un an, prolongé par tacite reconduction, entre Monsieur RAFIGNON Philippe et Madame EBERLE Véronique, moyennant un loyer de 560 €.

Studio n°8: actuellement inoccupé, en travaux.

OBSERVATIONS

La propriété se situe en zone inondable, après la gendarmerie mobile.

Taxe foncière: environ 7000€ d'après les dires des propriétaires.

A l'appui de mes constatations, j'annexe :

- 44 photographies,
- plan cadastral,
- 7 baux,
- décision de justice,
- diagnostiques obligatoires.

Et de tout ce que dessus nous avons fait et dressé le présent procès-verbal de DESCRIPTIF, sous les plus expresses réserves de notre requérant pour servir et valoir ce que de droit.

COUT: voir facture





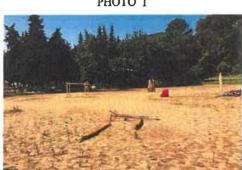


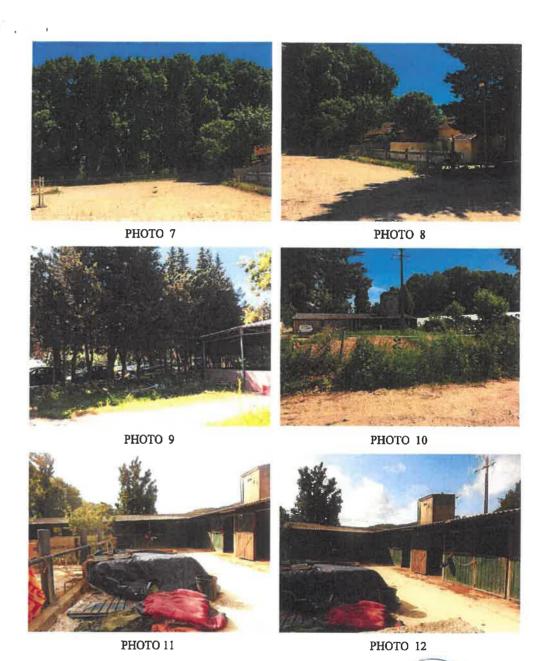


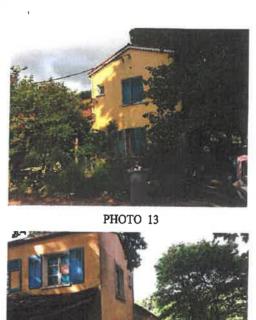




PHOTO 5 PHOTO 6









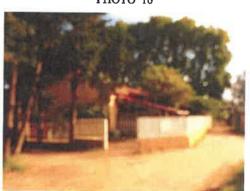












РНОТО 17

РНОТО 18







РНОТО 20











РНОТО 25







РНОТО 27

РНОТО 28





РНОТО 29

РНОТО 30







РНОТО 31

РНОТО 32



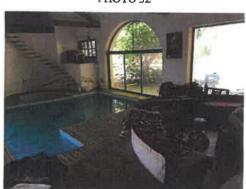


Photo33

Photo 34





Photo 35







РНОТО 37







РНОТО 39

РНОТО 40





PHOTO 41









РНОТО 44





photo 45

Photo 46





Photo 47

Photo 48





DÉPENDANCES

d'usage privatif

PARTIES

ET ÉQUIPEMENTS

d'usage commun

☐ terrasse

espace(s) vert(s)

ascenseur

balcon

☑ internet

vide-ordures

location habitation non saisonnière

Contrat de location de locaux vacants meublés exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1"bis de la loi nº 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Aiur du 26 mars 2014 - Article 1313 et 1309 du code civil ENTRE LES SOUSSIGNÉS nom, prénom et adresse du ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) en gioutant la raison sociale, l'activité, le capital, le RCS, le n° SIREN et l'adresse du siège social. dénommé(s) "LE BAILLEUR". пот, prénom et adresse, date et lieu de naissance du ou des LOCATAIRE(S) (mariés, concubins, PACS) dénommé(s) "LE LOCATAIRE" ant entre parents et alilés jusqu'au qua li a été convenu et arrêté ce qui suit : Par les présentes, le bailleur loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions CONSISTANCE, SITUATIO DÉSIGNATION 2 appartement malson individuelle CONSISTANCE mono propriété Copropriété SITUATION (adresse) DÉSIGNATION DES LOCAUX. ÉQUIPEMENTS. ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)

CI loggia

able cable

🖪 jardin

☐ Interphone chauffage 🗇 Individuel 🖾 collectif - eau chaude 🖸 individuelle 🔲 collective - eau froide 🗀 individuelle 🗗 collective

Un état des lleux et un inventaire des meubles et objets mobiliers sont annexés au présent contrat.

WEBER DIFFUSION, B.P. 75 - 83002 DRAGUIGNAN Cedex - 161. 04 94 67 44 83 / fax 04 94 68 60 13 - REPRODUCTION INTERDITE - 33718

🗵 comble aménagé ou non 🔲 grenier

1 téléphone

gardiennage

antenne TV

antenne TV collective

i	
ũ	
ž	
Ħ	
8	
Ε	
7	
۶	
y.	ļ
Ξ	į
ĕ	
3	
9	1
호	3
R	8
7	ş
눍	Ĩ
ä	Ş
긁	8
5	8
몱	5
Œ	2
2	1
کے	-
통	9
ö	-
ġ	9
-	2
烂	2
ತ	3
F	3
Z	ě
뫁	4
3	ă
8	N I
₹	ă
Ĕ	5
6	Š
2	4
7	×
Ŧ	2
Ì	=
3	Š
5	ñ
2	ž
ž	Œ
č	Ţ
÷	•
2	9
ä	₹
2	ĕ
Ξ	E
Ė	×
ģ	3
Ξ	\$
88	5
=	B
3	ĕ
2	ä
ī	E
5	=
3	2
3	۶
8	SCHOOL STEWARE - ROUT ALL COMMISSION - AND ALL DOORS CONNICE - NOTED TO DECIDE
Ş	ž
Š	b
5	Ě
	Ě
ς	
:	7
2	AUX P
WINDER - V	GE RAY P
I DIMORDE - V	ARAGE RAY P
AUTURNOBLE - //	T SARAGE RIX P.
NI AUTURNOBILE - CT	R KIT GARAGE RIX P.
PUT INI AUTUMOBILE - CT	728 KIT GARAGE HIX P.
8 : BUT KIL ALLIUMUBILE - 77	THE TYPE KIT EARAGE HIN P.
BESB : BUT KUL ALLIURNUBILE - 77	MIFR - 728 KIT GARAGE HTY P.
A PRESSE : BUT NO AUTUROBILE - 77	STAMIFR - 728 KIT GARAGE RIX P.
THE INTEREST OF THE AUTOMOBILE - CT.	SACONDER - 728 KT SARAGE HAY DARKE AND REL CHARGE CHARGE AND SALE BOTTOCKNAME - MICHOLD NO. STAND DESIGNAME - MAN CO. SALES OF SA
THE OR IN PRESSET BUT NO AUTUMOBILE - CT	THE SAISTANNIFR - 728 RT EARAGE HTY P.
19 SOU OB IS 1785SB : BUT KUL AUTUMUBILE - 17	OTION SAISONMER - 728 KIT EARAGE ANY P.
U MBBSOR OB ISP PRESSE : BUT NU AUTUROBILE - (7)	OCATION SAISONNIFR - 728 RT GARAGE RAY P.
COUNTRISON OF LA PLESSE; BUT NO AUTUMOBILE - (7)	THE OCATION SAISDAMIER - 728 KIT GARAGE HTY P.
VIBITE OU MBISON OB LA PTESSE : 6UT NO AUTUMUBILE - /7	15 IOT F OCETION SAISONNIFR - 728 KIT EARAGE HTV P
PINTERFOOD MEESON OF LA PYRICE : BUT NO AUTUMUBILE - /7	. 725 IOT (OCATION SAISONMIER - 728 KIT BARAGE ROX P.
YOCH INTERFE OIL MEISON OF IN 1785SE ; BUT NI ALLIUMUNIULE - / 7	TE - 725 IOT (O'STION SAISONMIER - 728 KIT GARAGE ROY P
47. YOU'R HOTBIYE OU MEESON OB LA PYRISSE ; BUT NU AUTUMOBILE - / 7	RII TIÉ - 725 IOT (OCATION SAISONNIFR - 728 KIT KARAKE RAY P
CHAZ YOC'E HOTEL'E OLI MERSON DE LA MESSE : BUT INI ALI UNUDBILLE - 77	WATRILLITÉ - 725 IOT (OCATION SAISTAMIER - 728 KIT GARAGE RITY P.
INVESTIGATION SOLIDABLE - 779 - CONTRAT DE PRESON OB BATTESSES SOLI NOT ALL UNIVERDIDORS CONTRATOR SOLIDABLE - 779 - CONTRAT DE PRESON OF BATTERING SOLIDABLE - 779 - CONTRAT DE PRESON OF BATTERING SOLIDABLE - 779 - CONTRAT DE PRESON OF BATTERING SOLIDABLE - 779 - CONTRAT DE PRESON OF BATTERING SOLIDABLE - 779 - CONTRATOR SOLIDABLE - 779	22 KIT NATRII TIÉ - 225 IOT (OCATIÓN SAISTAMITR - 728 KIT GARAGE ATY P

CO	NDITION:	S PARTI	CULIERES , ,	
1 - DURÉE INITIALE DU CONTRAT DE LOCATION Conditions générales - chapitre (l .	st consentie et acceptée AN(S) (minimum 1 an)	B OPTION "ÉTUDIANT" - DURÉE 9 MOIS Sans reconduction tacile ou renouvellement. date de prise d'effet.	
II - DURÉE DU PRÉAVIS Résiliation - Congé Conditions générales - chapitre II	BAILLEUR: Trois mols, solt par sa dévendre le logement, soit sérieux, notamment l'inexé l'une des abligations lui loc	par un motif légitime et ocution par le locataire de	LOCATAIRE : Le locataire peut donner congé à tout moment, et respectant un préavis d'un mois.	
III - PAIEMENT MENSUEL	Somme en chiffres	Somme en lettres		
charges forfaitaires			The second section of the second section of the second section of the second section s	
provision charges réelles	gaga mangaranananananan	***************************************		
TOTAL MENSUEL	EUÜE	Sic a-	1 21110-7	
Conditions générales Chapitres III et IV	Le locataire est responsable du palement des loyers et de toutes les sommes dues pour l'occupation des lieux loués par lui-même ou par les occupants de son chef.			
IV - TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est p	ayable d'avance au domicil	e du bailleur lede chaque mo	
V - RÉVISION DU LOYER Conditions générales - chapitre III	Valeur de l'indice de référe publié au t		Date de la révision annuelle	
VI - DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 2 mois de loyer) Conditions générales - chepitre V	Somme en chiffres	Somme en lettres	£ (6)62	
VII - éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT MODIFICATION DE LOYER			Repuis le dernier bail ou son renouvellement	
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précédent	Date : 1/15/19	Montant : CCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCC	ataire a quitté les lieux depuis au moins dix huit mois)	
☐ loyer soumis au décret fixant a	* MONTANT INITIAL DU annuellement le montant ma	LOYER (cochez une des op	tions ci-dessous) :	
RAYÉS NULS	Fait à LIYERES	yerman angalaman anasirina, isa	une des parties qui le reconnaît.	
lignes	endoriginaux dont	un original est remis à chao	cune des parties qui le reconnaît.	
LE BAILLEUR OU SON MAN	DATAIRE (1)	LE(S) LOCATAIRE(S) (1)	LA CAUTION (facultatil) (2)	

ENTREPRISE RAFIGNOS 2064 CHEMINOU PLAN DU PUN 8340L HYERES TEL:107.07.05.03 05 RM 338 408 765 Cont2

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location.
Un exemplaire du bail doit être remis à le CAUTION.



2

location habitation non saisonnière

Contrat de location de locaux vacants meublés exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1" bis de la loi nº 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Alur du 26 mars 2014 - Article 1313 et 1309 du code civil

nom, prénom et adresse du en ajoutant la raison sociale RAF:	u ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) B, l'activité, le capital, le RCS, le n° SIREN et l'adresse du siège social.
3064	chemin du plan du pan 1 83 600 HYERES
ag serit i mang an tiland i manggaran tita i ja gi bakih pe daana gan a mayees e e Bahawar ana dida mahanda i bahasah Alamar an ganim daa ya na ya giga ya ga	
nom, prénom et adresse, LIENRY	date et lieu de naissance du ou des LOCATAJRE(S) '(mariés, concubins, PACS) dénommé(s) "LE BAILLEUR", Ce c e Tané
2004 CKe	ussa duplan du pont 83400 KYEBES
considerable statementary-said fire sit y pr	
(1) Numéro et lieu de délivrent trième degré inclus ou entre	dénommé(s) "LE LOCATAIRE" ce de la carte professionnelle (2) Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au qua- pertenaires liés par un pacte civil de solidarité.
a été convenu et arr er les présentes, le bailleu	rêté ce qui suit : Ir lous les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions suivantes ;
CONSI	STANCE, SITUATION ET DÉSIGNATION DES LOCAUX LOUÉS
CONSISTANCE	□ maison individuelle construit en □ mono propriété □ copropriété
SITUATION (adresse)	
DÉSIGNATION DES LOCAUX,	
EQUIPEMENTS, ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)	Nombre de plèce(s) principale(s) :
DÉPENDANCES d'usage privatif	☐ garage nº
PARTIES ET ÉQUIPEMENTS d'usage commun	□ espace(s) vert(s) □ internet □ cabla ☑ antenne TV collective □ gardiennage □ ascenseur □ vide-ordures □ Interphone □ □ collective chauffage □ individuel ☑ collectif - eau chaude □ Individuelle ☑ collective - eau froide ☑ individuelle □ collective
	CONSCINE
	Un état des lleux et un inventaire des meubles et objets mobillers sont annexés au présent contrat.

42	
STIDN ME	*
1 KFLDC	****
VICE - 72	*-35
LOCATION	CTION INTERDITE - ******
- 720 KIT	BARDONIC
LEMENT	50 13 - P
HENOUNE	OH 94 68
MIRAT D	483/fax
-719-C	8. 04 94 67 44 83 / fax 04 94 68 60 13
SOLIDARE	dex - 16.
CAUTION	GNAN - Ce
MTRAT de	75 - 83002 DRAGUI
T-718 CK	75-830
- 714 DOSSIER COMPLET - 718 CONTRAT de CAL	DIFFLUSION, B.P
14 DOSSIE	
- 711 CONTRAT de LOCATION - 712 ETAT des LIEUX - 713 MINI DOSSIER - 714 i	WE - NA
T3 MIN D	POFESSIO
LIEUX - 7	810 BALL
2 ETAT des	AERCAL -
TTON - 71	BAL COM
T de 10C	SE - 800
1 CONTR	IXING REM
38LE - 71	E BOX PA
T AUTOM	AT GARAG
35e : 501 k	EH - 728
o de la Pres	N SAUSONA
ou Maison	TLOCATIO
tre (Braine	£-725 KL
rte chez vo	T MOBILT.
En ven	722.70

CO	NDITIONS	S PARTI	CULIÈRES	
I - DURÉE INITIALE DU CONTRAT DE LOCATION Conditions générales - chapitre I		st consentie et acceptée 	OPTION "ÉTUDIANT" - DURÉE 9 MÖIS - Sans reconduction tacite ou renouvellement. date de prise d'effet	
II - DURÉE DU PRÉAVIS Résiliation - Congé Conditions générales - chapitre II	Trois mois, soit par sa décision de reprendre ou de		Le locataire peut donner congé à tout moment, en respectant un préavis d'un mois.	
iii - PAIEMENT MENSUEL loyer initial hors taxes* charges forfaitaires provision charges réelles	Somme en chiffres	Somme en lettres	nt un quale essos	
TOTAL MENSUEL Conditions générales Chapitres III et IV	Le locataire est responsable		de toutes les sommes dues pour l'occupation des	
IV - TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est payable d'avance au domicile du bailleur lede chaque mois,			
V - RÉVISION DU LOYER Conditions générales - chapitre III	Valeur de l'indice de référence des loyers publié au trimestre			
VI - DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 2 mois de loyer) Conditions générales - chapitre V	Somme en chittres Somme en lettres Somme en lettres Somme en lettres Somme en lettres Somme en chittres Somme en chitres Somme en chittres Somme en chitres Somme en chitres Somme en chit			
VII - éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT MODIFICATION DE LOYER	Nature et montant des trava	ux executés par le bailleur d	depuis le demier bail ou son renouvellement : Los ses clar 15 lans 30	
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précédent	Date :550 €	Montant : 1010 (Mention inutile si le précédent lo	Cataire a quitté les lieux depuis au moins dix hult mois)	
☐ loyer soumis au décret fixant☐ logement situé en dehors d'u	annuellement le montant max	LOYER (cochez une des op ximum d'évolution des loyer	•	
RAYÉS NULS	Fait à HYERE	,	16.15/04/20	
lignes	en originaux dont	un original est remis à cha	cune des parties qui le reconnaît.	

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE (1)

LE(S) LOCATAIRE(S) (1)

LA CAUTION (facultatif) (2)

(1) Toutes les papes doivent être paraphées et la signature précèdée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.
(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location.
Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.



location habitation saisonnière

3

Contrat de location de locaux vacants meublés

à usage d'habitation exclusivement

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

nom et edresse, date et lieu ple naissance du ou des BAILEUR(S) RAGARO PALLE PE
nom et adresse, date et lieu ple naissance du ou des BAILEURIS) PT-16 NG ND Din La PE 2064 Marian et la plan des part 536 00 H. VERES
dánammá/s\ N E PAILI SIIDI
nom et adresse, date et lieu de naissance du ou des PRENEURIS) FELOUY SOFATE 2064 Aurum du plan Au part 33400 fife F
TOBO G AND SAME SHOW ALGO FROM DE COLD TO THE SAME
dénommé(s) "LE LOCATAIRE"

Entre le BAILLEUR ou son mandataire et le LOCATAIRE

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le bailleur donne à loyer par les présentes les locaux meublés désignés dans l'état descriptif cl-après au titre de résidence provisoire et de plaisance, aux charges et conditions suivantes que le locataire accepte et s'oblige à exécuter et à accomplir.

L- OBLIGATIONS DU BAILLEUR Le ballleur doft :

délivrer au locataire un logement et un mobiller empts de défauts, conformes à l'état descriptif et à l'inventaire; maintenir le logement en bon état locatif; restituer le dépôt de garantie, en fin de location, selon les modalités stipulées dans le chapitre VI ci-après, sauf à retenir la somme dont le locataire pourrait être redevable à son égard.

II.- OBLIGATIONS DU LOCATAIRE Le locataire s'oblige :

à user palsiblement des locaux loués en "bon père de famille"; à les occuper personnellement, sans excéder le nombre d'occupants prévus dans sans exceder le nombre d'occupants prevus dans les conditions particulières; à faire assurer les lieux et les meubles et objets mobiliers loués contre les risques locatifs, vol, incendie, explo-sion, dégâts des eaux, recours des voisins et tous sinistres dus à l'électricité, au gaz ou à tout autre cause, pendant toute la durée de la location (en cas de vol ou d'infiltration par suite de cel, fonte des neiges, inondations... dans les tieux ballleur ne sera jamais tenu responsable); à ne rien faire qui pulsse, de son fait ou des personnes de sa maison, nuire à la tranquilité des volsins ou des autres occupants (tapage, bruits, odeurs, fumées ou autres); à satisfaire aux charges de la ville et de police auxquelles tout locataire est tenu: à s'abstenir de leter des oblets de nature à obstruer les canalisations des appareils sanits et autres, faute de quoi il sera redevable des frais équipements: à user des équipements et du

ériel laissés à SE disposition en se conforman

strictement à leur mode d'utilisation: à répondre sincement à leur mode d'unisation; à repondre des dégradations et pertes survenues pendent son occupation; à supporter les travaux urgents dont les trais incombent au bailleur qui apparat-trailent en cours de location sans pouvoir réclamer aucune réduction de lover ou d'indemnité: à permettre au balleur de taire visiter les lieux loués, pendant la durée de la location, soit pour vendre, soit pour louer, sous réserve d'être prévenu vingt quatre heures à l'avance; à libérer le e liany to de nier jour de location et les restituer dans l'état

dans lequel ti les a pris. Le locataire s'interdit :

l'exercice de tout commerce, profession ou industrie; de se substituer quelque personne que ce soit, ni sous-louer, même gratuitement, les lieux loués, sauf accord écrit du ballieur; d'apporter des meubles et objets mobiliers autres que le linge et les objets courants nécessaires à son séjour; de changer la disposition des meubles et des lieux; de déménager ou d'échanger les meubles et objets mobiliers; la détention de chien d'attaque.

Le loyer, indiqué dans les conditions particulières, doit être réglé au(x) terme(s) convenu(s) dans lesdites conditions. enu(s) dans

IV.- RÉSERVATION (avance de loyer)

Si l'avance de loyer est versée "à titre d'ARRHES", chaque partie (bailleur ou locataire) peut se désister, le locataire, en abandonnant ses arrhes, le bailleur en en restituant le double.

Si l'avance de loyer est faite "à titre d'ACOMPTE", la partie qui prend l'initiative de l'annulation devra Indemniser l'autre de la totalité du préjudice sub-(montant total du prix de la location, pour le loca taire, si le logement n'a pu être reloué, ou préludice financier estimé forfaltalrement à deux fols le prix de la location, au profit du locataire, al l'annulation est imputable au bailleur).

CHARGES - ACCESSOIRES

Le locataire devra acquitter les charges qui lui incombent fixées dans les conditions particulières chaprès et la taxe de séjour, s'il y a lieu. Ix.- ÉLECTION DE DOMICILE Les parties signataires font électif le bailleur en sa demeure et le loc

VI- DÉPÔT DE GARANTIE

Le jour de la prise de possession des lieux, le locataire doit consigner au bailleur ou à son mandataire le montant total du dépôt de garantie prévu dans les conditions particulières.

Ce dépôt, non productif d'intérêts, lui sera remboursé en fin de jouissance, après remise des clefe, dans le plus bref délai, et, au plus tard, un mois après, sous déduction des sommes qui pourraient être dues au bailleur, soit pour freis de nettoyages, soit pour remplacer les objets détériorés ou manquants, soit pour les dégâts causés dans les lieux loués, soit pour les charges locatives ou autres. Le dépôt de garantie ne peut, en aucun cas, être affecté par le locataire au paie ment anticipé de loyer. Le locataire s'engage à Indemniser le bailleur à hauteur du préjudice subi si le dépôt s'avèrait insufficent

VII.- INVENTAIRE - ÉTAT DES LIEUX

Un inventaire et un état des fleux seront établis contradictoirement à l'entrée du locataire pour être annexés au présent engagement. Si l'inventaire et l'état des lieux sont dressés unitatérale ment par le bailleur, ils seront réputés valables. Ils feront l'objet d'un pointage en fin de location.

VIII.- CLAUSE RÉSOLUTOIRE

A défaut de paiement aux échéances ou en cas d'inexécution d'une des clauses du présent engagement, et huit jours après une mise en demeure restée infructueuse, le bailleur pourra exiger la résiliation immédiate du présent contrat. L'expulsion du locataire aura lieu sur simple ordonnance du Juge des Référés. Les trais de poursuttes resteront à la charge du locataire. Les loyers impayés porteront intérêt au taux légal pour la période courant de la date d'exigibilité à celle du palement effectif. Le bailleur pourre obtenir la résiliation du bail si le locataire est condamné pour trouble de jouissance par une décision de justice passée en force de chose jugée.

Les parties signétaires font élection de trimicile : le bailleur en sa demeure et le locataire dans les

Tous les frais, droits et honoraires du présent acte sont à la charge du locataire.

- 35417 -
duction interdite
X 13 - Repr
ax 04 94 68 6
67 44 83 / fa
x - tél. 04 94
SUIGNAN Cede
- 83002 DHAC
SION, B.P. 75
BER DIFFU
WE

	Conditio	ons partici	ulières		
	la location est con	sentie et acceptée p	our une durée de (1)	Ф	
DURÉE	1 moi				
de la		(1) indiquer la durée en	chiffres et en toutes lettres		
LOCATION	commencant le finissant le 1919/18 à 16 h				
OCCUPATION (conditions)	pour un nombre d'occupants maximum de		pour un nombre de couchages maximum de		
LOYER	5500	S			
TAXE DE SÉJOUR					
(somme en chiffres et en lettres)	Lpayable d'avance L	à la prise de possession	on des lieux S Lpar mois	par	
	consommation et abonnement	charges comprises dans le loyer	charges forfaitaires	☐ charges réelles provisions fixées à	
CHARGES	charges courantes Representation en la company de la comp	⊠ oui 🗇 non	20€		
ACCESSOIRES	☐ téléphone	oui 🗆 non	***************************************	***************************************	
	TOTAL payable d'avance □ à la prise de possession □ par mois □ par				
RÉSERVATION	Le locataire verse, à la signature des présentes, une avance sur loyer s'élevant à (en chillres et en lettres) RÉSERVATION D à titre d'arrhes				
DÉPÔT DE GARANTIE Somme en chiffres Somme en telles					
OBLIGATIONS DU BAILLEUR* I - Un état des risques naturels e couvertes par un plan de prév- ou sur Internet : www.prim.net/ - Une déclaration sur papier libre s - Un constat de risque d'expositio d'habitation, construits avant le 1	nt technologiques (obligatoir ention de risques prévisibles sur les sinistres ayant fait l'ob on au plomb (CREP) réalisé	e à partir du 1er juin 2006 s techniques ou sismiques jet d'une indemnisation cons par une personne accrédité	. (Etat disponible dans les écutive à une catastrophe re	Préfectures ou les Mairies	
Le locataire déclare avoir reçu d ☐ un état descriptif obligatoire ☐ un plan de situation des lieux lo	un inventaire des meub	les et objets mobiliers comp	ris dans la présente location	un état des lieux	
RAYÉS NULS	Fait à HYERE	5	le 22/	9118	
mots Fait à 1951 le 24 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9					
LE BAILLEUR OU LE MANDAT	AIRE (t)	NTERMÉDIAIRE (1)	LEI	OCATAIRE (1)	

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.



location habitation non saisonnière

Contrat de location de locaux vacants meublés

exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1"bis de la loi nº 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Alur du 26 mars 2014 - Article 1313 et 1309 du code civil

ENTRE LES SOUSSIGNÉS nom, prénom et adresse du ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) en ajoutant la raison sociale, le capital, le RCS, le n° SIREN et l'adresse du siège social. PHILIPPE dénommé(s) "LE LOCATAIRE" (1) Numéro et lieu de délivrance de la carte professionnelle (2) Préciser si la personne morale est Il a été convenu et arrêté ce qui sult : Par les présentes, le bailleur loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui

4

CONS	STANCE, SITUATION	ET DÉSIGNATION D	ES LOCAUX LOUÉS
CONSISTANCE	appartement mono propriété	maison individuelle copropriété	construit en creauf LS
SITUATION (adresse)	2064 chem	- clipton de	pont 83 LOD HY ERE
DÉSIGNATION DES LOCAUX, ÉQUIPEMENTS, ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)	Normbre de plèce(s) principale(s):	talender (in the first territorial particular description of the first territorial description description of the first territorial description	surface habitable; \$23 m²
DÉPENDANCES d'usage privatif	garage n°	ng nælecti 🗆 cave n° 🗆 loggla 🔞 jardin	
PARTIES ET ÉQUIPEMENTS d'usage commun	espace(s) vert(s) interm ascenseur vide-ord chauffage individuel 🖾 collectif	ures 🗖 Interphone	ntenne TV collective
3 503167-210008	Un état des lieux et un inventa	tire des meubles et objets mobil	iers sont annexés au présent contrat.

	MEUBLÉ.
-	CCATTON
-	- 721 KIT L
	TON YIDE
-	LOCAL REP
	E - 720 NO 68 69 13
	DU LOCATAIR 33 / Far 04 94
	- NOTICE 94 67 44 8
4	OLIDANE - 719 . Zeden - 181. 04 9
	AUTHON SOLIDA
1	TAT de C OOZ DRAG
1	18 CON
1	PLET - 7
-	EH COM
١	*14 DOSS
1	SSIGNE - 7
	3 MINE DO
l	- 310 BW
l	IT fees LI
l	712 ETV
l	- 800 BA
-	AT de LO REMISE
	PARKING
	MGE BOX
	nde ta Pri KIT GAR
	u Majsor ER - 728
	librairs o Ausonam
	EX YOURS
	100

CO	NDITION	S PARTI	CULIÈRES
I - DURÉE INITIALE	A La présente location	est consentie et acceptée	B OPTION "ÉTUDIANT" - DURÉE 9 MOIS
DU CONTRAT DE LOCATION	pour une durée de 🏒	AN(S) (minimum 1 an)	Sans reconduction tacite ou renouvellement.
Conditions générales - chapitre l	date de prise d'effet		date de prise d'effet
II - DURÉE DU PRÉAVIS Réstilation - Congé Conditions générales - chapitre II	BAILLEUR: Trois mois, soit par sa décision de reprendre ou de vendre le logement, soit par un motif tégitime et sérieux, notamment l'inexécution par le locataire de l'une des obligations lui incombant.		LOCATAIRE : Le locataire peut donner congé à tout moment, en respectant un préavis d'un mois.
III - PAIEMENT MENSUEL	. Somme en chiffres	Somme en lettres	
loyer initial hors taxes	***************************************		The state of the s
charges forfultaires	der verste her eigh einem verbab Herre saus ve		again alagadama a a a a a a a a a a a a a a a a a
provision charges réelles		### (**********************************	Heggs and the second se
TOTAL MENSUEL	530€	cong cen	t trent euros
Conditions générales Chapitres III et IV	Le locataire est responsabl lieux loués par lui-même or	le du palement des loyers et u par les occupants de son d	de toutes les sommes dues pour l'occupation des hef.
IV - TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est	payable d'avance au domicil	e du bailleur lede chaque mols.
V - RÉVISION DU LOYER	Valeur de l'indice de référence des loyers		
Conditions générales - chapitre III	publié au trimestre Date de la révision annuelle		
VI - DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 2 mois de loyer) Conditions générales - chapitre V	Somme en chittres Somme en lettres Somme en lettre Somme en lettre		
VII - éventuellement	Nature et-montant des trav	aux exécutés par le bailleur	depuis le demier bail ou son renouvellement ;
TRAVAUX ENTRAÎNANT			
MODIFICATION DE LOYER			
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précédent	Date 22/9/18	Montant : 5 906 (Mention inutile si le précédent lo	cataire a quitté les lieux depuis au moins dix hult mois)
		LOYER (cochez une des op.	
	annuellement le montant ma référence majoré fixé par arr se :	aximum d'évolution des loyer rêté préfectoral €/m²- montant du loyer	
🗖 logement situé en dehors d'u	ne zone tendue		
RAYËS NULS	Falt à LLYEBE	5	ie 20/10/18
mots	/		cune des parties qui le reconnaît.
LE BAILLEUR OU SON MAN		LE(S) LOCATAIRE(S) (1)	LA CAUTION (facultatit) (2)
	1,4	-1-,	2 (Orio i Tota Jacusta (il) (2)

(1) Toutes les pages divent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé per toutes les parties) doit être joint au contrat de location.

Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.

188E :



location habitation non saisonnière

Contrat de location de locaux vacants meublés exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1"bis de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Alur du 26 mars 2014 - Article 1313 et 1309 du code civil ENTRE LES SOUSSIGNÉS

nom, prénom et adresse du ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) en ajoutant la raison sociale, l'activité, le capital, le RCS, le p° SIREN et l'adresse du siège social. ARF. GLOGIO PHILIPPE 5 dénommé(s) "LE BAILLEUR". ance du ou des LOCATAIRE(S) (mariés, concubins, PACS) dénommé(s) "LE LOCATAIRE" ll a été convenu et arrêté ce qui suit : Par les présentes, le baltieur loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions DÉSIGNATIO 2 appartement maison individuelle construit en cas au CONSISTANCE mono propriété Copropriété SITUATION (adresse) DÉSIGNATION DES LOCAUX. ÉQUIPEMENTS. ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4) DÉPENDANCES Comble aménagé ou non Grenier d'usage privatif ☐ terrasse ☐ balcon O loggia **1** jardin antenne TV T téléphone **PARTIES** aspace(s) vert(s) internet able cable antenne TV collective gardiennage ☐ ascenseur ☐ Interphone ET ÉQUIPEMENTS ☐ vide-ordures chauffage 🗖 individuel 🗹 collectif - eau chaude 🗖 Individuelle 😥 collective - eau froide 🛍 individuelle 😈 collective d'usage commun Un état des lieux et un inventaire des meubles et objets mobiliers sont annexés au présent contrat.

MOIS .	
ement.	
Perry acidables das Approphe	
nent, en	LOCATION MEJBLE
enthigs	LOCATION VIDE - 721 KIT
	WELLEMENT - 720 KIT LI 18 50 13 - REPRODUCT
	DE RENO.
n des	- CONTRAT
que mois.	OLIDARE - 719 let - 16. 04 94 1
	AT de CAUTON S VAZIBIÁN - Ced
***************************************	LET - 718 CONTR. LP. 75 - 83002 DI
:	SON
	E E E
	WEBER
	SSET.
	MAN DO
into ten Pto m myorian	IX - 713 BALL PRO
	BL sab
	10N - 712 ETAT
	Bod B
	711 CONTRAT OF
tii) (2)	TAUTOMOBILE IT GARAGE BOX PA
	2 votre libraine ou 1200 de la Presse : 601 lOT. ILITÉ - 725 KOT LOCATION SAISONNIER - 728 KO
0	ON SAI
350	300
	Draine o
	votre libra Lité - 725
ionale	En vente chez v 722 KVT MOBIL)
	- 1-4

CO	NDITION:	S PARTI	CULIÈRES
I - DURÉE INITIALE DU CONTRAT DE LOCATION Conditions générales - chapitre I		est consentie et acceptée AN(S) (minimum 1 an)	B OPTION "ÉTUDIANT" DURÉE 9'MOÎS · Sans reconduction tacite per l'enquivellement. date de prise d'effet
II - DURÉE DU PRÉAVIS Résiliation - Congé Conditions générales - chapitre il	BAILLEUR: Trois mois, soit par sa décision de reprendre ou de vendre le logement, soit par un moif légitime et sérieux, notamment l'inexécution par le locataire de l'une des obligations lui incombant.		Le locataire peut donner congé à tout moment, en respectant un préavis d'un mois.
III - PAIEMENT MENSUEL loyer initial hors taxes* charges forfaltaires provision charges réelles	Somme en chiffres	Somme en lettres	
TOTAL MENSUEL Conditions générales Chaptres III et IV			de toutes les sommes dues pour l'occupation des
IV - TERMES DU PAIGMENT	Le TOTAL MENSUEL est payable d'avance au domicile du bailleur lede chaque mois.		
V - RÉVISION DU LOYER Conditions générales - chapitre III	Valeur de l'indice de référe	•	Date de la révision annuelle
VI - DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 2 mois de loyer) Canditions générales - chapitre V	Somme en chiffres Somme en lettres 5.60 E Cray Ce-t Sainanto Lisa		
VII - éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT MODIFICATION DE LOYER	Nature et montant des trav	aux exécutés par le bailleur	depuis le demier bail ou son renouvellement ;
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précédent	Date: 1/8/19. Montant: 560 E. (Mention inutile et le précédant locataire a quitté les lieux depuis au moins dix huit mois)		
☐ loyer soumis au décret fixant ☐ logement situé en dehors d'u	annuellement le montant ma	J LOYER (cochez une des op aximum d'évolution des loyer	
RAYÉS NULSnots	,	t	icune des parties qui le reconnaît.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE (1)

LE(S) LOCATAIRE(S) (1)

LA CAUTION (faculta

ENTREPRISE RAFIGNON 2054 CHENIN III PIAN DU PONT 81400/ FIVERES TEL 07 57 05-03-95 RM 389 FR 768 00012

(1) Toutes les pages dovert être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location.

Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.



location habitation non saisonnière

6

Contrat de location de locaux vacants meublés exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1"bls de la loi nº 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Alur du 26 mars 2014 - Article 1313 et 1309 du code civil

ENTRE LES SOUSSIGNÉS se du ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) colaie, le capital, le RCS_Le n° SIREM et l'adresse du siège social.

HESSHOUGH	date et lieu de naissance du ou des LOCATAIRE(S) (mariés, concubins, PACS ou autre)
2054	emman pan seepan (83400 AYENTES
(1) Numéro et lleu de délivran quatrième degré inclus,	dénommé(s) "LE LOCATAIRE" ce de la certe professionnelle (2) Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'eu
il a été convenu et an Par les présentes, le balitet	rêté ce qui suit : ir loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions sulvantes :
CONSI	STANCE, SITUATION ET DÉSIGNATION DES LOCAUX LOUÉS
CONSISTANCE	appartement appartement construit en constru
SITUATION (adresse)	2064 chuir du plan de pont 23400 HYERES
DÉSIGNATION DES LÓCAUX, ÉQUIPEMENTS, ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)	13 axec prostruct services of the service of the se
DÉRENDANCES d'usage privatif	☐ garage n° ☐ parking n°
PARTIES ET ÉQUIPEMENTS d'usage commun	□ espace(s) vert(s) □ internet □ cable
3 503167 210000	Un état des lieux et un inventaire des meubles et objets mobiliers sont annexés au présent contrat.

WEBER DIFFUSION, B.P. 75 - 83002 DRAGUIGNAN Codex - t61. 04 94 67 44 83 / fax 04 94 68 60 13 - REPRODUCTION INTERDITE - 35416

nederland minehensistiy	
oment, en	
and had a transport of the state	MGUBLÉ - F****
···	21 KIT LOCATION ITERDITE - **
	CATION VIDE - 7.
tion des	HE - 720 MT LO
naque mois.	TICE BU LOCATARRE - 720) 44 83 / fax 04 94 68 60 13
dalla gage na manang naga iya ay	LIDAINE - 719 - NOTICE DU LO dex - 161. 04 94 67 44 83 / fa
9-8)ddarbaan as ylys (apapy	AT de CAUTION SOU 2 DPAGUIGNAN Ced
nt :	- 718 CONTRAT C
	8 - 714 DOSSIER COMPLET - NEL « WEBER DYFUSION, B
s)	IIN DOSSIR - 714 DOSSIB COMPLET PIOFESSIONNEL « WEBER DIFFUSION, I
@/m²	N 4712'ETAT DES LIEUX - 713 MINI DO Bail commercial - 810 Bail profes
dermid b. dde tupier-abby,	INTRAT de LOCATIO King-Remise - 800
ilatif) (2)	u Maison de la Presse ?714°Cl ?A - 726 KT GARAGE BOX PAR
ationale	En venio chez votre libraira ou Maison de la Presse : 725 km l.ocatton saisonnoen - 728 km galage e

CO	NDITION	S PARTI	CULIERES	
I - DURÉE INIȚIALE		est consentie et acceptée	B OPTION "ÉTUDIANT" - DURÉE à MÔIS"	
DU CONTRAT DE LOCATION	pour une durée de	AN(S) (minimum 1 an)	Sans reconduction laette ou renouvellement.	
Conditions générales - chapitre I	date de prise d'effet		date de prise d'effet	
II - DURÉE DU PRÉAVIS Résiliation - Congé Conditions générales - chapitre II	BAILLEUR: Trois mois, soit par sa décision de reprendre ou de vendre le logement, soit par un motif légitime et sérieux, notamment l'inexécution par le locataire de l'une des obligations lui incombant.		LOCATAIRE: Le locataire peut donner congé à tout moment, en respectant un préavis d'un mois.	
III - PAIEMENT MENSUEL	Somme en chiffres	Somme en lettres		
loyer initial hors taxes	and decomposition of the first	11442 comp refer pp (p - 5, 1) province and a trace are province and a trace are province are pr	n in alone and december of someone in this world. The personal management with the	
charges forfaltaires	****	***************************************		
provision charges réelles	Non-Did-400 (Ext or youngs) (regressed and heat has not	annument of the second	ontonopoli superpiglar sipiliani animani mankata para anima anima ani	
* Ghastan netsys netablera hat (spoerada nydy) legdydd yng nawyd ydaesy , yw j			on the many frames and the comment of the comment	
TOTAL MENSUEL	530€	Cong cont	Trente elusa	
Conditions générales Chapitres III et IV	Le locataire est responsab lieux loués par lui-même o	Le locataire est responsable du palement des loyers et de toutes les sommes dues pour l'occupation des lieux loués par lui-même ou par les occupants de son chef.		
IV - TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est	payable d'avance au domicile	e du bailleur le,de chaque mois.	
V - RÉVISION DU LOYER Conditions générales - chapitre III	Valeur de l'Indice de référence des loyers publié au Date de la révision annuelle			
VI - DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 2 mois de loyer) Conditions générales - chapitre V	Somme en chiffres	Somme en lettres	1 trance euros	
VII - éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT MODERCATION DE LOYER	Nature et montant de trav	aux exécutés par le bailleur d	epuis le démier bail ou son renouvellement ;	
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précédent	Date 30.8.12	Montant : 5366 (Mention Inutile si le précédent loc	ataire a quitté les lieux dépuis au moins dix hult mois)	
complément de loyer = loyer o	annuellement le montant ma référence majoré fixé par an e :	rêté préfectoral €/m²-montant du loyer d lément de loyer (à justifier)		
RAYÉS NULS	Fait à	**** ******	, le , шили шили шили маления.	
	en originaux don	t un original est remis à chac	une des parties qui la racennaît.	
LE BAILLEUR OU)SON MAN		LE(S) LOCATAIRE(S) (1)	LA CAUTION (faculialiti (2)	

(1) Toutes les pages dinvert être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'Identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location.

Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.



location habitation non saisonnière

WEBER DIFFUSION, B.P. 75 - 83002 DRAGUIGNAN Cedex - tél. 04 94 67 44 83 / fax 64 94 68 60 13 - REPRODUCTION INTERDITE - 17919

7

Contrat de location de locaux vacants meublés exclusivement à usage d'habitation principale, avec option "ÉTUDIANT"

Titre 1" bis de la loi nº 89-462 du 6 juillet 1989 - Loi Alur du 26 mars 2014 - Article 1913 et 1309 du code civil

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

	ENTRE LES 30033/GNES
nom, prénom et adresse de en ajoutant la raison social	u ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (1) ou de la personne morale (2) e, l'activité, le capital, le RCS, le n° SIREN et l'adresse du siège social.
RAFIGNOS	ONE PHILIPPE
2064 ch	emin du plande part 83400 HYFRES
(Address) Terrestandade _ Add (Aprille) (Annail (1991)	
	date et lieu de naissance du ou des LOCATAIRE(S) (mariés, concubins, PACS) dénommé(s) "LE BAILLEUR",
EBERL 2064	ENERONIQUE Chexistis else plan de pant \$3400 HYERES
(1) Numéro et lieu de délivran trième degré inclus ou entre	dénommé(s) "LE LOCATAIRE" ce de la carte professionnelle (2) Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alifés jusqu'au qua- partenaires liés par un pacte civil de solidarité.
Il a été convenu et ar Par les présentes, le baillet	rêté ce qui suit : Ir loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions sulvantes :
CONSI	STANCE, SITUATION ET DÉSIGNATION DES LOCAUX LOUÉS
CONSISTANCE	□ maison individuelle construit en. □ mono propriété □ copropriété
SITUATION (adresse)	2064 Chessie du plan des pourt
DÉSIGNATION DES LOCAUX, ÉQUIPEMENTS,	150B 1 Kilcher & tto was carsine
ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)	Nombre de plèce(s) principale(s) ;
DÉPENDANCES d'usagé privatif	☐ garage n°
PARTIES ET ÉQUIPEMENTS d'usage commun	□ espace(s) vert(s) □ Internet □ cable □ antenne TV collective □ gardiennage □ ascenseur □ vide-ordures □ Interphone □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □
3 503167 210000	Un état des lieux et un inventaire des meubles et objets mobiliers sont argaxés au présent contrat.

MOIS '	
lement,	
ment, en	KIT LOCATION MEDBLÉ Kararaaaa
	TION VICE - 721 KIT LOCA Interdite - 44444
(+ 00 ()(1	S 90
	ELEMBNT - 720 KIT L 60 13 - REPRODUCT
2	TRAT DE RENOUM 83 / fex 34 94 68
on des	19 - CONTR 34 67 44 83
aque mois.	TION SOLIDAINE - 7 N - Cedex - 161 04 9
Manda Philadeles Salator P	T de CAUTION S AGLÉGNAR - Ced
7	T de LOCATON - 712 GAT des LEUX - 713 MIN DOSSIEN - 714 DOSSIEN COMPILET - 718 CONTRAT de CAUTON SOLICIMIE- 719- CONTRAT DE REM SE - 800 EVIL COMMENDIAL - 810 BALL PREPESSIONNE, • WIEBED DIFFUSION, 827, 75 - 83002 DIVAGLIGAWA- Ceden - 181 04 94 67 44 85 / face 49 94
::	DIFFUSION,
	SEED - 714 D NEL • WEBER
104	T OB LOCATION - 712 ETAT OBS LIEUX - 713 MINI DOSS SE - 800 Bail Commencial - 810 Bail professionni
	12 ETAT des UEI Imercial - 810
€/m²	de LOCATION - 7: 800 BALL CON
State Pri despr v-	11 CONTRA
da rev	11 KIT AUTOMDBUE - 7 28 KIT GAGAGE BOX PA
atif) (2)	de fa Presse : 601 K SAISONNIER - 728 I
	are ou Maison d KT LOCATION (
ionale	En vente chaz votre libral 722 KIT MOBILITÉ - 725

CO	NDITION	S PARTI	CULIERES
1 - DURÉE INITIALE	1	est consentie et acceptée	B OPTION "ÉTUDIANT" - DURÉE 9 MOIS
DU CONTRAT DE LOCATION	pour une durée de AN(S) (minimum 1 an)		Sans reconduction facite ou renouvellement.
Conditions générales - chapitre l	date de prise d'effet	alicy the commencement of the second commencement	date de prise d'effet
II - DURÉE DU PRÉAVIS	BAILLEUR :	sieles de reprendre au de	LOCATAIRE :
Résillation - Congé	Trois mois, soit par sa décision de reprendre ou de vendre le logement, soit par un motif légitime et sérieux, notamment l'inexécution par le locataire de		Le locataire peut donner congé à tout moment, en respectant un préavis d'un mois.
Conditions générales - chapitre II	l'une des obligations lui in		
III - PAIEMENT MENSUEL	Somme en chiffres	Somme en lettres	
	. Summe en chimas	Somme en leures	
loyer initial hors taxes*	44444		decided the state of the state
charges forfaitaires	blease is been seemed and the samples of the sample of the samples		and the state of t
provision charges réelles	tugus adadhaman spatahdaan taadhays sayas yaw	48242000	
			7
	560€	Cind const	Soiron 6 Sura
TOTAL MENSUEL	-36 <u>0</u> 5		Short Million of the state of t
Conditions générales Chapitres III et IV		e du paiement des loyers et u par les occupants de son c	de toutes les sommes dues pour l'occupation des hef.
IV - TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est	payable d'avance au domicile	e du bailleur lede chaque mois.
V - RÉVISION DU LOYER	Valeur de l'indice de référe	ence des loyers	
Conditions générales - chapitre III	publié au	trimestre	Date de la révision annuelle
VI - DÉPÔT DE GARANTIE	Somme en chiffres	Somme en lettres	Laces on le surar
(maximum : 2 mols de loyer) Conditions générales - chapitre V	560€	Conf const	LELY ON CO 211701
NO. 6	Nature et montant des trav	aux exécutés par le bailleur o	depuis le dernier bail ou son renouvellement :
VII - éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT			
MODIFICATION DE LOYER			
			1 . 1
VIII - DERNIER LOYER appliqué au locataire précèdent	Date: 4/05/20	Montant : (Mention inutile si le précédent loc	cataire a quitté les lleux depuls au moins dix hult mois)
	* MONTANT INITIAL DU	LOYER (cochez une des opt	tions ci-dessaus) .
 toyer soumis au décret fixant au logement soumis au loyer de ré 		•	a relocation
			référence majoré
🗖 complément de loyer = loyer de	e référence majoré + complém		The second data was a second of the second operation.
🗖 logement situé en dehors d'une			
RAYÉS NULS	Fait à HYERES	prete a posseste prespositaria bidissoration a ngaro	le 8/05/80
mots	l ~		cune des parties qui le reconnaît.
lignes	en	run ongnerestrenis a CD&C	опте чео рашео ципе тесоплан.
LE BAILLEUR OU SON MAN	I NDATAIRE (1)	LE(S) LOCATAIRE(S) (1)	LA CAUTION (facultatif) (2)

(1) Touté les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location.

Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.

Minute n°19/114

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULON

ORDONNANCE DE REFERE du : 05 Février 2019

Nº RG 18/01260 - Nº Portalis DB3E-W-B7C-JWST

<u>Président</u>: Lucette BROUTECHOUX, Présidente du tribunal de grande instance de Toulon

Greffier : Catherine MOREAU,

Entre

DEMANDEUR(s)

Monsteur Philippe RAFIGNON, demeurant 2064 Chemin du Plan du Pont - 83400 HYERES

Madame Brigitte KERDANET, demeurant Lieudit Saint Jacques - 97118 ST FRANCOIS

Représentés par Maître Ségolène TULOUP de la SELAS LLC & ASSOCIÉS, avocats au barreau de TOULON

et

DEFENDEUR(s)

Madame Alizée ROSSI, demeurant 7481 route de Pierrefeu - Vallée de Sauvebonne - 83400 HYERES

Rep/assistant: Me Audrey CAMUSO, avocat au barreau de TOULON

Débats:

Après avoir entendu à l'audience du 06 Novembre 2018, les parties comparantes ou leurs conseils, le président les a informés que l'affaire était mise en délibéré au 4 décembre 2018 prorogé à ce jour et que l'ordonnance serait rendue par mise à disposition au greffe.

Copie(s) délivrée(s) le : à : Me Audrey CAMUSO- 0144 Maître Ségolène TULOUP de la SELAS LLC & ASSOCIÉS - 1014



M Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET sont propriétaires d'un terrain situé à HYERES qu'ils ont donné le 1er septembre 2005 à bail commercial à Mme MARTIN aux droits de laquelle se trouve Mme Alizée ROSSI selon acte de cession du 21 juillet 2013.

Par ordonnance du 20 mai 2008 le juge des référés a autorisé Mme MARTIN à consigner les loyers sur un compte CARPA dans l'attente de la réalisation des obligations et des travaux incombant au bailleur.

Par ordonnance de référé du 18 octobre 2011, Mme MARTIN a été autorisée à prélever sur les fonds sequestrés le somme de 4.700 € dans le but de réaliser les travaux incombant au bailleur.

Par acte d'huissier en date du 17 octobre 2018, M. Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET ont fait assigner devant le juge des référés du tribunal de grande instance de TOULON, Mme Alizée ROSSI sur le fondement des articles L 145-41 du code de commerce et 809 du code de procédure civile afin que :

il soit constaté que la clause résolutoire du bail les liant est acquise à la date du 29 juillet 2018 par

le jeu de la clause résolutoire rappelée dans le commandement de payer du 29 juin 2018, - l'expulsion de Mme Alizée ROSSI et celle de tous occupants de son chef soit ordonnée au besoin avec l'aide de la force publique, sous astreinte,

- l'acquisition du dépôt de garantie soit ordonnée,

- la libération des fonds séquestrés sur le compte CARPA soit ordonnée,

- Mme Alizée ROSSI soit condamnée à titre provisionnel à leur verser

- la somme de 31.525,70 € à valoir sur l'arriéré locatif avec intérêts et capitalisation, augmentée de l'indemnité d'occupation de juillet

- une indemnité d'occupation mensuelle fixée à 2.430 € à compter du 29 juillet 2019 jusqu'au départ effectif des lieux pris à bail, - la somme de 25.823,04 € au titre de la révision des loyers,

- la somme de 2.000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure

Par conclusions oralement soutenues le 6 novembre 2018, auxquelles il est expressément renvoyé pour l'exposé plus ample de ses moyens et arguments, Mme Alizée ROSSI conclut au débouté de la demande en exposant qu'elle se heurte à des contestations sérieuses en ce que les bailleurs s'étaient engagés à réaliser un certain nombre de travaux qui n'ont jamais été entrepris et qu'elle a été contrainte de cesser provisoirement d'honorer le règlement de ses loyers afin d'être en mesure de remettre le centre equestre en état. Elle précise avoir repris le règlement des loyers depuis le 20 décembre 2017 et que le décompte produit par les demandeurs est erroné.

A titre subsidiaire, elle entend se prévaloir de l'exception d'inexécution s'agissant du règlement des loyers et conclut au débouté de l'intégralité des demandes. A titre reconventionnel, elle sollicite la condamnation de M. Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET à lui verser la somme de 6.000 € à valoir sur la réparation de son préjudice de jouissance.

A titre infiniment subsidiaire, elle sollicite les plus larges délais de paiement.

En toutes hypothèses, elle sollicite la condamnation de M. Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET à lui payer une somme de 2.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

M. Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET, dans le dispositif de leurs dernières écritures maintiennent leurs demandes initiales, excepté la somme à valoir sur l'arriéré locatif qu'ils diminuent à hauteur de 29.906,70 € dés lors que Mme ROSSI a versé la somme de 3.567€. En tout état de cause, ils concluent au rejet de l'ensemble des demandes adverses.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la demande relative à l'acquisition de la clause résolutoire et les demandes qui en découlent

L'article L. 145-41 du Code de commerce dispose que toute clause insérée dans le bail prévoyant la résiliation de plein droit ne produit effet qu'un mois après un commandement demeuré infructueux. Le commandement doit, à peine de nullité, mentionner ce délai.

Les juges saisis d'une demande présentée dans les formes et conditions prévues à l'article 1343-5 du' Code civil peuvent, en accordant des délais, suspendre la réalisation et les effets des clauses de résiliation, lorsque la résiliation n'est pas constatée ou prononcée par une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée. La clause résolutoire ne joue pas, si le locataire se libère dans les conditions fixées par le juge.

La soumission du bail au statut des baux commerciaux ne donne lieu à aucune discussion et il n'existe aucune contestation sérieuse sur la régularité du commandement du 29 juin 2018.

Au commandement est annexé un décompte des loyers et charges dus et le décompte des versements effectués arretés en avril 2018. Le commandement précise qu'à défaut de paiement dans le délai d'un mois, le bailleur entend expressément se prévaloir de la clause résolutoire incluse dans le bail et reproduit la clause résolutoire ainsi que les dispositions de l'article L. 145-17 alinéa 1 du Code de commerce.

S'agissant de la somme due au titre des loyers, il résulte des pièces produites que sur la base d'un loyer mensuel de 1.219 €, Mme Alizée ROSSI était redevable des sommes de -756,45 € fin décembre 2015

-(1.219 x 12)-5.520,75 € = 9.107,25 € au titre de l'année 2016 le décompte produit étant affecté d'une erreur.

-13.409,00 € au 30 novembre 2017, le règlement de décembre 2017 étant justifié soit au total la somme de 23.272,70 € à la date du commandement de payer délivré le 29 juin 2018, Mme Alizée ROSSI ayant repris le payement des loyers pour l'année 2018.

La somme de 23.272,70 € dont Mme Alizée ROSSI est non sérieusement débitrice n'a pas été réglée dans le délai d'un mois et les conditions pour que joue la clause résolutoire sont remplies à la date du 30 juillet 2018.

Si Mme ROSSI légitime cette absence de paiement par la nécessité de remise en état du centre équestre qui se trouvait selon elle dans un état de vétusté et soutient avoir été contrainte de cesser temporairement le règlement des loyers pour faire face au coût des travaux strictement nécessaires à la remise aux normes du centre équestre, il convient de constater,

-qu'elle n'a pas mis les bailleurs en demeure d'exécuter les travaux necessaires

-qu'elle n'a pas sollicité l'autorisation en justice de procéder à l'exécution desdits travaux, -qu'elle n'a pas sollicité la déconsignation de tout ou partie des sommes sequestrées pour faire face aux travaux.

-que certains travaux sont contestés pour avoir été réalisés par son prédecesseur Mme Valérie MARTIN.

Dès lors Mme Alizée ROSSI n'était pas fondée à invoquer une exception d'inexécution pour se dispenser du payement des loyers mis à sa charge et ce d'autant qu'elle ne démontre par aucune pièce avoir été dans l'impossibilité d'exploiter son activité de centre esquestre et qu'elle ne produit aucun élément établissant une baisse de son chiffre d'affaires ou de la fréquentation de son centre.

En conséquence Mme Alizée ROSSI sera condamnée au payement de la somme de 23.272,70 € avec interêts au taux légal à compter du 29 juin 2018 date du commandement de payer.

Pour les motifs sus-indiqués, Mme Alizée ROSSI sera déboutée de sa demande provisionnelle au titre du préjudice de jouissance.

Mme Alizée ROSSI ayant repris le payement des loyers courants depuis le mois de décembre 2017, il sera fait droit à sa demande de délais de grace dans les conditions prévues au dispositif et de suspendre le jeu de la clause résolutoire,

Si les délais sont respectés la clause sera réputée n'avoir jamais joué.

A défaut pour Mme Alizée ROSSI de respecter les délais accordés, la clause résolutoire reprendra tous ces effets, et :

-il pourra être procédé à son expulsion et à celle de tous occupants de son chef, -Mme Alizée ROSSI sera condamnée au payement du solde de l'arriéré ci dessus fixé et au payement d'une indemnité d'occupation mensuelle à compter du 1er aout 2018 fixée à titre provisionnel au montant actuel du loyer mensuel et ce jusqu'à son départ effectif des lieux pris à bail, -conformémément aux stipulations contractuelles, le dépot de garantie restera acquis aux bailleurs;

M Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET seront déboutés de leur demande de libération des fonds séquestrés sur le compte CARPA, laquelle se heurte à l'existence de contestation sérieuse, les sommes versées correspondant à des loyers non visés dans le commandement de payer car réglés et necessitant qu'il soit statué sur l'exécution des travaux par les bailleurs.

Sur la demande de révision des loyers

Les demandeurs réclament une somme de 25.823,04 euros au titre de la révision des loyers.

Le contrat de bail prévoit que « le loyer sera révisé automatiquement et conventionnellement à chaque date anniversaire du présent contrat, par l'application de la variation de la valeur moyenne de l'indice national I.N.S.E.E du coût de la construction calculée sur quatre trimestres. L'indice initial I.N.S.E.E retenu est celui publié en dernier lieu à la signature des présentes et fixé dans les conditions particulières.

Si la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice en cours le plus

L'indexation jouera de plein droit sans qu'il soit besoin d'une notification préalable. »

le fait que les bailleurs n'aient pas sollicité pendant plusieurs années l'indexation des loyers, n'implique pas qu'ils aient renoncé à réclamer une telle indexation. En effet la renonciation à un droit ne se présume pas.

Si la somme réclamée est elevée, les bailleurs forment leurs demandes dans la limite de la prescription quinquennale. Ils ont détaillé (cf leur pièce 7) les modalités de calcul et les évolutions de l'indice de référence.

Mme Alizée ROSSI ne conteste pas ces calculs ni les indices retenus de sorte que la demande ne se heurte à l'existence d'aucune contestation sérieuse.

Mme Alizée ROSSI sera donc condamnée au payement provisionnel de la somme de 25.823,04 € au titre de l'indexation due pour les années 2013/2018.

Sa demande de délais étant formulée de manière générale, il y a lieu de considérer qu'elle vise également les sommes dues au titre de l'indexation et il y sera fait droit dans les conditions précisées au dispositif.

Sur les demandes accessoires

Mme ROSSI, qui succombe, doit supporter la charge des dépens qui comprendront le coût du commandement de payer du 29 juin 2018.

Aucun élément tiré de l'équité ne justifie l'application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile au profit des demandeurs.

Mme Alizée ROSSI étant partie succombante, elle sera condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS

le Juge des référés,

Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du Code de Procédure Civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance contradictoire et en premier

Condamne Mme Alizée ROSSI à payer à M. Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET la somme provisionnelle de 23.272,70 € due au 29 juin 2018 avec interêts au taux légal à compter du 29 juin 2018 date du commandement de payer.

Dit que Mme Alizée ROSSI pourra s'acquitter de cette somme, en plus des loyers courants, par mensualités de 1.000 €, le premier versement devant intervenir le 15 du mois suivant la signification de l'ordonnance et les versements suivants le 15 de chaque mois,

Ordonne la suspension des effets de la clause résolutoire pendant le cours de ces délais,

Dit qu'à défaut de règlement d'un seul acompte à son échéance en sus du payement des loyers courants,

- la totalité du solde deviendra immédiatement exigible,

-le bail sera résolu entre les parties à la date du 30 juillet 2018 sans autre formalité et automatiquement,

d'une indemnité d'occupation mensuelle fixée à titre provisionnel à compter du 1er aout 2018 d'une indemnité d'occupation mensuelle fixée à titre provisionnel au montant actuel du loyer mensuel et ce jusqu'à son départ effectif des lieux pris à bail,

-le dépot de garantie restera acquis aux bailleurs,

-il pourra être procédé à l'expulsion de Mme Alizée ROSSI ainsi que de tous occupants de son chef et ce au besoin avec l'assistance de la force publique, de l'immeuble qu'elle occupe 2064 chemin du plan du Pont à Hyeres,

Condamne Mme Alizée ROSSI à payer à M Philippe RAFIGNON et Mme Brigitte KERDANET la somme provisionnelle de 25.823,04 € au titre de l'indexation due pour les années 2013/2018.

Dit que Mme Alizée ROSSI pourra s'acquitter de sa dette par mensualité de 1.000 € le premier versement devant intervenir le 15 du mois suivant la signification de l'ordonnance et les versements suivants le 15 de chaque mois,

Dit qu'à défaut de règlement d'une seule mensualité à son échéance, la dette sera exigible dans sa totalité,

Déboute les parties du surplus de leurs demandes,

Dit n'y avoir lieu à application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile

Condamne Mme Alizée ROSSI aux dépens qui comprendront le cout du commandement de payer.

Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au Greffe des référés du Tribunal de Grande Instance de TOULON, le CINQ FEVRIER DEUX MIL DIX NEUF

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

Res Pénélope D 467 Rue Marc Delage 83130 LA GARDE 06.13.23.72.79 / 04.94.31.63.58 nostika.expertises.83@gmail.com

ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Arrêté du 29 mars 2007, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF P 03-201 de mars 2012.

A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Localisation du ou des bâtiments

Désignation du ou des lots de copropriété : Maison individuelle

2064 chemin du plan du pont 83400 Adresse:

Nombre de Pièces : 5

Numéro de Lot : Référence Cadastrale : B - 3803/3804/3806/3855

Le site se situe dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant infestée par les termites ou susceptible de l'être à court Descriptif du bien : Maison individuelle de 5 pièces et de 2 étages rénové(e) en 2010

comprenant : 1 salon/salle à manger/cuisine, 4 chambres, 1 dégagements, 1 salle de bains/WC, 1 mezzanine et en annexes 1 garage, 8 studios, des boxs chevaux

Encombrement constaté : Néant Situation du lot ou des lots de copropriété

Mitoyenneté: Băti · OUI Non

Document(s) joint(s): Néant

B DESIGNATION DU CLIENT

Désignation du client

Nom / Prénom : AARPI PLATON MAGNE TURNER

Qualité : Cabinet d'avocats Adresse : 6 rue Molière 83000 TOULON

· Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Nom / Prénom : Qualité : Adresse :

Nom et qualité de la (des) personne(s) présentes sur le site lors de la visite : Aucun

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Identité de l'opérateur de diagnostic Nom / Prénom : COTTURA Laurent
Raison sociale et nom de l'entreprise :

EURL NOSTIKA Expertise

Adresse : Res Pénélope D 467 Rue Marc Delage 83130 LA GARDE

N° siret : 509 764 528 00022 N° certificat de qualification : CPDI2353 Date d'obtention : 23/10/2018

Le présent rapport est établi par une personne dont les

compétences sont certifiées par : I.Cert

Espace Performance Bat K

Parc d'Affaires

35760 SAINT-GRÉGOIRE

Organisme d'assurance professionnelle :

Nº de contrat d'assurance : 10147629504

Date de validité du contrat 01/01/2021

d'assurance :

Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

D IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS :							
Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *					
RDC							
Salon / Salle à manger/Culsine	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Boxs chevaux n°1	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Boxs chevaux n°2	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Garage	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°1	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°2	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°3	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°4	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°5	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°6	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°7	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Studio annexe n°8	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Chambre n°1	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
		Sans					
Comble 1	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
		1er					
Chambre n°3	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Chambre n°4	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					
Dégagement	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice					

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
Dressing	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice
Salle de bains/WC	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice
Mezzanine	Tous les éléments visibles et accessibles le jour de la visite	Absence d'indice

LEGENDE		
(1)	Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.	
(2)	Identifier notamment : Ossature murs planchers escaliers bolseries plinthes charpentes	
(3)	Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature	
•	Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites.	

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENTS (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION

Chambre n°2 (RDC) : Porte Fermée à clé.

Comble 2 (Sans): Pas d'accès interieur/exterieur trouvé

IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION

Isolations sous rampants, plenums inaccessibles dans le salon/salle à manger, cuisine, et studios annexes (Volumes situés entre le plafonds rapporté et la tolture, chevrons et liteaux bois non accessibles)

Toutes les parties bois prises dans la maçonnerie, toutes les parties inaccessibles sans destruction (faces cachées des menuiseries; éléments bois sous sol carrelé, doublages murs et plafonds...) les solivages bois recouverts par des matériaux divers

Notre responsabilité ne saurait être engagée pour les locaux ou endroits non accessibles ou non visibles du fait de leur encombrement le jour de la visite

G MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

1. examen visuel des parties visibles et accessibles :

Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.

Examen des produits cellulosiques non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.);

Examen des matériaux non cellulosiques rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.);

Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :

Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.

L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

3. Matériel utilisé :

Poinçon, échelle, lampe torche...

H CONSTATATIONS DIVERSES

Indice d'infestation de termite souterrain aux abords de la construction

Traces caractéristiques d'insectes à larves xylophages dans le salon/salle à manger/cuisine

NOTE Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

RESULTATS

Absence d'indices d'infestation de termites

NOTE

Conformément à l'article L 133-6 du Livre ler, Titre III, Chapitre III du code de la construction et de l'habitation, cet état du bâtiment relatif à la présence de termites est utilisable jusqu'au 14/11/2020.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

CACHET DE L'ENTREPRISE

Signature de l'opérateur EURL HOSTIKA

2011 RUG TAN LAURENT CO TRURA 31 TE DU SEPTE CALL 03220 LE TABE 0513237273 44 31316358 SJART 508 764 526 800 22 Référence : 6229 RAFIGNON KERDANET T Fait à : LA GARDE le : 15/05/2020 Visite effectuée le : 14/05/2020 Durée de la visite : 1 h 30 min

Nom du responsable : COTTURA Laurent Opérateur : Nom : COTTURA

Prénom : Laurent Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

Nota 2: Conformément à l'article L 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 1: Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de

NOSTIKA Expertises

Diagnostics Techniques Immobiliers

Res Pénélope D 467 Rue Marc Delage 83130 LA GARDE 06.13.23.72.79 / 04.94.31.63.58 nostika.expertises.83@gmail.com

DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 de 200 de la construction et de l'habitation. Norme NF C16-600 de juillet 2017.

DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES

Localisation du ou des immeubles bâti(s)

Département : VAR

Commune: HYÈRES (83400)

Adresse: 2064 chemin du plan du pont

Lieu-dit / immeuble :

Réf. Cadastrale : B - 3803/3804/3806/3855 Désignation et situation du lot de (co)propriété :

Rapport n°: 6229 RAFIGNON KERDANET ELEC

La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 9

Type d'immeuble : Maison individuelle

Date de construction :

Année de l'installation :

Distributeur d'électricité : Enedis

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Identité du donneur d'ordre

Nom / Prénom : PLATON MAGNE TURNER

Tél.: Email:

Adresse: 6 rue Molière 83000 TOULON

 Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : Autre le cas échéant (préciser) Cabinet d'avocats

Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :

M. et Mme RAFIGNON KERDANET Philippe et Brigitte 2064 Chemin du plan du pont 83400 HYÈRES

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT

Identité de l'opérateur :

Nom: COTTURA Prénom : Laurent

Nom et raison sociale de l'entreprise : NOSTIKA Expertises Adresse: Res Pénélope D Res Pénélope D 467 Rue Marc Delage

83130 LA GARDE N° Siret : 509 764 528 00022

Désignation de la compagnie d'assurance : AXA Assurance N° de police : 10147629504 date de validité : 01/01/2021

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :, le , jusqu'au

Nº de certification :

stat de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement);
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

Néant

2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

Néant

3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque

Néant

4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

N° article	Libellé des anomalies	Localisation(*)	Observation
B.6.3.1 a)	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).	Salle de bains	Appareillage électrique dans une zone non autorisée.

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension -

Etat de l'installation intérieure d'électricité

Protection mécanique des conducteurs.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)	Observation
B.7.3 a)	L'ENVELOPPE d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.	Garage, dressing, jardin Localisation non exhaustive	les ENVELOPPES des MATERIELS ELECTRIQUES sont présentes, en place et er bon état

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)	Observation
B.8.3 a)	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.	Chambre 1 Localisation non exhaustive	Il a été repéré des points d'éclairage situés au plafond, munis de douilles à usage temporaire « dite de chantier et en attente de raccordemen d'un luminaire. Faire installer par un professionnel des douilles DC (Dispositif de Connexion Luminaire)
B.8.3 e)	Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.	Jardin, chambre 1, garage, dressing Localisation non exhaustive	Les dispositifs de connexion (bornes, type « dominos », etc.) doivent être placés dans des boîtes de connexion équipées de leur capot d'obturation ou dans des goulottes ou plinthes équipée de couvercles

Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

Néant

- Référence des anomalies selon la norme NF C16-600.
- Héférence des anomalies selon la norme NF C16-600.
 Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C16-600.
 Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soil économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalle concernée

 Avertissement: la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

Informations complémentaires :

N° article (1) Libellé des informations		
B.11 a3)	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	

6229 RAFIGNON KERDANET ELEC

Etat de l'installation intérieure d'électricité

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C16-600

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vériflés

N° article (1)	Libellé des points de contôle n'ayant pu être vérifiés selon la norme NF C16-600 - Annexe C	Motifs (2)
B.3.3.1 b)	Elément constituant la PRISE DE TERRE approprié.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.2 a)	Présence d'un CONDUCTEUR DE TERRE.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.3 a)	Qualité satisfaisante de la CONNEXION DU CONDUCTEUR DE TERRE, de la LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, sur la borne ou barrette de terre principale.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.4 a)	CONNEXION assurée des ELEMENTS CONDUCTEURS de la structure porteuse et des CANALISATIONS métalliques à la LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale (résistance de continuité ≤ 2 ohms).	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.4 b)	Section satisfaisante du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.4 d)	Qualité satisfaisante des CONNEXIONS visibles du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale sur ELEMENTS CONDUCTEURS.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.3.3.6 a3)	Tous les CIRCUITS autres que ceux alimentant des socles de prises de courant sont reliés à la terre.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.5.3 b)	Section satisfaisante du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.
B.5.3 d)	Qualité satisfaisante des CONNEXIONS du CONDUCTEUR de la LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire aux ELEMENTS CONDUCTEURS et aux MASSES.	Partie de l'installation non visible, inaccessible le jour de la visite.

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou,si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée

RCS TOULON -RCP: AXA Assurance - APE/NAF: 7120B

- (1) Références des numéros d'article selon la norme NF C16-600 Annexe C
- (2) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :
 - « Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage.»;
 - « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent DIAGNOSTIC : de ce fait, la section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être véritiés.» ;
 - « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'étaient pas alimentée(s) en électricité le jour de la visite.»;
 - « Le(s) courant(s) d'emploi du (des) CIRCUIT(S) protégé(s) par le(s) INTERRUPTEUR(S) différentiel(s) ne peuvent pas être évalué(s). »
 - L'installation est alimentée par un poste à haute tension privé qui est exclu du domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dans lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier »
 - « La nature TBTS de la source n'a pas pu être repérée. »
 - « Le calibre du ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES est > 63 A pour un DISJONCTEUR ou 32A pour un fusible. »
 - « Le courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement est > 90 A en monophasé ou > 60 A en triphasé. »
 - « La méthode dite « amont-aval » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'essai de fonctionnement. »
 - « Les bornes aval du disjoncteur de branchement et/ou la canalisation d'alimentation du ou des tableaux électriques comportent plusieurs conducteurs en parallèle »
 - Toute autre mention, adaptée à l'installation, décrivant la ou les impossibilités de procéder au(x) contrôle(s) concemé(s).

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

5/7

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

Appareil général de commande et de protection

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.

Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre :

Ces éléments permettent, lors d'un **défaut d'isolement** sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Dispositif de protection contre les surintensités :

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffernents anormaux dus aux surcharges ou courts circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Conditions particulières les locaux contenant une baignoire ou une douche :

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct :

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage :

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives :

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine :

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Etat de l'Installation intérieure d'électricité

Informations complémentaires :

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique :
L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition
d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure
normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un
matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs :

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socies de prise de courant de type à puits (15mm minimum);

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

9 IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

DATE, SIGNATURE ET CACHET

Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le 14/05/2020 Date de fin de validité : 14/05/2023 Etat rédigé à LA GARDE Le 15/05/2020 Nom : COTTURA Prénom : Laurent

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE - Logement (6.1)

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

A INFORMATIONS GENERALES

15/05/2020 Date du rapport :

6229 RAFIGNON KERDANET N° de rapport : Valable jusqu'au: 14/05/2030 Maison Individuelle Type de bâtiment :

Maison individuelle Nature : Année de construction : 1955 270 m²

Surface habitable:

Adresse: 2064 chemin du plan du pont 83400 HYÈRES INSEE: 83069

Etage: N° de Lot Propriétaire :

M. et Mme RAFIGNON KERDANET Philippe et Nom:

Brigitte

Adresse : 2064 Chemin du plan du pont 83400 HYÈRES

Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :

Diagnostiqueur: COTTURA Laurent

Nom: Adresse :

B CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ENERGIE

Obtenues par la méthode 3CL - DPE, version 1.3, estimé à l'immeuble / au logement*, prix moyen des énergies indexés au 15/08/2015

	Consommation en énergie finale (détail par énergie et par usage en kWh)	Consommation en énergie primaire (détail par usage en kWh _{ep})	Frais annuels d'énergie (TTC)
Chauffage	Electrique 8 599	22 184	1 188 00 €
Eau chaude sanitaire	Electrique 3 539	9 130	388,00 €
Refroidissement	Electrique 1 890	4 876	297,00 €
Consommations d'énergle pour les usages recensés	14 028	36 190	2 135,00 € ⁽¹⁾

(1) coût éventuel des abonnements inclus Emissions de gaz à effet de serre (GES) Consommations énergétiques (en énergie primaire) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement Estimation des émissions : 6 kg_{eqC02}/m².an Consommation conventionnelle: 134 kWhep/m².an Sur la base d'estimation à l'immouble / au logement Logement économe Faible émission de GES Logement Logement ≤ 5 A ≤ 50 6 6 à 10 B 51 a 90 kg_{eqCO2} /m².an 11 à 20 91 4 150 134 21 à 35 151 à 230 D 36 à 55 231 à 330 331 a 450 G > 450 Forte émission de GES Logement énergivore

6229 RAFIGNON KERDANET DP

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

C DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS

C.1

DESCRIPTIF DU LOGEMENT

TYPE(S) DE MUR(S)

Intitulé	Туре	Surfa ce (m²)	Donne sur	Epaisseur (cm)	Isolation
Mur 1	Pierre de taille moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	254,62	Extérieur	50	Non isolé

TYPE(S) DE TOITURE(S)

intitulé	Туре	Surface (m²)	Donne sur	Isolation
Plafond 1	Combles aménagés	173	Extérieur	Période d'isolation : à partir de 2006 (extérieure)
Plafond 2	Entre solives bois avec ou sans remplissage	50	Combles perdus	Inconnue

TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS

Intitulé	Туре	Surface (m²)	Donne sur	Isolation
Plancher 1	Dalle béton	220	Terre-plein	Non isolé

TYPE(S) DE MENUISERIE(S)

Intitulé	Туре	Surface (m²)	Donne sur	Présence de fermeture	Remplissage en argon ou krypton
Fenêtre 1	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menulserie PVC - double vitrage vertical (e = 14 mm)	2,64	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 2	Portes-fenêtres battantes, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 14 mm)	12,8	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 3	Portes-fenêtres battantes, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 14 mm)	12,8	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 4	Fenêtres sans ouverture possible, Menuiserie métallique à rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 14 mm)	6,5	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 5	Portes-fenêtres sans ouverture possible, Menulserle métallique à rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 14 mm)	6,5	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 6	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bols/Métal - simple vitrage vertical	2,24	Extérieur	Oui	Non

6229 RAFIGNON KERDANET DP

Intitulé	Туре	Surface (m²)	Donne sur	Présence de fermeture	Remplissage en argon ou krypton
Fenêtre 7	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - simple vitrage vertical	6,72	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 8	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - simple vitrage vertical	4,48	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 9	Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 14 mm)	2,24	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 10	Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 14 mm)	2,24	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 11	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - simple vitrage vertical	,36	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 12	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - simple vitrage vertical	,36	Extérieur	Non	Non

C.2	DESCRI	PTIF DU SYSTEME DE	CHAUFFAC	EE ET DE RE	FROIDISS	EMENT		
		TYPE(S) DE SYSTE	ME(S) DE C	HAUFFAGE				
	Type de système	Type d'énergle	Puissance nominale	Rendement	Veilleuse	Date de Fabrication	Rapport d'inspection	Individuel / Collectif
	Pompe à chaleur air/air	Electrique		200,64 %	NA	2010	Non requis	Individuel
		ypes d'émetteurs liés	aux system	es de chauf	lage			
Soufflag	e d'air chaud (surface chauffée : 270	m²)						
		TYPE(S) DE SYSTEME	(S) DE REF	ROIDISSEME	NT			
	TV	pe de système				Surfa	ce climatisé	e (m²)

TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE REFROIDISSEMENT					
	Type de système	Surface climatisée (m²)			
	Individuelle électrique	270			
C.3	DESCRIPTIF DU SYSTÈME D'EAU CHAI	JDE SANITAIRE			

U.3	DESCRIPTIF DU ST	SIEMEDEA	O CHAUDE	SANTAINE			
	TYPE(S) DE SYSTEME	(S) D'EAU C	HAUDE SAN	ITAIRE			,5 U.S.
Type de système	Type d'énergie	Puissance nominale	Rendement	Veilleuse	Date de Fabrication	Rapport d'inspection	Individuel / Collectif
Chauffe-eau vertical	Electrique		62,78%	NA		Non requis	Individuel

C.4	DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE VENTILA	TION	
** figure	TYPE DE SYSTEME DE VENTILATION		
	Type de système	Menuiseri es sans Joint	Cheminé e sans trappe
	Ventilation naturelle par conduit	Non	Non

Néant

D NOTICE D'INFORMATION

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de

Consommation conventionnelle

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fíoul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait

intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Chauffage

- Régulez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmateur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à
 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

<u>Aération</u>

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

• Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage:

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...); poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

 Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

 Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Nagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres.

Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte. Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises. Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur

Projet	Mesures d'amélioration	134 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30	Crédit d'impôt			
Recommandation 1	Mise en place d'ECS solaire si la toiture est orientée entre le sud-est et le sud-ouest, sans masque. (capteur solaire : 800 à 900 € HT/m²) (Un crédit d'impôt est accordé dans la limite d'un platond de dépenses fixé à 1 000 € TTC par m² hors tout de capteur solaire.)	105	€€€€	ተ ተተ	•	30 % *
Recommandation 2	Remplacement des fenêtres en toitures en vitrage peu émissif. (Pour bénéficier du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale, choisir un Uw ≤ 1,5 W/m².K et un facteur de transmission solaire Sw ≥ 0,36. En maison individuelle ce crédit d'impôt ne s'applique que si cette installation s'accompagne d'au moins une autre action de travaux parmi plusieurs catégories selon les textes en vigueur.)	134				30 % *
Recommandation 2	Maintenir et entretenir les volets existants. Un volet c'est moins de consommations de chauffage en hiver, plus de confort en été et plus de sécurité.	134				
Recommandation 2	Il faut fermer les volets en hiver la nuit afin de limiter les déperditions de chaleur et en été la journée afin de limiter les apports solaires.	134				
Recommandation 2	L'amélioration de la performance thermique des baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne.	134				
Recommandation 2	Pour les bâtiments anciens: les parois anciennes possèdent un équilibre hygrothermique qui doit être préservé. Il ne faut pas mettre en place de produit étanche (enduit, revêtement, isolant). Toujours choisir des matériaux perméables à la vapeur d'eau (Z<4, Mu=1)	134				

^{*} Les travaux doivent être réalisés par une entreprise certifiée "RGE"

Légende		
Économies	Effort d'investissement	Rapidité du retour sur investissement
보 : moins de 100 € TTC/an 보고 : de 100 à 200 € TTC/an 보고로 : de 200 à 300 € TTC/an 보고로로 : plus de 300 € TTC/an	€ : mains de 200 € TTC €€: de 200 à 1000 € TTC €€€: de 1000 à 5000 € TTC €€€€: plus de 5000 € TTC	: moins de 5ans : de 5 à 10 ans : de 10 à 15 ans : plus de 15 ans

6/10

Néant

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.
Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp
Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y!

www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.ademe.fr ou www.logement.gouv.fr

F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Etablissement du rapport : Signature Fait à LA GARDE le 15/05/2020

Cabinet : NOSTIKA Expertises
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA Assurance
N° de police : 10147629504

Date de validité : 01/01/2021

14/05/2020 Date de visite :

Nom du responsable : COTTURA Laurent
Le présent rapport est établi par COTTURA Laurent dont les compétences sont certifiées par : I.Cert
Espace Performance Bat K

Parc d'Affaires 35760 SAINT-GRÉGOIRE N° de certificat de qualification : Date d'obtention : Version du logiciel utilisé : AnalysImmo DPE-3CL2012 version 2.1.1

Analysimmo DPE 3CL-2012 Référence du logiciel validé :

Référence du DPE :

Diagnostic de performance énergétique fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnositqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique. En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée

(diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr).

Catégorie	Donnée d'entrée	Valeur renseignée
1 y. if	Département	83 -Var
	Altitude	16 m
s)	Type de bâtiment	Maison individuelle
alité	Année de construction	1955
Généralités	Surface habitable	270 m²
ပိဗ္ဗ	Nombre de niveaux	2
	Hauteur moyenne sous plafond	3,7 m
	Nombre de logements du bâtiment	1
	Caractéristiques des murs	Mur 1 : Pierre de taille moellons constitués d'un seul matériau / inconnu, Epaisseur (cm) : pas de valeur, Surface (m²) : 254,62, U (W/m²K) : 0, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0
	Caractéristiques des planchers	Plancher 1 : Dalle béton, Surface (m^2) : 220, U (W/m^2K) : 0,3, Donne sur : Terre-plein, Périmètre sur terre plein (m) : 53, Surface sur terre plein (m^2) : 220, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Inertie lourde
	Caractéristiques des plafonds	Plafond 1 : Combles aménagés, Surface (m²) : 173, U (W/m²K) : 0,25, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Isolation thermique par l'extérieur, Année de travaux d'isolation : à partir de 2006 Plafond 2 : Entre solives bois avec ou sans remplissage, Surface (m²) : 50, U (W/m²K) : 2, Donne sur : Combles perdus, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Isolation inconnue
Enveloppe	Caractéristiques des baies	Fenêtre 1 : U (W/m²K) = 2,7, Surface (m²) : 2,64, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Type de fermeture : aucune, Fenêtre 2 : U (W/m²K) = 3,4, Surface (m²) : 12,8, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie métallique à rupture de pont thermique, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes, Type de fermeture : aucune, : Fenêtre 3 : U (W/m²K) = 3,4, Surface (m²) : 12,8, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie métallique à rupture de port thermique, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée

: Portes-fenêtres battantes, Type de fermeture : aucune, , Fenêtre 4 : U (W/m²K) = 3,4, Surface (m²) : 6,5, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie métallique à rupture de pont thermique, Au nu intérieur, Largeur approximative des dormants : 5 cm. Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres sans ouverture possible, Type de fermeture : aucune, , Fenêtre 5 : U (W/m²K) = 3,3, Surface (m²) : 6,5, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison: Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage: Double vitrage vertical, épaisseur de lame: 14 mm, Type de menuiserie: Menuiserie métallique à rupture de pont thermique, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres sans ouverture possible, Type de fermeture : aucune, , Fenêtre 6 : U (W/m²K) = 3,4, Surface (m²) : 2,24, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison: Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Simple vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes ou coulissantes, Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois, (épaisseur tablier ≥ 22mm), , Fenêtre 7 : U (W/m²K) = 3,4, Surface (m²) : 2,24, Nombre : 3, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des dépenditions : 0, Orientation : Est, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Simple vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes ou coulissantes, Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois, (épaisseur tablier ≥ 22mm), , Fenêtre 8 : U (W/m²k) = 3,4, Surface (m²) : 2,24, Nombre : 2, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Simple vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes ou coulissantes, Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois, (épaisseur tablier ≥ 22mm), , Fenêtre 9 : U (W/m²K) = 2,2, Surface (m²) : 2,24, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage: Double vitrage vertical, épaisseur de lame: 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes, Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois, (épaisseur tablier ≥ 22mm), , Fenêtre 10 : U (W/m²K) = 2,2, Surface (m²) : 2,24, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Est, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 14 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries. Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes. Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois

(épaisseur tablier ≥ 22mm), , Fenêtre 11 : U (W/m²K) = 4,7, Surface (m²) : 0,36, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Sud, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Simple vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des

		menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes ou coulissantes, Type de fermeture : aucune, , Fenêtre 12 : U (W/m²k) = 4,7, Surface (m²) : 0,36, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale ≥ 75°, Type de vitrage : Simple vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes ou coulissantes, Type de fermeture : aucune, ,
	Caractéristiques des portes	
	Caractéristiques des ponts thermiques	Total des liaisons Plancher bas - Mur : 53 m Total des liaisons Plancher intermédiaire - Mur : 36 m Total des liaisons Plancher haut lourd - Mur en matériau lourd : 0 m Total des liaisons Refend - Mur : 0 m Total des liaisons Menuiseries - Mur : 28,8 m
	Caractéristiques de la ventilation	Ventilation naturelle par conduit
mes	Caractéristiques du chauffage	Pompe à chaleur air/air :, Type d'énergie : Electrique, Type de combustible : Electricité, Date de fabrication : Type d'installation : Installation de chauffage sans solaire, Chauffage principal Emetteur(s) associé(s) :
Systemes	Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire	Chauffe-eau vertical : , Type d'énergie : Electrique, Type de combustible : Electricité, Présence d'un ballon d'accumulation de 200 litres de volume de stockage, Production hors volume habitable, Pièces alimentées contigu
	Caractéristiques de la climatisation	Individuelle électrique , Surface climatisée : 270 m²

Explication des écarts possibles entre les consommations issues de la simulation conventionnelle et celles issues des consommations réelles :

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

		Bátin	nent à usage p		bitation on réalisé à l'	immeuble	
	ou une	n immeuble maison duelle	Appartement avec système collectif de chauffage ou de production	systèmes individuels de chauffage ou de production d'ECS ou collectifs et équipés de		Appartement avec système collectif de chauffage ou	Bâtiment ou partie de bâtiment à usage
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948	d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a déjà été réalisé à l'immeuble	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948	de production d'ECS sans comptage individuel	principal autre que d'habitation
Calcul conventionnel		Х	A partir du		х		
Utilisation des factures	Х		DPE à l'immeuble	Х		Х	Х

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr, rubrique performance énergétique www.ademe.fr

6229 RAFIGNON KERDANET DP

NOSTIKA Expertises

Diagnostics Techniques Immobiliers

Res Pénélope D 467 Rue Marc Delage 83130 LA GARDE 06.13.23.72.79 / 04.94.31.63.58 nostika.expertises.83@gmail.com

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Articles R.1334-29-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) : Arrêtés du 12 décembre 2012

INFORMATIONS GENERALES

A.1 DESIGNATION DU BATIMENT

Nature du bâtiment : Maison individuelle

Cat. du bâtiment : Nombre de Locaux : 5

Référence Cadastrale : B - 3803/3804/3806/3855

Date du Permis de Construire : Antérieur au 1 juillet 1997

Adresse: 2064 chemin du plan du pont

83400 HYÈRES

Escalier: Bâtiment : Porte :

Propriété de: M. et Mme RAFIGNON KERDANET Philippe

et Brigitte

2064 Chemin du plan du pont

83400 HYÈRES

A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

AARPI PLATON MAGNE TURNER

Adresse · 6 rue Molière **83000 TOULON**

Qualité : Cabinet d'avocats

Documents

Néant

Movens mis à disposition :

Néant

A.3 EXECUTION DE LA MISSION

Rapport N°: 6229 RAFIGNON KERDANET A Le repérage a été réalisé le : 14/05/2020

Par : COTTURA Laurent

Nº certificat de qualification : CPDI2353

Date d'obtention : 06/12/2018

Le présent rapport est établi par une personne dont les

compétences sont certifiées par :

Espace Performance Bat K

Parc d'Affaires

35760 SAINT-GRÉGOIRE

Adresse assurance :

N° de contrat d'assurance

Date de commande: 14/05/2020

Date d'émission du rapport :

Accompagnateur :

Adresse laboratoire :

AIR LAB

15/05/2020

Laboratoire d'Analyses :

30 Av du Château de

Jouques 13420 Gémenos

Numéro d'accréditation :

Organisme d'assurance

professionnelle:

AXA Assurance

81 Bd Pierre Premier 33110 **LE BOUSCAT**

10147629504

Date de validité :

01/01/2021

B CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature et Cachet de l'entreprise

Date d'établissement du rapport : Fait à LA GARDE le 15/05/2020 Cabinet: NOSTIKA Expertises

Nom du responsable : COTTURA Laurent Nom du diagnostiqueur : COTTURA Laurent

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux. 6229 RAFIGNON KERDANET A

NOSTIKA Expertises

C SOMMAIRE

NFORMATIONS GENERALES	1
DESIGNATION DU BATIMENT	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	1
EXECUTION DE LA MISSION	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	1
SOMMAIRE	2
CONCLUSION(S)	3
ISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION	3
ISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION	3
PROGRAMME DE REPERAGE	4
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
RAPPORTS PRECEDENTS	5
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	5
ISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION	6
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE	6
A LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR	
A LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE	
A LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS	6
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANN 3/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE)	1EXE 6
COMMENTAIRES	6
ELEMENTS D'INFORMATION	7
ANNEXE 1 – CROQUIS	8
ANNEXE 2 – ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
ANNEXE 3 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ	14
TTPOTATION(O)	4.0

D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (Plaques ondulées en fibres-ciment sur boxs cheveaux n°1) Sur jugements personnel de l'opérateur.

Ces matériaux, de type « amiante fortement lié » ne présentent pas de danger particulier pour l'occupant dès lors qu'ils ne sont pas manipulés, percés, tronçonnés.

Si une détérioration est constatée, il conviendra alors de procéder aux réparations ou remplacement de ces matériaux en respectant la réglementation en vigueur.

Précautions à prendre vis-à-vis de l'émission de fibres seulement lors de travaux (Percement, découpe, dépose...)

Voir Guide de dépose de l'amiante-ciment publié par l'ADEME.

L'opérateur de repérage rappelle la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant En cas de travaux ou de démolition, un diagnostic amiante complémentaire sera nécessaire au sens de l'article R 1334-19 du code de la santé publique devra être réalisé

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Critère(s) ayant permis de conclure	Etat de dégradation	Photo
2	Boxs chevaux n°1	RDC	Plaques	Tolture	Amiante ciment	В	Jugement personnel	MD	

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

→ Recommandation(s) au propriétaire

EP -	Evaluation pério	dique			
N° Local	Local	Ева	Elément	Zone	Matériau / Produit
2	Boxs chevaux n°1	BDC	Plaques ondulées	Tolture	Amiante ciment

Liste des locaux non visités et justification

N° Local	Local	Etage	Justification	
14	Chambre n°2	RDC	Porte Fermée à clé.	

La mission décrite sur la page de couverture du rapport n'a pu être menée à son terme : des investigations complémentaires devront être réalisées.

Les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12 décembre 2012

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante d'après la liste A et la liste B de matériaux figurant en annexe 13-9 du code de la santé publique.

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage: 14/05/2020

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste cité au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

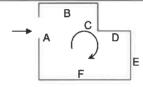
contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique. L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme NFX 46-020 - Août 2017 :

Sens du repérage pour évaluer un local :



G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

5/17

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Salon / Salle à manger/Cuisine	RDC	OUI	
2	Boxs chevaux n°1	RDC	OUI	
3	Boxs chevaux n°2	RDC	OUI	
4	Garage	RDC	OUI	
5	Studio annexe nº1	RDC	OUI	
6	Studio annexe n°2	RDC	OUI	
7	Studio annexe nº3	RDC	OUI	
8	Studio annexe nº4	RDC	OUI	
9	Studio annexe n°5	RDC	OUI	
10	Studio annexe n°6	RDC	OUI	
11	Studio annexe n°7	RDC	OUI	
12	Studio annexe n°8	RDC	OUI	
13	Chambre n°1	RDC	OUI	
14	Chambre n°2	RDC	NON	Porte Fermée à clé.
15	Chambre n°3	1er	OUI	
16	Chambre n°4	1er	OUI	
17	Dégagement	1er	OUI	
18	Dressing	1er	CUI	
19	Salle de bains/WC	1er	OUI	
20	Mezzanine	1er	OUI	

DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE

Néant

LA L	JISTE DES MATERIA	UX OU PF	RODUITS CONTENANT	DE L'AMIA	ANTE, SUR DEC	SION	DE I	OPERATEU	JR	
N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Présence	Critère(s) ayant permis de conclure	Etat de dégradation	Obligation / Précontsation
2	Boxs chevaux n°1	RDC	Plaques ondulées	Toiture	Amiante ciment	В	А	Jugement personnel	MD	EP

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE Néant

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

Néant

Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a?:	a? : Probabilité de présence d'Amiante				
Etat de dégradation des	F, C, FP	BE : Bon état	DL : Dégradations locales ME : Mauvais ét					
Matériaux	Autres matériaux	MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)				
Obligation matériaux de type	1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation							
Flocage, calorifugeage ou faux- plafond	2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement							
(résultat de la grille d'évaluation)	3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement							
Recommandations des autres	EP Evaluation périodique							
matériaux et produits.	AC1 Action corrective de premier niveau							
(résultat de la grille d'évaluation)	AC2 Action corrective de second niveau							

Néant

« Evaluation périodique »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation;
b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques

liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à

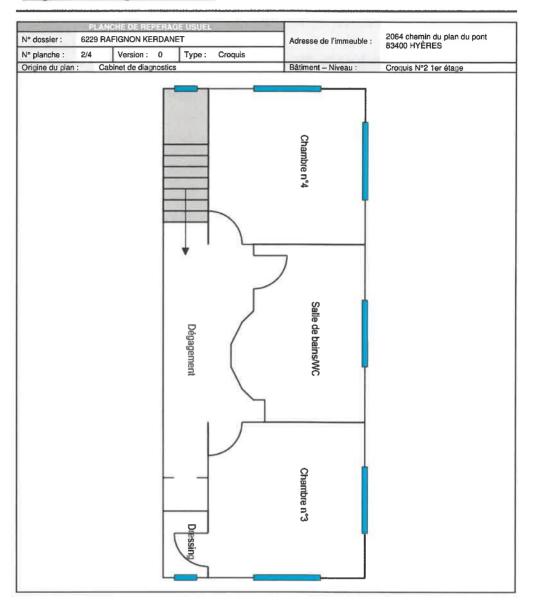
l'anniante. Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

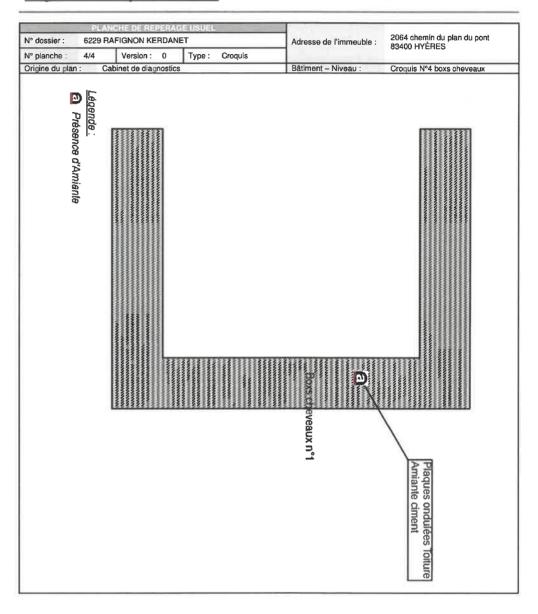
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

ANNEXE 1 - CROQUIS 2064 chemin du plan du pont 83400 HYÈRES 6229 RAFIGNON KERDANET Nº dossier : Adresse de l'immeuble : Version: 0 Туре: Croquis 1/4 N° planche : Croquis N°1 RDC + mezzanine Bâtiment - Niveau Origine du plan : Cabinet de diagnostics Chambre n°2 non visitée fermée à clé le jour de la visite Mezzanine Salon / Salle à manger/Cuisine

8/17





miante

ANNEXE 2 - ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

En cas de présence avérée d'amiante dans un matériaux de liste B, A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti

	Conclusions possibles
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de 1er niveau
AC2	Action corrective de 2 nd niveau

« Evaluation périodique »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

« Action corrective de premier niveau »

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Rappel : l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou pour les autres opérations de maintenance.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

« Action corrective de second niveau »

Qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique;
- b) procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX N° 1

En cas de présence avérée d'amiante dans les matériaux A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti

Eléments d'information généraux				
N° de dossier	6229 RAFIGNON KERDANET A			
Date de l'évaluation	14/05/2020			
	Maison individuelle			
Bâtiment	2064 chemin du plan du pont			
	83400 HYÈRES			
Etage	RDC			
Pièce ou zone homogène	Boxs chevaux n°1			
Elément	Plaques ondulées			
Matériau / Produit	Amiante ciment			
Repérage	Toiture			
Destination déclarée du local	Boxs chevaux n°1			
Recommandation	Evaluation périodique			

Etat de d	onse	rvation du matériau ou produit	Hisque de degradation		
Protection physique	•	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche					EP
		Matériau non dégradé		Risque de dégradation faible ou à terme	EP
		materiau non degrade		Risque de dégradation prapide	AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique	Ø			Risque faible d'extension 전 de la dégradation	EP
		_		de la dégradation	
			Ponctuelle 6	de la dégradation	AC1
		Matériau dégradé ⊠		Risque d'extension rapide de la dégradation	AC2
		-			
			Généralisée [AC2

13/17

ANNEXE 3 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont incrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervente dans le hêtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des La mise à jour réguliere et la communication du dossier technique amiliante ont vocation à assurer immaturi des cucupants et des universiterements dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiliante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particularités. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

a) uangerosite de l'amiante
Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances
cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons
(mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-purintilaties). Ces les isoits surveinitent originally (souvein time 2 de 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une solérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation
L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répetnés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définiles par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

contenant de l'amiante et de remédier au plus tot aux situations o usure anormale du de degradation de coux-di.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les réalisent des travaux de retrait ou de continement de materiaux et produits contenant de l'aminate duvern en particulier et e certifies dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (http://www.travailler-mieux.gouv.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (http://www.inrs.fr);

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- Il convient d'éviter au maximum l'emission de poussieres notamment lors d'interventions ponctuelles non repetees, par exemple :

 pergage d'un mur pour accrocher un tableau ;

 remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;

 travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires,
dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de
l'immeuble, la personne pour laquelle les ravaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la
responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce
sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de
protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

8. Conditionnement des déchets

a. Conditionnement des déchets

a. Conditionnement des déchets
Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de laure probletages. de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

14/17

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

C. Fillères d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du Les materiaux contenant de l'amiante ainsi que les equipements de protection (comoniason, masque, gans...) et les decents issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs fillères d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

de Information sur les déchêteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante
Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
 du conseil général (ou conseil régional en Île-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

e. Traçabilité
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement oblenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrilé. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ATTESTATION(S)



Amiante

CERTIFICAT DE QUALIFICATION



Certificat de compétences Diagnostiqueur immobilier

N° CPDI2353 Version 006

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur COTTURA Laurent

Est certifié(e) selon le référentiel LCert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention Amiante Avec Mention**
Date d'effet : 06/12/2018 : Date d'expiration : 05/12/2023

Date d'effet : 06/12/2018 - Date d'expiration : 05/12/2023

Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 08/03/2018 - Date d'expiration : 07/03/2023

Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine. Date d'effet : 23/10/2018 - Date d'expiration : 22/10/2023

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire, le 14/12/2018.

* Boulant do spiring das mobileur et grandus de la fina A in des montraises et grandus de la fina A in des montraises et grandus de la fina A in des montraises et grandus de la fina de des montraises et grandus de la fina de montraises et product de la bien 4 et envisionem périodiques de final de començació des montraises et product de la bien 4 et envisionem périodiques de final de començació des començació des productivos est productivos de la productivo de la bien 4 et envisionem périodiques de final de començació des començació des començació des productivos est des començació des des productivos est des començació des des productivos est des començació des productivos est des productivos est productivos est des la bienta de la bienta del de la bienta de la



Diagnostiqueur Portée disponible sur www.kert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance - Bát K = 35760 Saint-Gregoire

CAR DEPR 13 20913

17/17

06.13.23.72.79



ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS 2064 CHEMIN DU PLAN DU PONT 83400 HYÈRES B 3806

Adresse: 2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Lat/Long: 43.145181685934205; 6.143259644377394

Cadastre : B 3806

Date de commande : 15/05/2020 Reference EO : 937887

Code Insee: 83069 Commune: HYERES

Vendeur-Bailleur : RAFIGNON Acquéreur-locataire :



Radon | NIVEAU 3

O BASIAS, O BASOL, O ICPE

SEISME: NIVEAU 2

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Туре	Exposition	Plan de prevention			
PPR Naturel SEISME	OUI	onage réglementaire sur la sismicité : Niveau 2			
PPR Naturel RADON	OUI	ommune à potentiel radon de niveau 3			
Informatif Sols Argileux	OUI	Niveau de risque : Moyen Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en cas de cons 68)	truction ou modification du B	ati. (Lol ELAN, Articl	
PPR Naturels Inondation	OUI	Inondation Inondation y gapeau	Prescrit	26/11/2014	
PPR Miniers	NON	a commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Miniers			
PPR Technologiques	NON	a commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Technologiques			

DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

http://www.info-risques.com/short/ ZYETP

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.



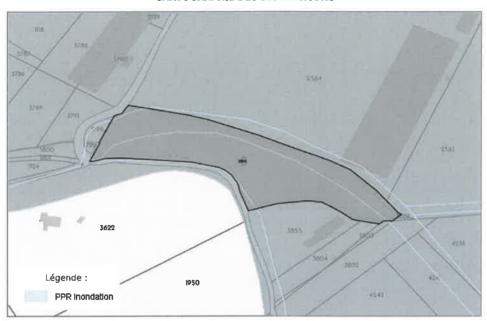
ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

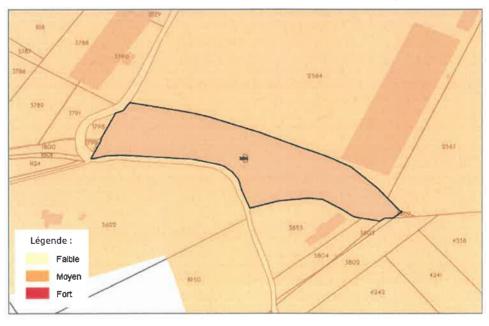
N° DDTM/SA	AD/BR-N° 19-05-06	du 03/06/2019		Mis à jour le		
. Adresse		code postal ou insee	commun	ne		
2064 Chem	in du Plan du Pont	83400		HY	ERES	
ituation de l'immeuble au regar	rd d'un plan de prévention des ris	sques naturels (PPRN)				
L'Immeuble est situé dans le périn	nètre d'un PPR N			Oul	X Non	
prescrit X	anticipé	approuvé		date	26/11/2014	
ii oul, les risques naturels pris en co	insidération sont llés à :					
inondation X	crue torrentielle	remontée de	парре		avalanches	
cyclone	mouvements de terrain	sécheresse géotech	nique		feux de forêt	
séisme	volcan		autres			
extraits des documents de	référence joints au présent état et pe	rmettant la localisation de l'imr	meuble au rega	rd des risques	pris en compte	
- L'immeuble est concerné par des p	prescriptions de travaux dans le règle	ment du PPRN		Oui	Non	
ii oui, les travaux prescrits ont été r	éalisés			Oui	Non	
	d d'un plan de prévention des ris	sques miniers (PPRM)				
 L'immeuble est situé dans le périn 				Oui	Non	2
prescrit	anticipé	approuvé		date		
i oui, les risques naturels pris en co						
	mouvements de terrain	autres				
extraits des documents de	référence joints au présent état et pe	rmettant la localisation de l'imr	meuble au regai	d des risques	pris en compte	
L'immeuble est concerné nar des r	prescriptions de travaux dans le règle	ment du PPRM		Oui	Non	
il oul, les travaux prescrits ont été r				Oui	Non	
Situation de l'immeuble au regar	d d'un plan de prévention des ris	sques technologiques (PPRT	·)			
	rd d'un plan de prévention des ris nètre d'un PPR T prescrit et non en)	Oui	Non	
L'immeuble est situé dans le périn		core approuvé)	Oui	Non	
L'immeuble est situé dans le périn	nètre d'un PPR T prescrit et non en	core approuvé rescription sont llés à :	surpression	Oui	Non)
 L'immeuble est situé dans le périn il aul, les risques technologiques pri effet toxique 	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de p effet thermique	core approuvé rescription sont llés à :		Oui	Non	3
 L'immeuble est situé dans le périn si oui, les risques technologiques pri effet toxique L'immeuble est situé dans le périn 	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de p effet thermique	core approuvé rescription sont llés à : effet de	surpression	Oul	Non)
 L'immeuble est situé dans le périns oul, les risques technologiques prieftet toxique L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc 	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrèté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé uuments de référence permettant la le	core approuvé rescription sont llés à : effet de	surpression	Oul s pris en compl	Non	3
 L'immeuble est situé dans le périns duf, les risques technologiques prieft toxique L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' 	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé urments de référence permettant la l expropnation ou de délaissement	core approuvé rescription sont llés à : effet de	surpression	Oul s pris en compl Oui	Non	3
L'immeuble est situé dans le périm Lui, les risques technologiques pri effet toxique L'immeuble est situé dans le périm Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d'	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé ruments de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription	core approuvé rescription sont llés à : effet de ocalisation de l'immeuble au reg	surpression	Oul pris en compl Oui Oui	Non Non Non	3
L'immeuble est situé dans le périns L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en zone de pres Limmeuble est situé en zone de pres	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé numents de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription sement, les travaux prescrits ont été	core approuvé rescription sont llés à : effet de ocalisation de l'immeuble au reg réalisés	s urpression gard des risques	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non	3
L'immeuble est situé dans le périns L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' Jimmeuble est situé en zone de pres I a transaction concerne un log I a transaction ne concerne pas	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé ruments de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription	core approuvé rescription sont llés à : effet de ccalisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme	surpression gard des risques	Oul pris en compl Oui Oui	Non Non Non	3
- L'immeuble est situé dans le périns dui, les risques technologiques prieffet toxique - L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc - L'immeuble est situé en secteur d' - Immeuble est situé en zone de presi la transaction concerne un log si la transaction ne concerne passet exposé ainsi que leur gravité, pro	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé numents de référence permettant la la expropriation ou de délaissement scription nement, les travaux prescrits ont été s un logement, l'information sur le t baballité et cinétique, est jointe à l'act	réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non	
- L'immeuble est situé dans le périns dui, les risques technologiques prieffet toxique - L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc - L'immeuble est situé en secteur d' - Immeuble est situé en zone de presi la transaction concerne un log si la transaction ne concerne passet exposé ainsi que leur gravité, pro	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique nètre d'un PPR T approuvé numents de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription lement, les travaux prescrits ont été s un logement, l'information sur le tébabilité et cinétique, est jointe à l'actre du zonage sismique règlement	réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non	3
L'immeuble est situé dans le périm contrologiques pri effet toxique L'immeuble est situé dans le périm Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' l'immeuble est situé en zone de pres il a transaction concerne un log il a transaction ne concerne pas est exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regan zone 1.	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique nètre d'un PPR T approuvé interest de référence permettant la le expropnation ou de délaissement scription ement, les travaux prescrits ont été sun jogement, l'information sur le tobabilité et cinétique, est jointe à l'action du zonage sismique règlement une de sismicité classée en zone 2 X	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques suble sation	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non	3
L'immeuble est situé dans le périns dui, les risques technologiques prieffet toxique L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d'.'immeuble est situé en zone de pressi la transaction concerne un log si la transaction ne concerne pas est exposé ainsi que leur gravité, prosituation de l'immeuble au regardimmeuble se situé dans une comm	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé ruments de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription sement, les travaux prescrits ont été s un jogement, l'information sur le t obabilité et cinétique, est jointe à l'ac- rd du zonage sismique règlement une de sismicité classée en	rescription sont Ilés à : effet de ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques suble sation	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non te : Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périns dui, les risques technologiques prieffet toxique L'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d'immeuble est situé en zone de presi la transaction concerne un log si la transaction ne concerne pas est exposé ainsi que leur gravité, prosituation de l'immeuble au regandimmeuble se situe dans une commizone 1. Trés faible	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique nètre d'un PPR T approuvé numents de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription lement, les travaux prescrits ont été sun logement, l'information sur le tababilité et cinétique, est jointe à l'actrid du zonage sismique règlement une de sismicité classée en zone 2 X faible	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques suble sation	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Non	3
L'immeuble est situé dans le périm contrologiques pri effet toxique L'immeuble est situé dans le périm Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' l'immeuble est situé en zone de pres il a transaction concerne un log il a transaction ne concerne pas est exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regan zone 1.	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé ruments de référence permettant la le expropriation ou de délaissement scription rement, les travaux prescrits ont été s un logement, l'information sur le t obabilité et cinétique, est jointe à l'ac- rid du zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 faible n de sols	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc	surpression gard des risques suble sation	Oul s pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périns dui, les risques technologiques prieffet toxique L'immeuble est situé dans le périns Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en zone de presisi la transaction concerne un log sit la transaction ne concerne passet exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regar Immeuble se situé dans une comm zone 1 trés faible Information relative à la poliutio Le terrain est situé en secteur d'in	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique niètre d'un PPR T approuvé unments de référence permettant la le expropnation ou de délaissement scription nement, les travaux prescrits ont été su logement, l'information sur le tipabilité et cinétique, est jointe à l'actif du zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 X faible nide sols formation sur les sols (SIS)	rescription sont llés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Ton Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périn con le consider de l'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en zone de presis la transaction concerne un log si la transaction ne concerne par set exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regar Immeuble se situé dans une comm zone 1 trés faible Information relative à la pollutio Le terrain est situé en secteur d' Situation de l'immeuble au regar contrait de l'immeuble au regar	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique n'être d'un PPR T approuvé intre d'expropriation ou de délaissement scription interent, les travaux prescrits ont été sun logement, l'information sur le tribabilité et cinétique, est jointe à l'actri d'un zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 X faible in de sols formation sur les sols (SIS) and du zonage règlementaire à pot de la conage règlement la conage règl	rescription sont llés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compi Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périn con le consider de l'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en secteur d' Immeuble est situé en zone de presis la transaction concerne un log si la transaction ne concerne par set exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regar Immeuble se situé dans une comm zone 1 trés faible Information relative à la pollutio Le terrain est situé en secteur d' Situation de l'immeuble au regar contrait de l'immeuble au regar	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique n'être d'un PPR T approuvé intre d'expropriation ou de délaissement scription interent, les travaux prescrits ont été sun logement, l'information sur le tribabilité et cinétique, est jointe à l'actri d'un zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 X faible in de sols formation sur les sols (SIS) and du zonage règlementaire à pot de la conage règlement la conage règl	rescription sont llés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compl Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Ton Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périni dui, les risques technologiques pri effet toxique L'immeuble est situé dans le périni Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d'immeuble est situé en zone de presidant la transaction ne concerne pas et exposé ainsi que leur gravité, pro ituation de l'immeuble au regar l'immeuble se situe dans une comm zone 1 trés faible Information relative à la pollution Le terrain est situé en secteur d'immeuble se situe dans une comm zone 1 trés faible	nètre d'un PPR T prescrit et non en is en considération dans l'arrêté de peffet thermique niètre d'un PPR T approuvé intere d'un PPR T approuvé interes de référence permettant la le expropnation ou de délaissement scription sement, les travaux prescrits ont été se un logement, l'information sur le tribabilité et cinétique, est jointe à l'actrid du zonage sismique règlement une de sismicité classée en zone 2 X faible ni de sols formation sur les sols (SIS) and du zonage reglementaire à pot mune à potentiel radon de niveau 3 sindemnisés par l'assurance suit	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée entiel radon	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compi Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périn con le consider de l'immeuble est situé dans le périn Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d' l'immeuble est situé en zone de presid la transaction concerne un log sit la transaction ne concerne par set exposé ainsi que leur gravité, pro situation de l'immeuble au regar l'immeuble se situe dans une comm zone 1 trés faible nformation relative à la pollutio Le terrain est situé en secteur d' situation de l'immeuble au regar L'immeuble se situe dans une comm zone 1 trés faible nformation relative à la pollutio Le terrain est situé en secteur d' situation de l'immeuble au regar L'immeuble se situe dans une comm communication relative aux sinistres	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé nements de référence permettant la la expropriation ou de délaissement scription nement, les travaux prescrits ont été s un logement, l'information sur le t ababilité et cinétique, est jointe à l'act rd du zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 X faible n de sols formation sur les sols (SIS) rd du zonage réglement aire à pot mune à potentiel radon de niveau 3 s indemnisés par l'assurance suit * catastrophe natu	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au req réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compi Oui Oui Oui Oui Oui	Non Non Non Non Non Non Non Non Non	
L'immeuble est situé dans le périns loui, les risques technologiques prieffet toxique L'immeuble est situé dans le périns Extraits des doc L'immeuble est situé en secteur d'immeuble est situé en zone de present la transaction concerne par est exposé ainsi que leur gravité, profituation de l'immeuble au regar l'immeuble se situe dans une comm zone 1. L'és faible Information relative à la pollution le terrain est situé en secteur d'immeuble se situe dans une comm zone 1. L'immeuble se situe dans une comm zone 1.	nètre d'un PPR T prescrit et non en- is en considération dans l'arrêté de p effet thermique nètre d'un PPR T approuvé nements de référence permettant la la expropriation ou de délaissement scription nement, les travaux prescrits ont été s un logement, l'information sur le t ababilité et cinétique, est jointe à l'act rd du zonage sismique réglement une de sismicité classée en zone 2 X faible n de sols formation sur les sols (SIS) rd du zonage réglement aire à pot mune à potentiel radon de niveau 3 s indemnisés par l'assurance suit * catastrophe natu	rescription sont Ilés à : effet de calisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'imme te de vente ou au contrat de loc aire zone 3 modérée entiel radon	surpression gard des risques suble sation	Oui pris en compi Oui Oui Oui	Non	9

Modèle Etat des risques, pollutions et sols en application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnement MTES / DGPR juillet 2018

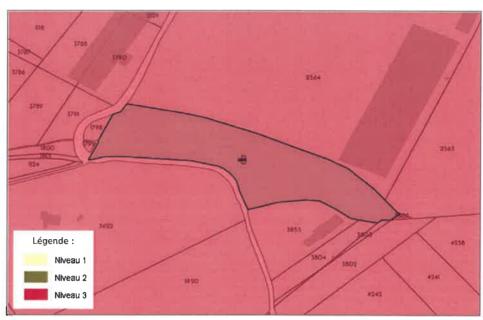
CARTOGRAPHIE DES INONDATIONS



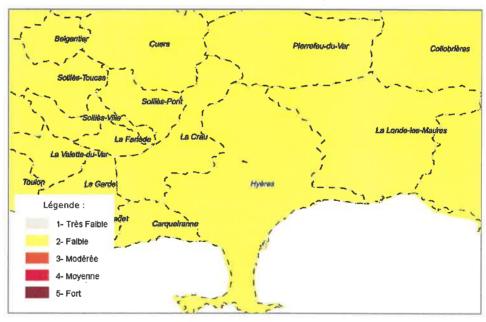
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



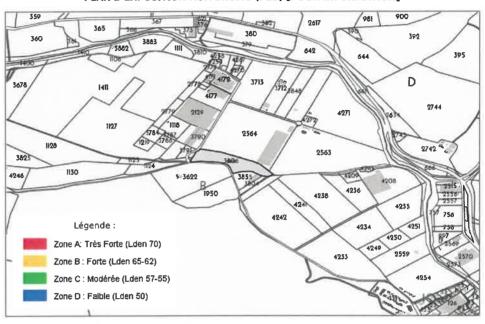
RADON



CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



PLAN D'EXPOSITION AUX BRUITS (PEB) [POUR INFORMATION]



LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES

Code	Ralson social, Activité, Adresse	Distance

Aucun site BASIAS a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES) BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES 50L

Distance Raison social, Activité, Adresse Code

Aucun site BASOL a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES)

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Code	Raison social, Activité, Adresse	Distance

Aucun site ICPE a moins de 500 mètres

	1	lle.
	_	Ε,
-4	o.	ಜಾ

Ministère du Développement Durable

Préfecture : Var Commune : HYERES

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble

2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la si, à

Cochez les cases OUI ou NON si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indem	nisation
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018	Ooui	ONON
Inondations et coulées de boue	29/09/1982	30/09/1982	24/12/1982	26/12/1982	O OUI	ONO
Inondations et coulées de boue	17/01/1999	18/01/1999	23/02/1999	10/03/1999	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	17/11/2002	17/11/2002	24/02/2003	09/03/2003	Oou	ONO
Inondations et coulées de boue	17/05/2005	17/05/2005	23/09/2005	08/10/2005	O oui	O NO
Inondations et coulées de boue	18/09/2009	18/09/2009	07/09/2010	10/09/2010	O oui	ONO
Inondations et coulées de boue	15/06/2010	16/06/2010	14/09/2010	17/09/2010	Ooul	ONO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	04/05/2010	04/05/2010	29/10/2010	03/11/2010	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	04/11/2011	10/11/2011	18/11/2011	19/11/2011	Ooui	ONO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	08/11/2011	09/11/2011	01/03/2012	07/03/2012	Ooui	ONO
inondations et coulées de boue	18/01/2014	20/01/2014	31/01/2014	02/02/2014	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	25/11/2014	28/11/2014	03/12/2014	04/12/2014	Ooul	ONO
inondations et coulées de boue	19/09/2014	19/09/2014	04/12/2014	07/12/2014	Oou	ONO
Inondations et coulées de boue	05/12/2014	06/12/2014	03/03/2015	04/03/2015	O oui	ONON
Inondations et coulées de boue	11/10/2014	11/10/2014	27/04/2015	06/05/2015	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	10/06/2015	10/06/2015	23/07/2015	26/07/2015	Ooui	ONO
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2016	30/09/2016	25/07/2017	01/09/2017	Oout	ONO
nondations et coulées de boue	15/12/2008	16/12/2008	16/10/2009	21/10/2009	Oour	ONO

Etabli le :	Nom et visa du vendeur ou du bailleur
	Visa de Parquiéreur nu du locataire

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr

06.13.23.72.79



ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS 2064 CHEMIN DU PLAN DU PONT 83400 HYÈRES B 3804

Adresse : 2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Lat/Long: 43,14424153492749;

6.143754780488963 Cadastre : B 3804

Date de commande : 15/05/2020 Reference EO : 937888

Commune: HYERES

Vendeur-Bailleur : RAFIGNON

Acquéreur-locataire :



Radon : NIVEAU 3 O BASIAS, O BASOL, O ICPE SEISME : NIVEAU 2

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Туре	Exposition	Plan de prevention	Plan de prevention				
PPR Naturel SEISME	OUI	onage réglementaire sur la sismicité : Niveau 2					
PPR Naturel RADON	OUI	ommune à potentiel radon de niveau 3					
Informatif Sols Arglieux	oui	Niveau de risque : Moyen Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en cas de construction ou modification du Batl. (Loi E 68)					
PPR Naturels Inondation	oui	Inondation Inondation y gapeau	Prescrit	26/11/2014			
	NON	commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Miniers					
PPR Miniers	14014	commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques miniers commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Technologiques					

DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

http://www.info-risques.com/short/ ZYETP

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.



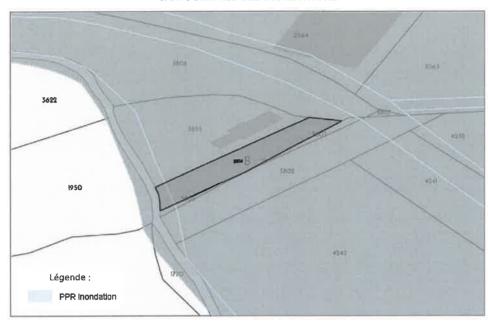
ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols poliués

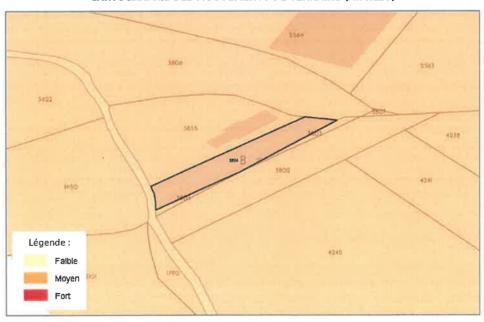
Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral N° DDTM/SAD/BR-N° 19-05-06 du 03/06/2019 Mis à jour le 2. Adresse code postal ou Insee 2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN) > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N Out X Non prescrit X anticipé approuvé date 26/11/2014 SI oul, les risques naturels pris en considération sont liés à : inondation X crue torrentielle remontée de nance avalanches mouvements de terrain sécheresse géotechnique cyclone feux de forêt séisme volcan autres extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM) > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M Oui Non prescrit anticipé approuvé date Si pui les risques naturels pris en considération sont liés à mouvements de terrain autres extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte > L'Immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM Oui Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T prescrit et non encore approuvé Oui Non Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à : effet toxique effet thermique effet de surpression > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T approuvé Oui Non Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'Immeuble au regard des risques pris en compte : Non > L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement Out L'immeuble est situé en zone de prescription Oul Non Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non Si la transaction ne concerne pas un logement. l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble Qui Non est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique règlementaire zone 1 zone 2 trés faible faible modérée movenne forte Information relative à la pollution de sols Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (515) Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T* > L'information est mentionnée dans l'acte de vente Oui vendeur / bailleur date / lieu acquéreur / locataire RAFIGNON 15/05/2020 / HYERES

Modèle Etat des risques, pollutions et sols en application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnnement MTES / DGPR juillet 2018

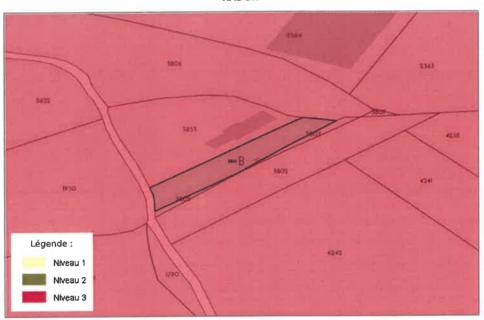
CARTOGRAPHIE DES INONDATIONS



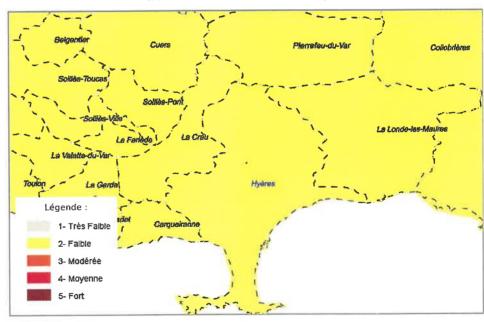
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



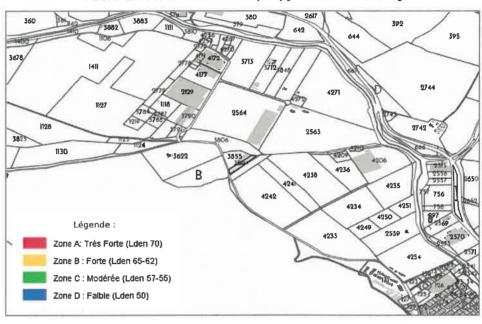
RADON



CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



PLAN D'EXPOSITION AUX BRUITS (PEB) [POUR INFORMATION]



LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES) BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES

Raison social, Activité, Adresse Distance Code

Aucun site BASIAS a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES SOL

Raison social, Activité, Adresse Distance Code

Aucun site BASOL a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES)

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Distance Code Raison social, Activité, Adresse

Aucun site ICPE a moins de 500 mètres

		m	c
	4		Ŀ
		т	
-			

Ministère du Développement Durable

Préfecture : Var Commune : HYERES

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble

2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases OUI ou NON

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indem	nisation
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018	Ooui	ONON
Inondations et coulées de boue	29/09/1982	30/09/1982	24/12/1982	26/12/1982	Ooul	O NO
Inondations et coulées de boue	17/01/1999	18/01/1999	23/02/1999	10/03/1999	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	17/11/2002	17/11/2002	24/02/2003	09/03/2003	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	17/05/2005	17/05/2005	23/09/2005	08/10/2005	Ooui	O NO
Inondations et coulées de boue	18/09/2009	18/09/2009	07/09/2010	10/09/2010	Ooui	O NO
Inondations et coulées de boue	15/06/2010	16/06/2010	14/09/2010	17/09/2010	Ooul	O NO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	04/05/2010	04/05/2010	29/10/2010	03/11/2010	Oou	O NO
nondations et coulées de boue	04/11/2011	10/11/2011	18/11/2011	19/11/2011	Oou	O NO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	08/11/2011	09/11/2011	01/03/2012	07/03/2012	Ooui	O NO
Inondations et coulées de boue	18/01/2014	20/01/2014	31/01/2014	02/02/2014	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	25/11/2014	28/11/2014	03/12/2014	04/12/2014	Ooul	O NO
Inondations et coulées de boue	19/09/2014	19/09/2014	04/12/2014	07/12/2014	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	05/12/2014	06/12/2014	03/03/2015	04/03/2015	O OUI	O NO
Inondations et coulées de boue	11/10/2014	11/10/2014	27/04/2015	06/05/2015	Oout	O NO
Inondations et coulées de boue	10/06/2015	10/06/2015	23/07/2015	26/07/2015	Ooui	O NO
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2016	30/09/2016	25/07/2017	01/09/2017	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	15/12/2008	16/12/2008	16/10/2009	21/10/2009	Ooui	O NO

Etabli le :	Nom et visa du vendeur ou du baiileur
	Visa de Parquiáreux ou du locataire

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr



ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS 2064 CHEMIN DU PLAN DU PONT 83400 HYÈRES B 3805

Adresse: 2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Lat/Long: 43,143763625789035;

6.143229872004667 Cadastre : B 3805

Date de commande ; 15/05/2020 Reference EO: 937891

Code Insee : 83069 Commune: HYERES

Vendeur-Bailleur : RAFIGNON Acquéreur-locataire :

SEISME NIVEAU 2



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

O BASIAS, O BASOL, O ICPE

Туре	Exposition	Plan de prevention					
PPR Naturel SEISME	OUI	nage réglementaire sur la sismicité : Niveau 2					
PPR Naturel RADON	out	Commune à potentiel radon de niveau 3	mune à potentiel radon de niveau 3				
Informatif Sols Argileux	OUI	Niveau de risque : Moyen Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en cas de constru 68)	iction ou modification du 8	ati. (Lol ELAN, Article			
PPR Naturels Inondation	OUI	Inondation Inondation y gapeau	Prescrit	26/11/2014			
PPR Miniers	иои	a commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Miniers					
PPR Technologiques	NON	commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Technologiques					

DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

http://www.info-risques.com/short/ ZYETP

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.



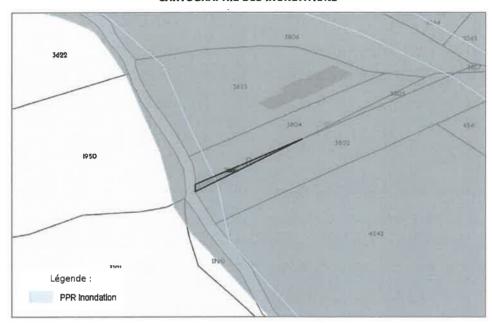
ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

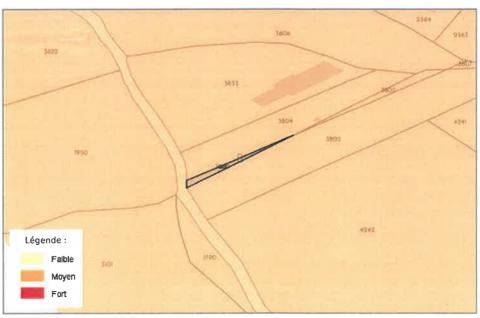
	BR-N° 19-05-06	du 03/06/2019		Mis à jour le	
. Adresse		code postal ou Insee	commun		
2064 Chemin	du Plan du Pont	83400		HYE	RES
ituation de l'immeuble au regard :	d'un plan de prévention des ris	sques natureis (PPRN)			
L'immeuble est situé dans le périmèt	re d'un PPR N			Oui	X Non
prescrit X	anticipé	approuvé		date	26/11/2014
il oui, les risques naturels pris en cons					
inondation X	crue torrentielle	remontée de n			avalanches
cyclone	mouvements de terrain	sécheresse géotechi			feux de forêt
séisme	volcan érence joints au présent état et pe		utres	d don element	ris on somete
extraits des documents de ren	erence joints au present état et pe	milectaric la lucalisation de l'imili	euble au regar	a des risques p	ns en compte
L'immeuble est concerné par des pres	scriptions de travaux dans le règle	ment du PPRN		Oui	Non
si oul, les travaux prescrits ont été réa	lisés			Oui	Non
Situation de l'immeuble au regard (d'un plan de prévention des ris	sques miniers (PPRM)			
> L'immeuble est situé dans le périmèt		100000		Oui	Non
prescrit	anticipé	approuvé		date	
Si oui, les risques naturels pris en consi	idération sont liés à :				
	ouvements de terrain	autres			
extraits des documents de réfe	érence joints au présent état et pe	rmettant la localisation de l'imm	euble au regan	d des risques p	ris en compte
 L'immeuble est concerné par des pres 	scriptions de travaux dans le règle	ment du PPRM		Oui	Non
i oui, les travaux prescrits ont été réal				Oui	Non
L'immeuble est situé dans le périmèti i oui, les risques technologiques pris e effet toxique				Oul	Non
		- 66 - A - A -			
		effet de	surpression	Out	Non
L'immeuble est situé dans le périmèt				Oui pris en compte	Non
> L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le			pris en compte	e ;
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement			pris en compte	e: Non
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp l'immeuble est situé en zone de prescri	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption	ocalisation de l'immeuble au reg		pris en compte Oui	e : Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp Immeuble est situé en zone de prescrisi la transaction concerne un logem	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été	ocalisation de l'immeuble au reg	ard des risques	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp l'immeuble est situé en zone de prescri	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement jution nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immeu	ard des risques	pris en compte Oui	e : Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docurr L'immeuble est situé en secteur d'exp immeuble est situé en zone de prescri si la transaction concerne un logen Si la transaction ne concerne pas u est exposé ainsi que leur gravité, probal	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement aption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immeu te de vente ou au contrat de loca	ard des risques	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp. L'immeuble est situé en zone de prescrisi la transaction concerne un logem si la transaction ne concerne pas un est exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune.	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac- tu zonage sismique reglement e de sismicité classée en	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immeu te de vente ou au contrat de loca	ard des risques	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exi. L'immeuble est situé en zone de prescrisi la transaction concerne un logem si la transaction ne concerne pas uest exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac du zonage sismique réglement a de sismicité classée en zone 2 X	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp. L'immeuble est situé en zone de prescrisi la transaction concerne un logem si la transaction ne concerne pas un est exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune.	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac- tu zonage sismique reglement e de sismicité classée en	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immeu te de vente ou au contrat de loca	ard des risques ible ution	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exi, l'immeuble est situé en zone de prescrisi la transaction concerne un logem si la transaction ne concerne pas un est exposé ainsi que leur gravité, probai situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique règlement e de sismicité classée en zone 2 faible	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exi l'immeuble est situé en zone de prescri il la transaction concerne un logem il la transaction ne concerne pas u est exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique règlement e de sismicité classée en zone 2 faible	ocalisation de l'immeuble au reg réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul	e : Non Non Non Non
L'immeuble est situé dans le périmèt Extraits des docurr L'immeuble est situé en secteur d'exp immeuble est situé en zone de prescri si la transaction concerne un logen si la transaction ne concerne pas u est exposé aînsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d' l'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t billité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique réglement e de sismicité classée en zone 2 X faible le sols mation sur les sols (515)	réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3 modérée	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul Oui	e : Non Non Non Non zone 5
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docurr L'immeuble est situé en secteur d'exp 'immeuble est situé en zone de prescri il la transaction concerne un logem il la transaction ne concerne pas u st exposé ainsi que leur gravité, probal ituation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible Il trés faible Il trés faible en secteur d'infontituation de l'immeuble au regard d'infontituation d'infontituation de l'immeuble au regard d'infontituation de l'immeuble au regard d'infontituation d'infontituation de l'immeuble au regard d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'infontituation d'	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement (ption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t billité et cinétique, est jointe à l'ac- cuu zonage sismique réglement e de sismicité classée en zone 2 X faible le sols matton sur les sols (515)	réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3 modérée	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul Oui	e : Non Non Non Non zone 5
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'ext l'immeuble est situé en zone de prescri il la transaction concerne un logen il la transaction ne concerne pas u st exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible Il trés faible L'immeuble est situé en secteur d'infon ituation de l'immeuble au regard d L'immeuble se situe dans une commune contraits de l'immeuble au regard d L'immeuble se situe dans une communituration de l'immeuble au regard	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t bilité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique réglement e de sismicité classée en zone 2 X faible le sols mation sur les sols (515) du zonage réglementaire à pot une à potentiel radon de niveau 3	réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3 modérée	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul Oui	e: Non Non Non Non Tone Zone 5 forte
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docum L'immeuble est situé en secteur d'exp. Immeuble est situé en zone de prescri il la transaction concerne un logem il la transaction ne concerne pas u est exposé ainsi que leur gravité, probal situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible Information relative à la pollution de Le terrain est situé en secteur d'information de l'immeuble au regard d'information de l'immeuble au regard d'information de l'immeuble au regard de L'immeuble se situe dans une communication de l'immeuble au regard de l'immeuble se situe dans une communication de l'immeuble au regard de l'immeuble	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t billité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique réglement a de sismicité classée en zone 2 X faible le sols mation sur les sols (515) du zonage reglementaire à pot une à potentiel radon de niveau 3 indemnisés par l'assurance suit * catastrophe natu	réalisés ype de risques auxquels l'immet te de vente ou au contrat de loca aire zone 3 modérée	ard des risques uble ution zone 4	pris en compte Oui Oul Oul Oui	e: Non Non Non Non zone 5 forte Non
L'immeuble est situé dans le périmèti Extraits des docurr L'immeuble est situé en secteur d'ex; l'immeuble est situé en zone de prescri Si la transaction concerne un logen si la transaction ne concerne pas u est exposé ainsi que leur gravité, probal Situation de l'immeuble au regard d'immeuble se situe dans une commune zone 1 trés faible nformation relative à la pollution de Le terrain est situé en secteur d'infor	re d'un PPR T approuvé nents de référence permettant la le propriation ou de délaissement iption nent, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le t billité et cinétique, est jointe à l'ac- du zonage sismique réglement a de sismicité classée en zone 2 X faible le sols mation sur les sols (515) du zonage reglementaire à pot une à potentiel radon de niveau 3 indemnisés par l'assurance suit * catastrophe natu	réalisés ype de risques auxquels l'immeu te de vente ou au contrat de loca aire zone 3 modérée entiel radon	ard des risques ible stion zone 4 moyenne	pris en compte Oui Oul Oul Oui	e: Non Non Non Non Zone 5 forte Non Non

Modèle Etat des risques, pollutions et sols en application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnement MTES / DGPR juillet 2018

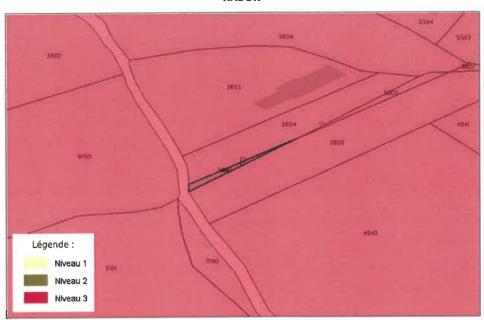
CARTOGRAPHIE DES INONDATIONS



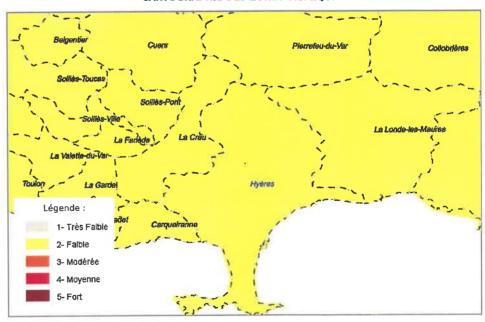
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



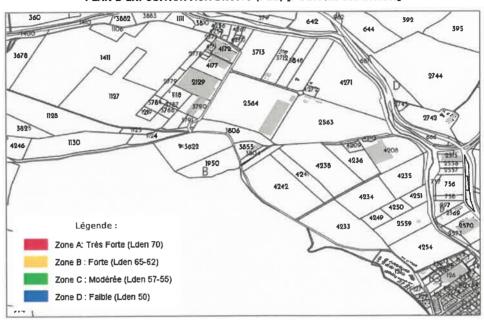
RADON



CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



PLAN D'EXPOSITION AUX BRUITS (PEB) [POUR INFORMATION]



LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES

Distance Code Raison social, Activité, Adresse

Aucun site BASIAS a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES) BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES SOL

Raison social, Activité, Adresse Distance Code

Aucun site BASOL a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES)

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Raison social, Activité, Adresse Distance Code

Aucun site ICPE a moins de 500 mètres



Ministère du Développement Durable

Préfecture : Var Commune : HYERE5

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases OUI ou NON

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indem	nisation
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018	Oon	ONON
Inondations et coulées de boue	29/09/1982	30/09/1982	24/12/1982	26/12/1982	Oout	O NON
Inondations et coulées de boue	17/01/1999	18/01/1999	23/02/1999	10/03/1999	Oout	ONO
Inondations et coulées de boue	17/11/2002	17/11/2002	24/02/2003	09/03/2003	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	17/05/2005	17/05/2005	23/09/2005	08/10/2005	O oui	ONO
Inondations et coulées de boue	18/09/2009	18/09/2009	07/09/2010	10/09/2010	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	15/06/2010	16/06/2010	14/09/2010	17/09/2010	Ooui	O NO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	04/05/2010	04/05/2010	29/10/2010	03/11/2010	Ooui	ONO
Inondations et coulées de boue	04/11/2011	10/11/2011	18/11/2011	19/11/2011	Ooui	O NO
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	08/11/2011	09/11/2011	01/03/2012	07/03/2012	Ooul	ONO
Inondations et coulées de boue	18/01/2014	20/01/2014	31/01/2014	02/02/2014	Ooul	O NO
Inondations et coulées de boue	25/11/2014	28/11/2014	03/12/2014	04/12/2014	Ooui	O NO
Inondations et coulées de boue	19/09/2014	19/09/2014	04/12/2014	07/12/2014	Ooui	O NO
Inondations et coulées de boue	05/12/2014	06/12/2014	03/03/2015	04/03/2015	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	11/10/2014	11/10/2014	27/04/2015	06/05/2015	Oou	O NO
Inondations et coulées de boue	10/06/2015	10/06/2015	23/07/2015	26/07/2015	Oout	O NO
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2016	30/09/2016	25/07/2017	01/09/2017	Oou	ONO
inondations et coulées de boue	15/12/2008	16/12/2008	16/10/2009	21/10/2009	Oou	O NO

Etabli le :	Nom et visa du vendeur ou du bailleur	_
	Visa de l'acquéreur ou du locataire	_

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr

06.13.23.72.79



ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS 2064 CHEMIN DU PLAN DU PONT 83400 HYÈRES B 3855

Adresse: 2064 Chemin du Plan du Pont 83400

HYERES
Lat/Long: 43.144530392235424;
6.14352572003554
Cadastre: B 3855

Date de commande : 15/05/2020 Reference EO : 937885

Code Insee: 83069 Commune : HYERES

Vendeur-Bailleur : RAFIGNON Acquéreur-locataire :



Radon : NIVEAU 3

O BASIAS, O BASOL, O ICPE

SEISME: NIVEAU 2

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Туре	Exposition	Plan de pi	evention				
PPR Naturel SEISME	OUI	Zonage réglementaire sur la sismicité : Niveau 2					
PPR Naturel RADON	OUI	Commune à potentiel radon de niveau 3	mune à potentiel radon de niveau 3				
Informatif Sols Argileux	OUI	Niveau de risque : Møyen Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en ca 68}	is de construction ou modificatio	on du Batì. (Loi ELAN, Arti			
PPR Naturels Inondation	OVI	Inondation Inondation ✓ gapeau	Prescri	it 26/11/2014			
PPR Miniers	NON	La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risque	o commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Miniers				
PPR Technologiques La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Technologiques		S Technologianes					

DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

http://www.info-risques.com/short/ ZYETP

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.



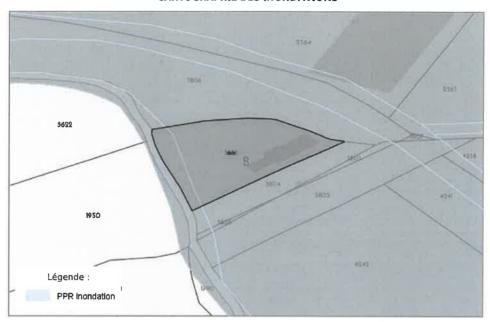
ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

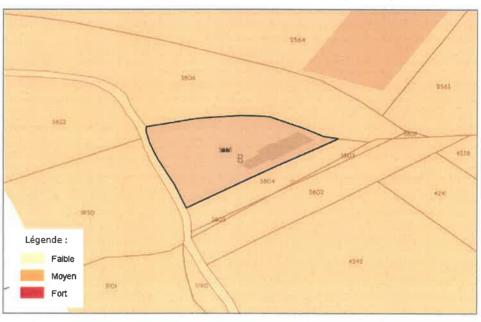
	R-N° 19-05-06	du 03/06/2019	Mis à jour le		
2. Adresse 2064 Chemin du	Plan du Pont	code postal ou Insee 6	commune	ERES	
2004 CHEITIIII du	Flair du Font	63400	nii	:RE3	
tuation de l'immeubl <mark>e aŭ regard d'</mark> u		ques naturels (PPRN)		Alberta St.	
L'immeuble est situé dans le périmètre			Oul	X Non	
prescrit X	anticipé	approuvé	date	26/11/2014	
i oul, les risques naturels pris en considé					
inondation X	crue torrentielle	remontée de nappe		avalanches	
cyclone	mouvements de terrain	sécheresse géotechnique		feux de forêt	
séisme	volcan	autres			
extraits des documents de refere	ence joints au present état et pei	mettant la localisation de l'immeuble	au regard des risques p	oris en compte	
L'immeuble est concerné par des prescr	riptions de travaux dans le règler	nent du PPRN	Oui	Non	
i oui, les travaux prescrits ont été réalisé	és		Oui	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre	The state of the s	ques miniers (PPRM)	Qui	Non	
prescrit	anticipé	approuvé	date	1100	
i oui, les risques naturels pris en considé					
	vements de terrain	autres			
extraits des documents de référe	ence joints au présent état et per	mettant la localisation de l'immeuble	au regard des risques p	oris en compte	
L'immeuble est concerné par des prescr	intions de travaux dans le rècler	nent du PRRM	Oui	Non	
l oui, les travaux prescrits ont été réalisé		HEIL OU FERM	Qui	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u		THE RESERVE TO SHARE THE PARTY OF THE PARTY		400	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre	d'un PPR T prescrit et non enc	ore approuvé	Oul	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre I ouf, les risques technologiques pris en c	d'un PPR T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr	ore approuvé escription sont liés à :		Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre I oul, les risques technologiques pris en d effet toxique	d'un PPR T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique	ore approuvé	ession	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre l ouf, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre	d'un PPR T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre	ession Oui	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre I ouf, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre	d'un PPR T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé	ore approuvé escription sont liés à :	ession Oui	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i l'oui, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre i Extraits des documen	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR'T approuvé ats de référence permettant la lo	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre	ession Oui	Non	1
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre Extraits des documen	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR'T approuvé ats de référence permettant la lo priation ou de délaissement	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre	ession Oui s risques pris en compt	Non	3
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i I oui, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé ats de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des	ession Oui s risques pris en compt Oui	Non e :	1
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre d Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro immeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemer i la transaction ne concerne pas un l	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé ets de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été r logement, l'information sur le ty	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble	oui Oui s risques pris en compt Oui Oui	Non e : Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre d Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro immeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemer i la transaction ne concerne pas un l	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé ets de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été r logement, l'information sur le ty	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble	oui oui s risques pris en compt Oui Oui Oui	Non e : Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en o effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre - Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro immeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemer i la transaction ne concerne pas un I st exposé ainsi que leur gravité, probabili	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé ats de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti- zonage sismique règlement.	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location	oui oui s risques pris en compt Oui Oui Oui	Non e : Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en ceffet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'exprorimmeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabilituation de l'immeuble au regard du immeuble se situe dans une commune d	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé nts de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlements le sismicité classée en	ore approuvé escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire	ession Oui s risques pris en compt Oui Oui Oui Oui Oui	Non e : Non Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en e effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre e Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro il la transaction concerne un logemen il a transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situe dans une commune d zone 1	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé its de référence permettant la lo oppriation ou de délaissement fon int, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa e sismicité classée en zone 2 X	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3	ession Oui oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui	Non e: Non Non Non Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en ceffet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'exprorimmeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabilituation de l'immeuble au regard du immeuble se situe dans une commune d	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé nts de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlements le sismicité classée en	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3	ession Oui s risques pris en compt Oui Oui Oui Oui Oui	Non e : Non Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en c effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre d' Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro- immeuble est situé en zone de prescripti I la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune d zone 1 trés faible	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé nts de référence permettant la lo opriation ou de délarssement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa le sismicité classée en zone 2 X Faible	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3	ession Oui oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui	Non e: Non Non Non Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en c effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre d' Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro- immeuble est situé en zone de prescripti I la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune d zone 1 trés faible	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé nts de référence permettant la lo opriation ou de délarssement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa le sismicité classée en zone 2 X Faible	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3	ession Oui oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui	Non e: Non Non Non Non Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en c effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre i Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro il la transaction concerne un logemen il a transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune d zone 1 trés faible	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR T approuvé ats de référence permettant la lo prination ou de délaissement ion nt. les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty lité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlements le sismicité classée en zone 2 X foible	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3 modérée mo	oui oui oui oui oui oui oui oui	Non e: Non Non Non Non Ton	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i ouf, les risques technologiques pris en d effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre i Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro immeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune d zone 1 trés faible iformation relative à la pollution de Le terrain est situé en secteur d'informa ituation de l'immeuble au regard du	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR'T approuvé ats de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été i logement, l'information sur le ty uté et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa e sismicité classée en zone 2 X faible	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3 modérée mo	oui oui oui oui oui oui oui oui	Non e: Non Non Non Non Ton	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre de l'immeuble est situé dans le périmètre defet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre de Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'exprodiffication de l'immeuble est situé en zone de prescription la transaction concerne un logement la transaction ne concerne pas un lest exposé ainsi que leur gravité, probabilitation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune de zone 1 trés faible allormation relative à la pollution de Le terrain est situé en secteur d'informatituation de l'immeuble au regard du L'immeuble se situe dans une commune de L'immeuble au regard du L'immeuble se situé dans une commune de L'immeuble au regard du L'immeuble se situe dans une commune de L'immeuble au regard du L'immeuble se situe dans une commune de L'immeuble se situe dans une commune de L'immeuble au regard du L'immeuble se situe dans une commune de l'immeuble se situe dans une se situe de l'immeuble s	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de prefet thermique d'un PPR T approuvé nts de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été n logement, l'information sur le ty ité et cinétique, est jointe à l'actu zonage sismique règlementale le sismicité classée en zone 2 X Toible	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3 modérée modérée modérée	one 4	Non	
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i oui, les risques technologiques pris en c effet toxique L'immeuble est situé dans le périmètre d' Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro rimmeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemer i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du immeuble se situé dans une commune de zone 1 trés faible itormation relative à la pollution de Le terrain est situé en secteur d'informa ituation de l'immeuble au regard du L'immeuble se situé dans une commune	d'un PPRT prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPRT approuvé its de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été r logement, l'information sur le ty lité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa le sismicité classée en zone 2 X Taible sols titon sur les sols (SIS)	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3 modérée modérée modérée	one 4	Non	2
ituation de l'immeuble au regard d'u L'immeuble est situé dans le périmètre i i oui, les risques technologiques pris en c effet toxique L'Immeuble est situé dans le périmètre d'expro Extraits des documen L'immeuble est situé en secteur d'expro 'immeuble est situé en zone de prescripti i la transaction concerne un logemen i la transaction ne concerne pas un l st exposé ainsi que leur gravité, probabili ituation de l'immeuble au regard du 'immeuble se situe dans une commune d zone 1	d'un PPR'T prescrit et non enc considération dans l'arrêté de pr effet thermique d'un PPR'T approuvé ats de référence permettant la lo opriation ou de délaissement ion nt, les travaux prescrits ont été t ogement, l'information sur le ty dité et cinétique, est jointe à l'acti zonage sismique règlementa e sismicité classée en zone 2 X faible sols consumer les sols (SIS) zonage règlementaire à pote à potentiel radon de niveau 3 emnisés par l'assurance suiture e de vente	escription sont liés à : effet de surpre calisation de l'immeuble au regard des éalisés pe de risques auxquels l'Immeuble e de vente ou au contrat de location ire zone 3 modérée mo entiel radon	one 4	Non	

Modèle Etat des risques, pollutions et sols en application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnement MTES / DGPR juillet 2018

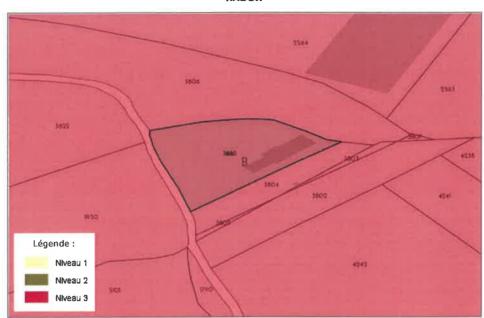
CARTOGRAPHIE DES INONDATIONS



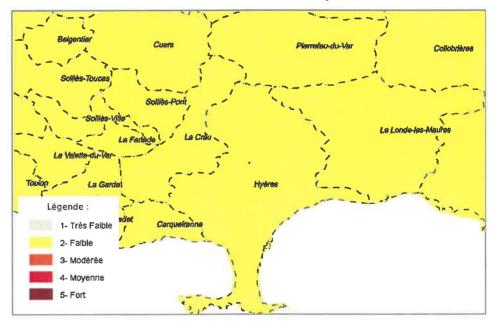
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



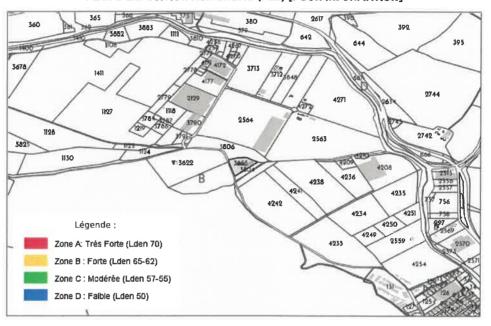
RADON



CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



PLAN D'EXPOSITION AUX BRUITS (PEB) [POUR INFORMATION]



LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES) BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES

Code Raison social, Activité, Adresse Distance

Aucun site BASIAS a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES SOL

Raison social, Activité, Adresse Code Distance

Aucun site BASOL a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES)

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Distance Code Ralson social, Activité, Adresse

Aucun site ICPE a moins de 500 mètres



Ministère du Développement Durable

Préfecture : Var Commune: HYERES

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble

2064 Chemin du Plan du Pont 83400 HYERES

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe Cochez les cases OUI ou NON

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indem	nisation
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	29/09/1982	30/09/1982	24/12/1982	26/12/1982	Oout	ONON
nondations et coulées de boue	17/01/1999	18/01/1999	23/02/1999	10/03/1999	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	17/11/2002	17/11/2002	24/02/2003	09/03/2003	Oou	ONO
nondations et coulées de boue	17/05/2005	17/05/2005	23/09/2005	08/10/2005	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	18/09/2009	18/09/2009	07/09/2010	10/09/2010	Ooui	ONON
nondations et coulées de boue	15/06/2010	16/06/2010	14/09/2010	17/09/2010	Oou	ONOR
nondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	04/05/2010	04/05/2010	29/10/2010	03/11/2010	Oou	ONOR
nondations et coulées de boue	04/11/2011	10/11/2011	18/11/2011	19/11/2011	Oou	ONON
nondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	08/11/2011	09/11/2011	01/03/2012	07/03/2012	Ooui	ONON
nondations et coulées de boue	18/01/2014	20/01/2014	31/01/2014	02/02/2014	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	25/11/2014	28/11/2014	03/12/2014	04/12/2014	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	19/09/2014	19/09/2014	04/12/2014	07/12/2014	Oou	ONON
nondations et coulées de boue	05/12/2014	06/12/2014	03/03/2015	04/03/2015	Oout	ONON
nondations et coulées de boue	11/10/2014	11/10/2014	27/04/2015	06/05/2015	Ooui	ONON
nondations et coulées de boue	10/06/2015	10/06/2015	23/07/2015	26/07/2015	Oou	ONO
douvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la éhydratation des sols	01/07/2016	30/09/2016	25/07/2017	01/09/2017	Ooui	ONO
nondations et coulées de boue	15/12/2008	16/12/2008	16/10/2009	21/10/2009	Oou	ONO

ibli le :		

Nom et visa du vendeur ou du bailleur

Visa de l'acquéreur ou du locataire

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr







2 3 AVR. 2020

N° 3233-SD (01-2020) @internet-DGFiP

BLAQUE I BANQAISE	CADRERESTRYEA FADMINISTRATION
908 19	N° de la demande Déposée le : 2093 € 513 Références du dossier
208 19	All hillians and a last

	\mathcal{Q}	6202	3 M	Références du d	ossier	11 N 7 TH 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	
	V-		IDENTIFICATION E	T SIGNATUE	E DU DE	MANDEUR	
I	Demande de renseignements	Identité !	; Me James TURNER	- AARPI PMT	AVOCATS	3	
	ur la période à compter du 1er janvier 1956	Adresse : 6, Rue Molière					
			83000 TOULON	ne makithania a biqueanta,		- See See See See See See See See See Se	
publi les re (voir dema	suscrire en DEUX exemplaires auprès du service de icité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels enseignements sont demandés. la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des andes de renseignements hypothécaires et d'information es tarifs).		e: 0494936464	is.fr	production of the second second	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
Servi	ce de publicité foncière :	À TOUL	ON /	, le	23 / (04 / 2020	
	ULON 2° BUREAU	Signatur	e (obligatoire)	7			
-10	OLON 2 BONEAU			1.			
IDE	NTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur on imprée) nombre de personnées est supericie à trois utilitéer la teuille de	sion dégag	te la responsabilité de l'I	tat art. 9 du	décret du t)4 ()1/1955 modifie).	
Ν°	Personnes physiques : Nom (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état	civil	Date et lieu de naissance		
1	Personnes morales : Dénomination (en majuscules) RAFIGNON	Siège social ³ Philippe Alexis			né le 17/11/1959 à ST GERMAIN EN LAYE (78)		
2	KERDANET	Brigitte Lucienne			née le 02/09/1959 à RAMBOUILLET (78)		
3							
	IGNATION DES IMMET BLES (toute erreur dégage la resp		de l'Etat + art. 8-1 et 9 c	lu devret da 04	701-1955 r	nodifié),	
	Commune (en majuscules)		Références cadastrale	s Num	iéro	Numéro de lot	
No	(arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)		(préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	de div		de copropriété	
1	HYERES - 2064 Chemin du Plan du Pont - Domaine de le Brav	vette	Section B N° 3855				
2			Section B N° 3803				
3			Section B N° 3804				
4			Section B N° 3806	-			
5							
PÉR	IODE DE DÉLIVRANCE	70.00	- W				
Pério	GÉNÉRAL de allant du 1º janvier 1956 à la date de mise à jour du fichie ersonnes, ou à la date de réception de la demande pour tout au			đe, pour les de	mandes po	ortant uniquement sur	
Vous - le p - le p Pour prop	PARTICULIER souhaitez une période différente du cas général, veuitlez précioint de départ (date postérieure au 1 ^{er} janvier 1956):/	/ juement po souhaitez- ² L'indies	tion du courriel autorise	ince à l'infor	mation co n à vous rép	ncernant le dernier pondre par conrriel.	
	des portant uniquement six les immeubles	do in Occin	nation on on depot des stat	uto Ou oate (e tenovatio	ni ou cacastre pour les	

	Nombre de personnes		
	ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles	1	x 12 € =	12 (
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles	STREET IN THE	12€	
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 € =	+ (
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :		x 2 € =	+ (
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+ 2
	TOTAL=		14

MODE DE PAIEMENT	
☐ Carte bancaire ☐ Virement ☐ Chèque de Banque à l'ordre du Tréso	or public
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €)	□ Numéraire (pour un montant maximum de 300 €)
CADRE RESERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s)	:
insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles	

Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière

défaut ou insuffisance de provision
demande non signée et/ou non datée

Le ____/____

🗖 autre :

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

CERTIFICAT DE DEPOT DU 07/03/2019 AU 23/04/2020

23/04/2020 D06654	10/02/2020 D02752	22/08/2019 D14465	Date et Numéro de dépôt
COMMANDEMENT VALANT SAISIE MB AARPI PLATON/MAGNE/TURNER TOULON	RENOUVELLEMENT HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR de la formalité initiale du Sages : 8304P04 Vol. 2011V N° 4207 ADM SIP HYERES HYERES	HYPOTHEQUE LEGALE ADM SIP HYERES HYERES	Nature et Rédacteur de l'acte
12/03/2020	05/02/2020	01/08/2019	Date de l'acte
SIP DE HYERES RAVIGNON et KERDANET	TRESOR PUBLIC BPX RAFIGNON	TRESOR PUBLIC RAFIGNON	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires
S00019	V00604	V03367	Numéro d'archivage Provisoire

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'euregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE **TOULON 2**

Demande de renseignements n° 8304P04 2020F513 déposée le 23/04/2020, par Maître AARPI PLATON/MAGNE/TURNER

Complémentaire de la demande initiale n° 2020H4640 portant sur les mêmes immeubles. Réf. dossier: SAISIE SIP HYERES/RAFIGNON

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI: du 16/01/2019 au 06/03/2019 (date de mise à jour fichier)
 [x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande : du 07/03/2019 au 23/04/2020 (date de dépôt de la demande)
- [x] Il n'existe que les 3 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis

A TOULON 2, le 24/04/2020

Le comptable des finances publiques, Francoise PETITPE Pour le Service de la Publicité Foncière.

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi Nº78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

Demande de renseignements n° 8304P04 2020F513

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 8304P04 2020F513

Date: 24/04/2020

PERIODE DE CERTIFICATION: du 16/01/2019 au 23/04/2020

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE 8304P04 2020H4640

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Commune Désignation cadastrale	6			69	Code
Désignation cadastrale B 3803 à B 3804 B 3836 B 3835	hon cadastrale à B 3804			HYERES	Commune
	Volume	B 3855	В 3806	В 3803 à В 3804	Désignation cadastrale

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE TOULON 2 171 AVENUE DE VERT COTEAU 33071 TOULON CEDEX Téléphone : 0494039529 Téléphone : 0494039557 Mél : spf.toulon2@dgflp.finances.gouv.fr

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

À MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

_







CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
N° de la demande :	
Déposée le :	
Références du dossier :	

				Références du de	ssier :	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
		ID	ENTIFICATION F	ET SIGNATUR	E DU DE	MANDEUR
1	Demande de renseignements	Identité ! :	Me James TURNE	R - AARPI PMT	AVOCATS	3
	ur la période à compter du 1er janvier 1956	Adresse :	6, Rue Molière			
_			83000 TOULON			
	uscrire en DEUX exemplaires auprès du service de		20200010 - JT/SM/	SM-SIP HYERE	S/RAFIGN	ION
	icité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels enseignements sont demandés.	Courriel 2:	contact@pmt-avoca	ats.fr		
dem	la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des andes de renseignements hypothécaires et d'information es tarifs).		04 94 93 64 64			
	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	À TOULON	ı	, le	28 / (01 / 2020
	ice de publicité foncière :	Signature (obligatoire) :			
2°	BUREAU TOULON					
	NTIFICATION DES PERSONNES (toute erreir ou impreci nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de		a responsabilité de l'	État – art. 9 du	décret du (04/01/1955 mod fié)
N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules) Personnes morales : Dénomination (en majuscules)	Prénom(s) Siège socia	dans l'ordre de l'état	civil	Date et l	ieu de naissance
1	Personnes morales : Denomination (en majuscules)	Siege socia	1.		N' SIKE	an
2						
	HGNATION DES IMMEUILES (toute erreur dégage la resp nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de		l'État – art. 8-1 et 9	du décret du 04	/01/1955 г	nodifië).
N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)		Références cadastral (préfixe s'il y a lieu section et numéro)	, de div	ision	Numéro de lot de copropriété
1	HYERES - 2064 Chemin du Plan du Pont		Section B N° 3855		unque	
2	HYERES - L'Oratoire		Section B N° 3803			
3	HYERES - L'Oratoire		Section B N° 3804			
4	HYERS - La Bravette		Section B N° 3806			
5						
_	IODE DE DÉLIVRANCE			-		
CAS Péri	s GÉNÉRAL ode allant du 1 ª janvier 1956 ⁴ à la date de mise à jour du fichie oersonnes, ou à la date de réception de la demande pour tout av			nde, pour les de	mandes po	rtant uniquement sur
Vous - le p - le p Pou	FARTICULIER s souhaitez une période différente du cas général, veuillez préc soint de départ (date postérieure au 1 ^{er} janvier 1956) :/ soint d'arrivée, au plus tard le/ (uniq r une demande portant uniquement sur des immeubles,	1	les demandes relativ us limiter la délivi	ves à une ou plu rance à l'inform	sieurs pers mation co	onnes) ncernant le dernie

¹ Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). ² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.

³ Pour les associations ou syndicats, mentionner en outre, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. ⁴ Ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles.

	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Tot	tal
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles	1	x 12 € =		12 €
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €		€
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 €=	+	€
nombre d'immeubles au-delà de 5 :		x 2 €=	+	€
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+	€
	T	OTAL =		12 €

☐ Carte bancaire ☐ Virement ☐ Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public
 ☑ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) ☐ Numéraire (pour un montant maximum de 300 €)
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :
☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles
défaut ou insuffisance de provision
☐ demande non signée et/ou non datée
🗆 autre :
Le/ Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Feuille de suite n°

	CAI	DRE RESERVE A L	'ADMINISTRATION			
	Référence du dossier :		N° de la demande :			******************
IDE	NTIFICATION DU DEMANDEUR (suite)					
Ident	lité I Me James TURNER - AARPI PMT AVOCA	ATS				
Adre	sse: 6, Rue Molière					
	83000 TOULON					
	20200010 - JT/SM/SM-SIP HYERES/RAF	IGNON				
IDE	NTIFICATION DES PERSONNES (suite)		- 1-01010055 - USA			
	e erreur ou imprecision degage la responsabilité o		m(s) dans l'ordre de l'état civi	,	Data	lieu de naissance
N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules) Personnes morales : Dénomination (en majuscules)		m(s) dans i ordre de i etat civi social ²	ı	N° SIRI	
_						
_						
	IGNATION DES IMMEUBLES (suite)					
(tour	e erreur dégage la responsabilité de l'État – art. 8-	-1 et 9 du décret du 0				
Nº	Commune (en majuscules		Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu,	Nume de divi		Numéro de lot
-	(arrondissement s'il y a lieu, rue et	numéro)	section et numéro)	volumé		de copropriété

<sup>Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules).

Pour les associations ou syndicats, mentionner en outre, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.</sup>



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE TOULON 2

Demande de renseignements n° 8304P04 2020H4640 (41) déposée le 06/02/2020, par Maître AARPI PLATON/MAGNE/TURNER

Réf. dossier: HFRE/HYERES B 3855+...

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDII : du 01/01/1970 au 01/04/2002 [x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 16 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDII : du 02/04/2002 au 15/01/2019 (date de mise à jour fichier) [x] Il n'existe que les 11 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande : du 16/01/2019 au 06/02/2020 (date de dépôt de la demande)
- [x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A TOULON 2, le 11/02/2020

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Francoise PETITPE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

Demande de renseignements n° 8304P04 2020H4640

						E S		_	_	_	-	00	000	No Cosdro			A oliboli			gp.	Section		No	٦ç ا	3		FACUE	2 0 2
	!			1			1		Ц		ľ			Section						380%	No du		å	ē	Qu.		Ne	
			4									2882	2803	P S	þ				П	Charles		-	П		1	Autres		- p.0
8	85	P	8	8 2	30	2 8	98 27	8	25	2 8	2 22	22	8 2	d'ordre	1					Ado in		L - IM				tiches A	Сонидине	6 H
L									Ц					Section	EURLE DE		1.11			ent As	or, è defa	IZUBILES	Ш		L	ordées au	1.1	~
														yla da	IMMEURIES RURAUX					Lotiasement Aquicat La Brougtte	Advances (race et numéros) ou, è défant, llouvilles	L — IMMEURIES URBAINS Références sur fiches d'immembles, modèle Ej	1 12	İ	No.	Autres fiches A ortées au nom de l'invéressé	Characa	× 000
2	53	×	52	5 8	6	57	e e	£	ŧ	2 2	8	55	57 18	d'ordre	ä					la Bro	1.1	MS INS	å	ð	Q.	intéressé		HE IN
														Section 1						moth								
											Ĺ			F 7														-0
														A	ĺ		<i>₹</i> 0		1.2.3	Інимайы				Ep .	ED T	Prénoms :	2	w Q w w
														4) u u 1978	Bear of 10 rach	3) 28.3. 1956	De3.3. 1956 Vol 1804 nº38	à la fiche d.u.m.	Volt formalité No.	Dates, numéros et	SHOLLVAIN - Y	(Pour la					New KER	6 T C C C C C C C C C C C C C C C C C C
												-		4. 4. 1977 H 3123 413	2000	8804 mess	Vol 1804 nº38	S TRO	Wolf formatick Next marrie endre	Dain, nuniços et nature des formatisés	MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES MONEUELES EURAUX (Pour les fermillés sementat le jeuneulles whites, voir les fières de clasen des innevaltes deut les edireses			PA: Bone	Breette Lucionne Madeleine	DANE	1 K O
												1		The state of the s		Report	Apont			Observations		LLTES CONCER!		né le	47	allerne		5 S 7 C C C
									l											Immenities		CANT LES IN			N. YOS		Ce	8 4 8 X
																			Q 23 3. 1955, Kal 1804 nº38	Dates, munăres et nature des focusficie	B. — CHARCES, PRIVILĒCES ET HYPOTHĒQUES	MEUBLES RURAUX inmedites dent les adreses figurent an tableau I)		COO	17.11. 1959 At Commainer La		Rambour Met 10 2	**************************************
L	1	-						-								\perp					sanoas			4	0.11	-	2	7 E W
			١																Report	Observations						1	656	12 14 03 12 14 03

12	17	6	15	_		_	E E		60		On Co		0 k	-	d'ardra	1		H	T	Mod		П	T	I	L	80		_	_	_	1 1	1	'ম	
Ī			Ī	1	Ī	Ī	Ī		Ī		T		PU	-	Spetian			4	L	L			4		В	Section		₹	2	*			Ħ,	- 0 = -
1	1			+		+	1	i			t		32804	380	y No da	1			L	L				1	3806	plen u	-	Ę.	ş	ē	Au		, ^R	- BB-
8	K.	24	98	55 54	36	8	26 8	2 27	26	12	2 8	12	2 2	(S)	No d'ordre		F								Cotine		L —			i	tres fiche			> ≠ m €
1											T				Section	1	Daylor		l				1		t Age	A.dress	DOORUI		ŀ		a A carbbo	1	Commune	* 7 G ~
1	+		+	1	+	+	+	t			+	-	Н		phi di	1	XAVEAR ESTRABATION								لمعاهنا	Adresses (raps et numáres) ou, à défant, Renadits	L DIMEUBLES URBAINS Références sus fiches d'immenión, modèle B)	38	*	No.	Autres fiches A créées au nom de l'intéressé		Hyera	• < r _
52	58	52	52	8	49	86	47 6	45	\$	8	2 2	40	59 8	87	No H	+	BAUX						ĺ		80	engita (engene	BAINS , modele	8	Ŷ	C)a	de l'inté	1	Red	××
			Ì		Ī		Ī	Ī			1				Section										Rotinet Agricole la Branette		8)				ressé		_	NE -
1	1				1	+	t				+			H	ylan da			t	T				+		151		1		ŀ					- 0 m -
				1	T			_		T	_	T	T			23							Ì	A.2.3	Immonibles			Η.	Eps.	F	Prés		<u>ب</u> :	- 05 - - 60-
_		1	4		1	-				Ļ	Æ	+	*	£3	Ļ	T	×	ļ	_	5		7.7			1					End:	Prénoms :	* MON		* 5 T
									88	Ball Bulat	ET 10 216 21 1165 4 11 14		Réserve du dissit de passage	28.5. 1936 My 1804 18.39	Demochides	23.3.195C Val 1804 2038	XAcquisition du 19. 8. 2000	Paix 1200000 5/44/3/8/2	16.3.1953	Man apper voilletings of	SAVETIES IN 18 3. 2 1950 at	KER DANIET CL.	TE BRETECH C nota Visillariana	STEER SCHOOL FOR TO SEEL S	Dates, numéros et nature des formalités	A MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	III FORMALTIÉS CONCERNAI (Four les formedités concernant les famoulaies mbaltes, voir les fiches		8	KARDANET RICHT	Philippe Alexia	ス中でいるこ) .	2 X X A A D C C A X A A D C C A A D C C A A A D C C A D C C A D
										•	Kesy	+	18	Report	1	Raport		8/8/2			7		eng		Observations		RMALITÉS CONCERI			Q. Q. abs.		ک		2
																								a	lmmakis		NANT LES II			9,1959		25 F	*	4- — 4- —
																							Senun hudes	Q 13.3 1956 Kel 1804 nº38 Rapont	Dates, numeiros et naturo das formalists Observacions	B. — CHARGES, PRIVILEGES ET BYPOTIETQUES	III FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RUBAUX acrimai les Ameriules adulus, vol les Éches de chom de l'anendies deut les primens figuress et indices ()	3		Pombo M. +		13 St Gan main en daus 10 17 1/1 1959	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11	M T M F T M D G G N S T M M T M F M T M M T M M T M M T M M M T M M M M

-	20	_	-	-	-		-	_	n 1983	Lon	-	-			,	No.		-	-		Mod	èlo A		_	_	-	_		_				_			
16	17	5	15	-	60	100	#	10	o o	ľ	0		0 1	-	ď	otqto Me	1									0	0	OP	Section		\$	70°	3		FICHE	02;
									3		000	ш	P			Section			T		1			T	t	3806	3807	24.84	2 2		8	1	P		18	20 TO
		1	1						3855	3203	3005	417	4 1 1 2	16.95	1	ł į			-	H	-	-	+	-	+	6	1	H	1" #	(Ru	1	ĺ	a I.		-	000
80	88	2	2 2	2 20		8	100	8	27 26		20 0	8 13	12 5	-	- 1	Nº ordre	j	- 1	l								1	THEO.		L — I		ĺ		fisher	Сошшино	er 60 ·
																Section				h							l	A Jane	Adress ou,	TOTAL STATE		1		À	ш	901
	H	+	t	t	t	H	Н	+	1		H	t	H	t	Ī,	**	DUBLICO COLUMN	200								=	2	A Hamont Apricale la	Adresses (rmes et numéros) ou, à défant, lieupites	L — IMMEUBLES URBAINS (Riffmences sur fiches d'immeubles, modific B)	*	78	7.	Antrea Sahaa A orakka au nom da Pintarana	H	- 0 4
7 26	2	2 2	2 2	2 50		8	ŝ	8 8	2 2	43	8 9		\$ 8	2 25	- 1	ozdra Me	1								ľ		ľ		lacupites	RBAINS	8	8	Qu	de Pri	ERES	у н:
	Ť		T	Ť	Ī	Ī	Ì					Ť		T	1	Sec.											l	Bountle		5	li	Ī	1		S	N
-	-	-	+	ŀ	ŀ	Ļ	Н	+	-	-	H	1	H	╀	1	-			-	L	-	L		L	Ļ	100			<u> </u>		Ш		П			02)
	Ļ	L		Ļ	1	L	Ц	1	1	L	Ц	L	Ц	Ļ	1	**	L				L		L	L		000	966	Dis.				L	Ш			O :
								ŀ	0	1	16	We h						w	3.5	1.1.3.4				00	3.0	45.77		Imacable			۱,	F .	g a			9 Q E
	0	11	7		-	0	B	H	1			1		1		L	+	2			1		ale.	0	سله		. 1	Ť			l	Eox :	Epx : VOILLET	MON		un to n
FAMO 2290"/ NIS de	CUNTAIN SUBSTITUTE	200	PEPINIERES & ROSERMES	NOTHE!	2	84.09	Allemation	neme acle	1)25.10.1996 NOT 96PN 3091 pure A		BASS on BASS. Bass	Variation	-HUENES GILL	Hele	15		Some	Contraven de	Mr. Vangara du 15 2 1956	23 man 1956. Vil. 1804 m 38			100	The Va	Againstop. la december 1983	175			4				10111		מ	
16	SES	-	200	E		P	0	act	0 49		DX.	M	1	In Vellamon Notabe	199	1	Powent	in de	1576 P	1			SAFER	Very ourse don elm YOULE	ton	Comes		Dates, numéros et mature des formelis	- MOSTA				F 6		Ď	24
2000	130	20	SES	P		31	lΙ	1	1 36		3	on kantima	4	STIC	S VC		and.	131	du.	156	1	20	80 -	A-0-4	26	49		ngray et r	MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	(Post les	,		ET	- 1	7	× r
1	DAL	000	-	0		0.10	too	Eckomas	0/9	2	00	TON THE	956V E-92	B	36.7		B HAGA	Secretario la	15.	0.8.	П		- 2115°	Cr. Alen	decem	84. 1		atum des	T SERVI	Surmalist			Curcults	0	1.	N 3
E			320	7		2	00	Day.	PN		14	18	956	Noto	PN S	1	199	N. U	195	1604		543	5	c/mx	1	A 58		formslitte	TUDES	F			उ	þ	η	0 × þ
	SGRV R	100	PARE	-	3		Politica	r	909	2	0000	200	1	0 00	1091			deal de	o.	28	H	Par 679.104		YOUL	688	Comme 4984 That 5850 m 13	1		ACTIVES	I FOI				7	2	→ Q t
	2	4	2	t	1	_1	,	3	Pure		P	1	Ť	1	1		Pa	B Vg	Pur	+	H	-		14	Fig. u		Ť	•		MALITI		7 A	<u>.</u>			2 O to
		i							CA.						ĺ		Raporte	20	Rolanda u.A.	Report 1			VIES	8 Ad	۵	A 4 M		Observation		S CON		•	2	ļ		o ≈ €
	+	_	H	+	I	_	H	1	+	+	+	+	+	+	+	\vdash		-D	K	-	H	-	\vdash	H	ě.	1	+		L	III. — FORMALTIÉS CONCERNANT LES DRAKKURIES RURAUX (Poer les formaliés aupannent les hannellés urbains, voir les fobbes de descus des innespètes dent les schoues figness en philosop (no 16 . 3 . 1953	né à		7 C P
	ŀ				-	127				1	1		ļ			I	4	56	1.2.3.4						wa.	U.	0	[monthle		the chances			3	dame		v # -
5	N N	1	ACE		1	7			1		+	15	1	8	18	I P I	3	1	1	-		2	P.	3	P	L	1		-	DEDLETON OF		-	m,	arawa.		e etr
-	HU MA	-	1	HUBIOL BURNE		194	1	Eller	130	10 Sout	\$ 60.00	ne k	1950	sont.	DE a	Į.	ne Vaignon. So diambe	Lunkoe de putem de	Eldl James 1984 Vet 2.	"	Rappel d'autre	1201 . 1499 . Alm . Aloh	the stant	Concession	· Ilcan	K3 2794 1956. 7/d 18062		н	ja ja	MLES I		3	4			
Huma	Jan .	*	Uca				,	ł		See &	10.0	36	N X	VAS	Hyeur	De de	1000	4	audia.		di	664	P 73	4	Scugnoson 18 2 198	195	1	Dates, numéros et natum des formeti	B. — CHARGES, PRIVILEGES ET EY	IJBAU)	-		A Billet			- 22
-	L	T	11.0	n	17	19/1	'	upou con		7667	/-dre	16 3 4923	YOULLET	SAVETIER	1	de	69	the day	1981		autue.	dla		184	1	E. 7/1		at to some	S, PRIVI	ses filmes			tole			10 TO C
1	HOTATATI		265	DALLES	1	138	-			Ш	1	140	73		chude	con du	diam		4. Ve			1	B -1208.	remetude.	2	1.48		des des	TRCES I	11 11 11			CHO			* * *
1	36		5	-Act	1	٤.,	+	Acon		14			13	36	Deing	de	6	2			resulted so	loh.		de	1386	060		Correction	ST HYPO) (1)					7	5 0 H
3	CRESII		1381	Dayson Aconochi		0./1		ant Loos		35%			140	4	15	Va.	586r	-	7-106	'		,	1203.122	(atte	1	8.			готивдика			G	lieu (V	3	7 C #
	E	1	H	TEN T	4	5	H	and a	+	e	+	+	1	II			1	Ш	30	+	+	H			-	1	1		18				11	1	2	9 4 -
	l		'	L		_	-			1					PV 8 .	Reputer 41	du 25 10 1996	Rad Jankielle	AF TH					Papert	B Ad	Bear 18		Observations				1	AY		- (2 × ×
															*	A	10 19	July 1	Di.					25		18		tions.						1950		ii n K
										-		_	-	1	-	٠,	86/		-0-			-			-									1	-	

The state of the s	
and the second of the second s	
Sign of the second state of the second secon	0 8304P04 0000396137 000 V

Seeding Seed	Seem Park E State	Deam	Deck	_	102	102	701	100	8	2 4	3 2	28	2	g :	8 :	2 2	92	R c	3 90	P2	ايو	g p	2 22	8	3 2	2 21	1	25 24	2	2 2	3	\$ 8	9	8:	8 2	2	2 2	8	£ 8	92	20		No d'ordre	Т
A - BOTATIONS ET SERVITUOSS ACTIVES (CAMPES) (AMES) A - BOTATIONS ET SERVITUOSS ACTIVES (CAMPES) (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVITUOSS ACTIVES (CAMPES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVICE SERVICE SERVICE SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVICE SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES (AMES) BE SENDE MAY THE ALCOHOLOUS AND AMES AND SERVITUOSS ACTIVES AND AMES AND SERVITUOSS AND SERVITUOSS AND AMES AND SERVITUOSS AND AMES AND SERVITUOSS AND SERVITUOSS AND AMES AND SERVITUOSS AND AMES AND SERVITUOSS AND SERVITUOSS AND AMES AND SERVITUOSS AND SERVITUOSS AND AMES AND	A - DUTATION OF TRANSPORM AND	A	** December 19 10 10 10 10 10 10 10	_								5	•				۰					00 10		•							0.			8	01 &				* 0	7	٥. ٥			
Sade	Sales De La Landine Des MONTRE LANGE DE SANTIURS ACTURES LANGE LAN	Seeds Park Lambles Dam, water a strong to stand of the stands of the sta	Section Residue Design of Section																						Ī			1		1					T		Ī				T			F
Section Predictions of STANTONS ACTIVES leads ** DES. 10. 1996 VO GEPN GOGA #* DES. 10. 1996 VO GEPN GOGA #* PALLE MY TENDANT NOTANIA. OF HURSIN OLUES SAN SPONDE VOILLET OLUES SAN STAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN S	Books Prof. 1 Insulance of Management of Management of San Santons of Santons	Dam, martin de demilia Obassalem ** del Immalia Dam, martin de demilia ** D. 25. 10. 1996 VOT 96 PN 9091 ** Highesta du VS. 9. 1996 ** Elbamage Argunalitza Delle No SA PEPINIERES de BORGES ** DELBARDY (N. 1865) Embl. #3905 (N. 1865) ** Delle Normalia Danishement Forman (N. 1861) Danishement Forman (N. 1861) Danishement Forman (N. 1864) Danishem (N. 1865) B. 1883, 1884 (N. 1864) B. 1884 (N. 1864)	Seed Price Contracts of Secretary Services of Secretary		Ş	121	150	149	8	147	ŝ	144	148	16	141	129	118	157	186	1.84	188	182	148	1.25	1	\$ 150	168	1 18	15	120	119.		П	115	1 15	112	110	109	108	106			1	THURUNIA
Section Predictions of STANTONS ACTIVES leads ** DES. 10. 1996 VO GEPN GOGA #* DES. 10. 1996 VO GEPN GOGA #* PALLE MY TENDANT NOTANIA. OF HURSIN OLUES SAN SPONDE VOILLET OLUES SAN STAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN SAN S	Books Prof. 1 Insulance of Management of Management of San Santons of Santons	Dam, martin de demilia Obassalem ** del Immalia Dam, martin de demilia ** D. 25. 10. 1996 VOT 96 PN 9091 ** Highesta du VS. 9. 1996 ** Elbamage Argunalitza Delle No SA PEPINIERES de BORGES ** DELBARDY (N. 1865) Embl. #3905 (N. 1865) ** Delle Normalia Danishement Forman (N. 1861) Danishement Forman (N. 1861) Danishement Forman (N. 1864) Danishem (N. 1865) B. 1883, 1884 (N. 1864) B. 1884 (N. 1864)	Seed Price Contracts of Secretary Services of Secretary	_				1		+			+	1	+			+			+				+			+	•					+	t		+				t			S RORAO
Delegardo de de la lación de la lación de la lación de l	Demonto Demonto de Participa de Construir de mentre de formation de fo	Demonths Day mater a strong to bound of the part of th	Delication of the property of		İ	200	199	198	19 7	ĝ 19	194	198	192	101	100	100	187	186	184	188	183	1 10	179	178	177	175	174	179	171	3 66	168	157	168	154	100	<u>16</u>	159	158	156	185	5 15			X (autio)
A - MATATORS ET SENTINDS ACTIVES LOUIS Lamentine Dam, conding of SIGEN GOGA ACT TO JOSA VO GEPN GES ENDA JOSA VO GEPN GES ENDA JOSA VO GEPN GES ENDA JOSA VO GEPN GOGA ACT TO JOSA VO GEPN GOGA ACT TO JOSA VO GEPN GOGA ACT TO JOSA VO GEN GOGA ACT TO JOSA VO GEN GOGA ACT TO JOSA VO GEN GOGA BELLES AND GOGA GOGA ACT TO JOSA VO GOGA BELLES AND GOGA GOGA ACT TO JOSA VO GOGA BELLES AND GOGA ACT TO JOSA VO GOGA	Demontors of SERVINDS ACTIVES LOAD A MOTATORS OF SERVINDS ACTIVES A 25. 10. 1996. VO 96 PN 9091 A 10. 10. 1996. VO 96 PN 9091 A 10. 10. 1996. VO 96 PN 9091 A 10. 10. 1996. VO 96 PN 1865. A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BRANCH BOTH WAS A 1896 E BROWN BASE VO 1804. A 1806 E BROWN BASE VO 1806 E BROWN BASE VO 1806 E BROWN BASE VO 1806 E BROWN BASE VO 1806	A - MATATORS ET SENTINDS ACTIVES LOAD Lamble Dam, sumbre de Brusild \$ 2.55. ID. 1996. VOT 96 PN 9094 ACT NO 1996. VOT 96 PN 9094 ACT NO 1996. VOT 96 PN 1996. ROSERANES GEORGES E BROWNE SAM PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF ROSERANES OF AUGUST GEORGES E BROWN PEPINIERES OF ROSERANES OF	December of Particles Anne Land Character of Court of Particles and Character of Court of Cou																				*													1							Section	
DELEGANDA DE SOLUCIONA DE LA PROSENCIA DE LA PROPEZZA DE LA PARA DEL MONDA DE LA PROSENCIA DE LA PROPEZZA Des JOSES NOT SERVINOS ACTIVES (COLA) ROSE NOT SERVINOS NOTAS ACTIVES ROSERATES GEORGES ESTAMONT PER INLERES OF ROSERATES GEORGES DELBARRY (N. 1853) EITH 1 2390 (N. 1863) CONTROLLED WALL ON A MANDELLE ON A MANDE	Day India of Brailia Characters and Andrews Actives (Alia da) Bas. 10. 1996 VOT 96 PN 9091 Bas. 10. 1996 VOT 96 PN 9091 Bas. 200 Span Span Notaria de Brailia da 196 9. 1996 E Blange Acquialition Ourie Sch Span Requialition Ourie Sch Span Republic Votas da 1996 E Blange Acquialition Ourie Manage Acquialition Conference Manage (Alia da) Conference Manage	Des matters at statutures actives and statutures actives and actives at an active acti	_																		Į,					ŀ						2	1									No da		
REPRINCES OF GENERAL PARCES OF GENERAL PORTUGERES OF GENERAL PORTUGERES OF GENERAL PARCES OF GENERAL P	A SEANTING ACTIVES LOAD A SEANTING ACTIVES A SON SAFEN SAGA A SAGA	A SANTIUMS ACTIVES LOAD A METTA OR DE MANA	To a particular services and secondary controlled services as involved and an include a secondary controlled services as involved and as secondary controlled services as involved and as secondary controlled services as involved and as secondary controlled services as involved and as secondary controlled secondary controlle				,	25	2				100	9	193						-	4										4										+16	Immerables	
	Charrenton that I have a face of the control of the	Charrenton thought	Observations Immediate December Action A		Be AT-M. LACE OF ONTO DAME VOG DAMET AND	ot compare voilled a RAFIGMON IN	pota viellevione for in hillowe	STORY OF THE SECURITY OF THE S	A PART OF THE PART OF THE PARTY		B 1093 cf B 1821 en B 3855 /	portant revain de B. 1092	F.V. Chr. Codoppe. no X304	200	3	60	00	(Roshell of author sewatting)	Keterney on more on minoring	IN VENDON ALEX	DE ULTON IN	مو مرود المان			30 M	out I up	Fonstan	Terrana Most	Value Vias	(Audy) du 18	mª Aysolles Nobus a	SK N CZYC DO DEDY	,	Empl 7290 (Mu du)	DELBARD" (N J865)	ROSERAIES GEDRGES	D SA"	ower son equate voice	Eckampe Asquisition	HURSEL OF ME VERSHIFF	13	0	Detas, numéros et patrurs des formelités	1

	1
	Н
	1
	L
	2
	136
	4
	ĕ
	6
	8
€	F
	H
	8
	6
	8
	\aleph

1	E	17	6 3	ŝ	1	E	Ħ	6 0	00	4 4			to i	10 h		d'es	ire.										03	Vro.	100	Section			₹ .	콩	3		П	1	• 2
			d				П	1						ľ		Section				+			H	-	-	-			9567	⊢	1						П	FICHE Nº.	μ.ς
t	1	1	1	1	t	H		†		1	t	t		1		Pi I	N d.			1		_	H		-	L	9089	1086	7	plea dr	-		8	Ŷ	ŝ	Aut		L	
1	8	35	36	DE S	92	80	29	28	26	18 E	0 10	l3	Ħ	8 5		No		P L								i			Line		Reliterance of	1			Н	es fiches		Сошимине	4 P
				Ī				I						Ì		Section		DEPOS DE LA COLOR											+ 10	Adrau	MATEUH					A cardidates		mme	-10
	,		İ	İ	T			t	T		t	t	H	Ť		pie	# of	60 00	20 20									1	+ Maide to Bustle	Adresses (trees of numeros) ou, à défant, Bestedits	manus debe d'immenbles, modèle		No.	3	₹.	Autres fiches A créées su nom de l'intéressé		I	
	ž.	58	\$2	S	8 8	ŧ	47	8 8	ż	\$ 1	2 0	â	86	2 3	3	Por		WORKSON.								ľ	1		Beer	umatrusa) polifius	modálo B)		ç	Ę	8	a l'Intére) BK	
																Section													the							89.		RES	_
1		1	1	İ	T			Ť			Ť	t	H	t	-	y i	ž.			T						ľ	2000	306F	die										. c
İ		ľ	Ť	1	1	1		Ť	T	ľ	T	T	T	Ì			Ī		ľ	T					T			T.				Ť		_		7	ш.	_	0 T
	1	ų				1				(us					(2		_		1	1	L		-15	-		L,		ļ	Immonides				Epx :	- 1		Prénoms : Catherine	NON		# # U 10
4 (1)	Voir formalité Nº	183.		1 B E	Voir fo	SA TON TO SECURE AND AND AND AND AND AND AND AND AND AND	10	à la fiche du mont - arror ile n	'yir formalite No S	S. 40 ABOVOL			a la fiche du MON SAVETIER	Voir formalité Nº 4	100 366 y or 520			ā la li	Voir t	PASSED OF SAF		à la fiche	Voir formality no. J. Jan. No. 30	0,	a fa	Vair fo	JAL A ATTH VOT			2					AVETIER	Cat.	NOM YO		7 0
The state of	malitá	183, B56Vol.		hb du	Voir formalité Nº 46"	TO VO	1	a dar i	malite	O Ance	2		A No eu	mainté	396 Vol.			a la liche du troux	Voir formalità No B	A BEB		6	Haliton 34 acta	1000	tho out	PALIFORM	4884		Detre, numéros et naturo des formellido	- MUTA					191	nown a	0		9 4
And in the state of the state o	N H	ko.		MON.	No P.	CE	2	NO.	200	00.			THON	h oN				mar	No B	n			2 4		'Angele'	nod A	10	l	fires ot pas	TONS ET	Post its fi				-		F		H
1110		N PORY		SPO	a	No.		ANA	2	1 -			SAVE	m	No.			A S		PN			1		SAY	og n	5850		uro des for	ULIABEE	emalités co		ì			Michelle	EI		
THE STREET	me cer	38		a le fiche du MONL SMOEFIER	meme cadre	1	0	100	meme caure	N = 03/1	000		STIER	mame cadra	VEOR ON 4 98			SAUCTIER	même cadra	95P No 9094			No So		A la ficho du mos SAVETIER.	Voir formulité no d flog. même care-	No Ji		mali (de	MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	English L					A	ľ		~ Z
100	×	3	1		die	-	5	12	ā	1		1		en	1		1	_	adra	X		ļ			[]	Apr	Н.	1		8	FORMAJ	1			٥	Amounta			e ~
	A COLUMN	SUN P				Supplied	-															l l	John a.	0			4.4		Observation		JTES CO		né le	- 1					6 0
-			-	1				L				-	1	1		1			-	L			-	4	_			1	ē		WCEERNAJ			1	2000	١.	2		7 0
																	1												hoppromi		Four he formilies concernat in innomities urbains, wir he folies of chosen des immenties dent les effentes dignerat au				1 20		Don't		9 8
			Ī	1				Γ		T	T	1	1	<u>u</u>	S	-		0	Vo	1876	100	00'6	1		20	Voir	4)11.				THOUSEN		ja-	1	a 44		Bibert de		8
			ľ								l		4	a la fiche du Moà	Volr formalité Nº 4	Nov SERY'N'N		à la fiche de beau	Volt formatité n°	fame	I IS HONE OU THOM	OF BOTTOM IN C. F.F.		1 80 1 118 1	à la fiche	Voir formalité nº	1)13. 3. 1956 yol		Date	B. — CHARGES, PRIVILÈGE	dont in a		1	TV8684ZZ	4		4	-	• ×
								١,			ļ			3				die	au gale	1986 Vol.	Cate Pa	0 0 0	1		de mai		11		Dales, cusualnos et seriece	IGES, PRI	TOX Ogs			1			Brandie		μο ω τ
													1	90		ONE BLE		0.044	L	F	1 6	Į.	1.		3. S.H	4110	4804	- 1					1				₩		- A
											ŀ			SAUCTICA	même cade			MAN	mén	19	UNCT I CK	Alone duen	N LL	1	VET'E	ir mėme certre	# No 38		les formation	S ET HYPOTHÉQUES	tybleam D						2	ī	о н
	l		ĺ								ľ	1	1	T)	cades	2		MULTIGH	тето сади	OPETON A 38	13	Alone	100		70	Cartre	28			Sampater							9		7 V 8
						Ī		T		T	T	T			+	Pola -			Ī				2510-1996				· Ret	İ	0				Ì			ш	W		9 ¥ % X
															-	-							35-10-1996				B4-1 10		Observations							1	1953	1	11 12

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	11		g,ordra		SS	5 8	88	59	8	61	2	2	2	8	8	67	8	á	70	72	a	6	74	76	3 8	30	70 2	8	22	ß	82	94	88	88	9	8 8	9 9	2 3	8	98	2	8	8	9	8	8	8	ĝ	102	103	1
	Production Pro		Seetlan										_					L					-		,	1	1	1	-			L		-	-	1	-	-	1	-		-	1		1	-	1	-	1	1	
Seedin Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Lago Pe-da Pe-d	Seatia Pr- dr E Seatia W da Institute Desta, mandre e catino de forcalido	1											_	_			_				1		1						-		,,	12		100									2 1		-	-			-		
Section Pro de Laurenbles Dess, manifest et set sec voir formalité et du l'Ori formalité et d' se fiche d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' a fin fiche d' a fi	Section No de Inmentités No de	MOUSUBL			104	8 8	107	8	90.	10	45	12	18	16	35	16	17	1	19	20	22	12	150	24	200	97	28 5	29	50	22	88	35	94	85	3 5	S 97	20 50	5	2	43	6	1	8 3	8	47	à	\$ 1	5 6	22	20	**
Section Pro de Laurenbles Dess, manifest et set sec voir formalité et du l'Ori formalité et d' se fiche d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' a fin fiche d' a fi	Section No de Inmentités No de	ESS BUR	1	_		ŀ	+							-				-			H	-		-	+	+	+	+		1	-			L		ł	+	+	+	+	+	+	+	+	1	+	+	+	+		
Section Pro de Laurenbles Dess, manifest et set sec voir formalité et du l'Ori formalité et d' se fiche d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' voir formalité et d' a fin fiche d' a fi	Section No de Inmentités No de	AUX (sui		-	151	150	156	167	158	156	1.60	161	163	163	164	165	166	167	168	169	170	177	173	178	175	476	177	178	179	180	181	183	185	184	185	100	1 20	490	190	2 3	103	101	104	196	196	197	108	100	100	1	
A.— MOTATIONS ST SO Deby, manifes et al. 3) GT. II. 1997. Vol. Volt formalité et a. is flore du manife vol. 200 Volt formalité et al. A la flore du 775.00	Learnestes Dess, numérie et attens du formalités 3) GT 11 1997 Vol. 970 N 9753 Volt formalité n 8 même cadre arts fichre du mort. SAVETIER (SAL-3:00 Vol. 9000 P N 32.70 Volt formalité N 9 même cadre à le fliche du maccul SAVETIER à le fliche du maccul SAVETIER	(8)	1			Ī																															1											I			
Day, marker of oil S) C3-11-1997: Vol. Volt formalité d' a' is fluire du reor Volt formalité d' à la fluhe d'a Rivo à la fluhe d'a Rivo	Dest, marker e reture de femalité 8) 07-11-1997 Vol. 97P N 9758 Volt formalité n° 8 même cadre à 18 fiche dus mores SAVETIER (S) 41-3:00 Vol. 2000 P. N: 32-70 Volt formalité N°3 même cadre à la fiche dus mores SAVETIER à la fiche dus mores SAVETIER		plus do			t														Ī					İ	Ī	Ī			Ī	Ī			Ī	Ī	Ī	İ	Ī	Ī	Ī	Ī	Ī	Ī	1		Ī	Ī	Ī			
Dere, manten et cation de foncible 3) 07-11-1997 Vol. 97P N 9753 Volt formalité n 8 même cadre et le fiche dus mores. SAVETIER (SAL-3:00 Vol. 2000 P N 32-3PO Volt formalité N°3 même cadre à la fliche dus mores SAVETIER	DES ACTIVES (with) P. N. 975.8 Informe cadre ANETIER SAVETIER SAVETIER		Immedia						Ī																																										
	Observations .	A. — MUTATIONS ET SERVETUDES ACTIVES (melle)	Dette, numéros et natino des formalités	827EN 97E 104 FEBI.11 FO (8	Voir formalité n' 9 même cadre	à la fiche du mon. SAVETIER				JU.	4	B in tiche du moon - DAVETIER																																							
Incomble .		B. — CHARCES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (1818)	Dates, numéros et nature des formulités																																																
pr 1		(rule)	Observations														f																																		

0.8304P04.0000444680.000 V

-	17	_	- N	5 OFF	144 e	=	Dramber 120	1976		*	Er.		50 64	-	I	lije Loteju	J		П	1	1 34	0	A	Ť	0	Τ		مطا	Socian	1	T	*	**	¥	П		E	
b.,	P	-	-	100	-	6		-	100		00	-		5		Section			H	+	+			+	1420	+	+	38/6	10000000000000000000000000000000000000	$\frac{1}{2}$		1	Q	P	П		FICHE No.	10
1053	344	1111		LAON	4	Sko!		100	1	381		1		Janas.		7		_	H	t	+	6	1	100		+	18.			н		ĺ	ĺ	1	Autre		-	φ.c. ¤.4
(3)	×	2	88	1	ž	Ng.	28		2 5	2	2	×	2 8	2	Ţ.	No Tardn						Tienna	1	PP 8 30	Mark I		PONT	man t		Tre sector	1		ļ	j ,	ichos /	,	Социясыць	~ A
9	-	1	20	1	P	go!	5	10	2 00	1	3	30 2	- 0	ь		Section		II. — IDVOMENTALES RURAUX				H HO	•	1	183		06	01	8	Betterrom mars felam d'immenden, modèle B)					critico s	1	E .	~ C
1657	990 064 F	8301	1000	1	à	4701	1205		1000	S POY	708.2	1019	FSO	2507		7 F						TOOK		1	MS PA	1	Odta 1-8-3-	E 6	Adressa (rest et pumbros) on à défant, lieuxdiss	Si CHOSA		3 1	3	₹	nom do	ł	н	w #8 w
(\$	183,	8	2	8 3	6	5	8		2 2		2	8		3	Ţ.	No d'orde		ā			-	A BR		ı	LINCE IN [HILL 37 AVOING!	1	3	Quarties LE PLAN DU	# de	andado B)		Š į	?	8	Autres fichos A créées au nom do l'intéressé		HYLRES	**
P			P /3			9 . 1	0	4	1	9	5	2	2 2	239		Seedon						380+ WHERENON HOW LA BRAVETTE			1		j.										1	~ *
11011	50.71	11.07	1	2802	VVIC	2842	24.8.2	THE PERSON NAMED IN	北	6	1059	293	203	4202	_	7 ž						196			No.		2001											-0
08.04.14.24.24.04.03.13.13.14.24.00.00	88.38 40.kd	THE PART OF THE PA	The same of	T. S. S. S. S. S. S. S. S. S. S. S. S. S.	26-27-36-23 Sigkon (Audi) in 17-6-40 11 dec	2 84 2 22 24 25 Maywalinan Aprolles was saurus VE 17 22	24 8 26 8 12 14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15		19 ES	4960 11 A168 Eval 915 317 Th	92 4 65 Juxquion 30.11.1996	2851) 3 MI OTHEROID DE MILOMET 18.01 65.05	4203 31.39 3639 Groupement Foncier Agricole du	Trap auras find i ser 74 18 05	36.27.28.29 du 19 1.19.39 Contenant hair sural	17.75.31.75 and the agralles, not a Sugar (auda) who is A&A	8.193024 y unruf 1979 rof 3123 17-13					1		AFSTST4	Auguanis.	1.4.3.4.(18) A 7 9 settember 1997 PH 3/6 8 1 1 Kentration to		imme ubjee				- 4	\$	b	ľ			o • □ 1
660	H	15 Da		2	S 88	15 A	11/2	1	22.5	no n	1	N. C.	(S) ES	25	19 G	25 00	A R	1	+	122	45			+-	-	1	9					Approlitions le				MON		ь и ь н е
3.69.6		MAXMI	_		Row	automo	44	- (26.80	Yn P	THE PERSON	BUTOUR	meerin	at fru	19 1.19	in He	Praise		1	BY BE BRIGHT WHYBERT	ALL LANGE	18.8 TM	ARAM	200	14 Hickory on 29 9 4977.	79,49		9	4			١	,	. 0	200	NOM SOCIETE		4 C :
20.31.3	X	94 5	-	17	de l	neti A	498	+	5	975 2	30.13	de l'on	ant Ton	-aunt	39 0	Shorte	5261	-	1000	TANK	1	MEME	afer	100	Sandy.	Tryma	-	dos, sometro	MINIO	3			,	MA	2			₽ œ IX
7	2.635	3KA 19			1	ralles	A Vale			17 77	1996	STOL	cier B	7.00	nenor	s ,not	Top 3		to hard	MAKAM	TEQU.	HHE TO	1.4	Mound	1.4	1 th		e et natuum	08 ET 88	8 500		chuca		16081	90	CHAILE		N [
DE 1/2	Bux 2.635 680	KE n	0.00	-	100	Manh	4 868 W				ĺ	115	THIO		t bor	Bigu	23 11		10 84 200 France State 1	1	1cv	Ed B	267.0	Jan de	ATT.	1972		Dates, atmaderes et nature des formalité	A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	illide espane		As februar Aging			2		-	o = :
જ	-	MEED	1000	٥	del	DAATTA	W.	9 10				(08	2		DITHE.	an (du	3		00	, -	MAN WE BEN'T RESTAUTE TO STATE OF	WE EROUPENERS THREET BERLIOLE	2 48 000 2/2 my 422 p 20 V my 2/4 wood & / 10	Dail a "One Mount was but should	T	-	5	Š.	ACTIVES			1		ž į	2	ונפרו		, o .
	ŀ	1	-	<u>. </u>	70	VE	Trail.			-	t	t	29.0	R	- Kalen	120	(Went in Al)	+	t	A	-	X	3 77 5	Lech a s	Non	H.	1	0		CILLAND		3	A long	TRACT	1	, L		
					Med of Joh	17.2	Allante po 12/	3					SAR SOA	Se worke 228 #2 64 65	Majorile of ft	T 42	15	:		N DING - TON CHEST THEN HE TO BE THE BEST BOWN OF WAY	Mary Com	400	120	100	Souline	alimo	T)	Observations		DL PERMALATES CONCENTANT LES BERNEURS ES PROCESSANT LES BERNEURS ES RUBAUX. [Part les formalités opponent le formanités existen, voir les faites de cherce des limentailes étant les altreues digment en talienn i).		mate RCS Torritagen	+		4	HORICOLE PEPLANIERES AT ROSERRIE		ev = (
4	F	F	1	2	18 V G.	-	40	1	Į	100 40	lo	69	1	1				12.	E	NA NA	+	+	1	+	1	0 35		F		to supply		Hon			0	N.F.R		7 U
なれる い	的"的"的	10 69		9 10 14	34 15 36 3 3 Baut on	1.32.38	18.23	1.44.43	10.45	the to be high Act to 18 yet 256 He	17 17 19 19	28.14.429	B.B. 7	59.49	58.39 40.41 Doukadone de LOBATOIRE	£ 36.43	Jane 17:09 25 78 18:08	128.5	11.13.24.35 Asla M Aynollea belows assess on	20 21						1		Imperibles		Checon des				1	D.	£ 5 67		w 4 :
	Gunn	Cantag.		4	Boun	Sept. Action	H-Aya	T. Walter	1	124	100		I		Dame	Gras	bank!	مهورد	Anda N	A Property	•	434	104	dive	7	ALC: N	•		_	MIK UBILK	,	E87 058 978 G	ه ا	0	S.	रेव्य		71
84 0	GLOSAND DELBARD " 1866	100		,	DW WO	I Tay	MAC HA	201.01		-		Ewal	deby the 30 min marin	1	ang d	Bank	Low	M. CAM	AVADO	St. Tree	0	4517 0 4517	9COV 4COV. " 7650V. 0 500 1 450	dred de madagage au hora	1- Voyaguan 15.2. 1956 Sminhude	123 Mary 1955 Not 1804 H		Dates, a	- CHAR	AMUN 8		058	1000	di di	-	RAI		0 7 ;
4	BAR	187	D		100 00	Lat la Caraos Hagrano 18	Battle B	Tarren.	d	S/ Val		Eval - 975.34E	30	L de la Saciele	- OB	Wal T	104	100	LEA ha	N K			0.700	2 6000	15.2	200	1	Diese, numéros el meturo des formelisés	CUES, PREJ	OX		E84		1	2 2 2 0	~		
- 200	1	NIEBI	1	1	0	Coll. 30	Man Bar	an an an		236		345	4 /49	acual a	ATOLE	T. Carr	A FET	19.4	Launs.	Take.			20	- Ath	1956	0 18		zature das	TE BGES	E		4	,		A			ω Φ 0 • π •
260	1865	1355	-	1	A Au	Tono.	Sug-	Dummer		(D			9	4	m T P	Same	and to	4	adde bug	N N		١	4074	L dt. B	Smin	H HO		Cormeliste	DAKE 13			(858.2)		d		5	Í	
1-360-080 To Acc - 260-000	-	HE-DY GO COMMENCE OF LELIN TERES AL DESERVICE		The best of the second of the	Tommard de Condut Hynicals		Shinks 30.27 M. Aynytha malanta make me a Biggan chude	Trans.	11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1					Lind ains	0 650 W	84 35 36 33 Baron beautiful Barteer Agreets Du	a long fermes parte	15. 27. 28. 27 Sigsam (Aprile) day 19 -1 - 19 + 1 april ma	18	A	-		1076	B	400 0	38	lo 3		B. — CHARCES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÉQUES				1	1	-	_		~ C p
•	l	17				4	150		0	Rebo	-	+	1	1		30 A	-	-1-		Raport		+				Brank 3	T	0	-				100.00	2957	7	2		• # - 5 × ₽
					-	5001/6/51	WOO LOW	1	40	Reporte DA							The de	MIN NOTES	Ter K	Bapont 3	7					8 TR	† *	Observations						SEE BEST SEE THE TOTAL THE TOTAL LINE OF THE TOTAL THE T	26 7.0	2		# 4 E
						M	m Dut			4>			L		1	4	Repetre 220 25A	30	A		1									!	I		1		<u> </u>	`		
			- 1			10.1					1		_		1	2	288			1.	1	_				•					1		+		_			

	F	Section No du		-	П		p	80 80	p.	B	P	04 T 342	247	7E 29	88 B 3613 H7	70 0 3694	00		74 60 4796	75 6 371	3 3390	1086	200	Soxe & B	2	2	8 1	87	20 8	90	92 91	98	2 2	96	07		2 2 2	5 8 8	108 88 88
	1	H gr d'ordre	-	005		197	-	-	110	ji H	112	18	ľ	1	20	110		17		124	5 126	1 12	믾	18	12	130	15 1	12	£ £	12	146	12	144	-	146		= 1	122	=
	DOMEUBLES BURAUX (suite)	Section	T		-	2 6		25		-	to	-	in de	6	- 2	0	8	4	24		8	1	-	- 6		-	EA 3	6	66 Z	20	E 8	2	F 6	5	5		5	90	7
	S BURA	pile de	1		t	t		+				H	t	+	Н	+	Н	t	H	t		+	H	t	H	t	+	H	+		+	H	+		t	+	+		H
	JK (suid	70° d'ordre	\rightarrow	153	154	156	157	1.58	159	160	161	162	164	165	166	168	169	170	172	175	175	176	178	179	182	16	184	185	187	188	190	191	192	198	195	107 148	198	199	200
	3	Section											Ī	Ī																			T		Ī	Ī			
		1 · 7	İ			Ī							Ť	Ì		Ī		T	T	T		T		T		Ī	ı		Ī		İ	Ħ	Ť		Ī	İ	Ì		ı
		Laurenhios	25 29 20 30	7 25 25 75	C 0003	** 7EK	8 - 19.80	1	13 44 150	1/2 1 25	12 ac 43						-	1	1				\$7.37 54	7		464142	de us					u Seril	200						
	A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (14444)	Detec, numbros et norum des hiemeilités	198 Man & 4156 vol 480 H 1 38	37 38 CEM-VOLDANIA 45 J. 4956 Roberto de	o Till Linear Rilling I T	Tall S Did I			6°) 19 10 1983 V 5720 n 8			OF IL SH JU D'AMENAGEMENT	FONCIER ET D'ETARLISSEMENT	BURAL BOYENCE BLEES COTE		Polyadi See Jose	1	6.) 6 TO THEST & 103 00 12	Partisonnel du 9 a9 1	That de monage de Piene F DE	Sun R 2484 0 0		296 - 48 4 5867 would BY CE		0	JON T. BELL S. B. In THE LAS KUNDER	ondustrion to the state	- 1	St Scotto di PERROTOLO SAIA	3.1.1923 Pur. Pd. 300.000 Ts.	Ш	BHIT - H JE LON - SET LONG S 6 /4	Otherphin achtronie de 5.2.1987	the Bousspoon and a gui concerne	in ristrancher avacta clas mmaubles	9	PODGAT.	-44	Amb House
1		Observations	*	1	Blat GAA	1	- contract		Al make Tone		XH							Aut FA					68- uguan	R		E s twist	al amana	VE 3V	5.			Tracker.				-11			
		Imasubles	ĺ			77.57	١lb	112 de 45			I								43.44.459	1/2 1-45	1			1	1					43440	1/2 da 45	US all	al ada u.S		J. 3 44. 1 (40)	72.2.2	The same of	Ī	
	B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (min)	Dutas, numéros et nature des formalités	Fria & E daak + 19 IE also	5 6 Jag 8	0 10	700-64 JIEER 3 AIL	7,100	lautionnement " Hoursmet	CART 50 6 1 5 00	0 0000	Un profit to CAP ACT observan	DE Estrate Hyperco	Could SCOTTO of PERMITOLD	FIBE 61 B	105.00	k	+	0	FP PARTY FURTH LELES	S sales frameworks	du 223 1973 0	Carro F		Com Scotto de BERROTOLO	n' le 9 12 1917	133 one				6) 13 05 1976 V 1967 50 EL 6)	Personnel dua 15				1 x80" 57-1 2251 50 ET (0A		$\overline{}$	4	In post CRCAILDE las
8304P04 00000003342 000 V	8	Observations				92/10	_ 8	Kadada Ala 83											Rot STA	Rub 151d 2/11/22										3	44.448				10 - margar	01-1-11/0/	The last to hear		
	1.			9			ø	183	_											200																	10		

=	5	5 8	12	# 1	:	5 4	. w	-1 0		a 5	. 10	-	d	ordro No	1	T	T		Mod	ľ	Т	П				Section	1	7	7	7	П		2	- 12
1														Section		1	H	H	-	-	H		H	H	-	+			ŀ		Н		FICHE I	o m 4
t	H	+		+	t		t		t	H	t	-	+	1		-	L		L	L	L	L	L	Ц	1	F.	9	8	8	j	Aut	N.	N 2 2	en –
8	55	¥ 0	2 13	# E	5 8	85 2	3 8	u s	2 23	11 !	2 8	19		mqre No	Ē	- 1	1			l	ì				1		L - J	1			res fiches	1	Com	8 W —
														Seedon	ON STRIBE											Adresse pg. 8	MANAGE A		ŀ	İ	A crééca		- con	76 — CH —
t	i	t	t		İ	t	t	H	t	Ħ	T		1	7 7	DESCRIPTION OF FREE PROPERTY.					N		i				Advance (rues et numéros) pa, à défant, Benndiu	I. — IMMEUBLES URBAINS (Ratiremen mu fishen d'imposition, modifie II)	Ŧ	7	.¥	Autres fiches A créées au nom de l'intéressé	1	古民	4 = ~
ŧ	82	82 3	2 2	\$ 8	2	8 6	2 4	8 8	2	8	8 8	87	- 4	oedro Mo	1											adita (modilie ii)	A Co.	å	8	le l'intére		ES.	4 F
														Section								ì							ŀ		156		_	- E
Ī		T	Ī				T				T		1	7		İ								Ħ						h				* > 0 w
		-	1					62.02.63	82.82.E8.30		12454184	7-E1.31.31.411	H. J. Holler	1234567								1412141A	Chillians.	-France	Immenides				E .	Epx :	Prénoma	N	to	
bar la Thibain & A Gammus	Wante 21 6. 1994 Me Venguon	127 + July 2014 466 261 1 6072		Soula Totales author Harrelles	DW 1/2 de B1421 4 B1427	remage smuth pade 284 205 F	PAGILAPATION LIPPAR (SOZO)	SELECTION OF THE STATE OF THE SELECTION	in the timbure you go	Daylets du 12.7. 1988 souceut	S crip BY to minp min	Boil Burnel a Comp House bow	8861 £ 21 mp man finely all	telet." d88 34 spoi 8 bitth		End: 326 052,656.	B. CH. Kinger	- F (9655) SHARAN (MILLEDITAR	34 Wicel at PENSHENSHENS ES DE	o company of 12. 2, 1988 par la	8. 1 2952 M EENTID BURY	Barilishen du bail & Bang krus	Mr. Usriguan du 12. 7. 1938	421E14 388 H 88818810	Date, meniros et naturo des farmalités	A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	III. — FORMALNIŜ CONCENANT LES BESEVILES BURAVI BURAVI (Pour la formidia ausacues) la incuadida mbala, nel la fidas de chara da imperidas dont da adessos Agustas un dalesas ()		Enx Sieds: MALICORNE COMME	١.	Prisons: GEORGES DELRARD	NOM : SOCIETE CIVILE AGRICOLE	0 1 2	
2	10 v 03		1)		1 5	1 to 34	the same										811	Otherristicas		RHALITÉS CONCES	,	COMMENTAN - Allier	né le	11 .	1	5 6 7	
					Ī	43.64									160645	33 duct									Immehha		DANT LES DE			i		CLESS PEPINIERES ET	9	d = -
1	_		EDE on popula	Awan Lude de	HE Kolymon du 909	9/6 NO 1982 N	4	The way was	F 253 1	133 seen 1	TO SAL	m		On page CRO	WALLS PRET Y'S BLAND	43 44et 82) 12 04 1973 V 59 0 94	l A Bo	Eller Juague ou	Ex 204 1	Jos conf tax	NE 3 1 1927	Coulie SCOTTO DI	Of chide the	Suite de la	Dates, morror	B CHARGES, P	MEUBLES EURAUX		p -	D-				** -
Suite on years			P da B 2486	Jamage de ligas	Jun 909 1982	J. 5.102, 3 15	,	JS 3, 1986	1784 4881	1 acc 83 038 F		DI PERROTICA	Hyperco	CRCAH du lon	801 Armet dia 22.3 -1973	1 590 94		Eller Justin our 30 4. 1984	10	10 Son F		DI PERROTOLO	euco /	Brunalite no 78	Dates, monérou et mirare des formalités	 CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES 	gwest na dadless ()				1	ROSERBIES I	6 A S	
				-	BLAT SAA	Rout SA.	-	5						-	al Citally	Bat sa									Observations							ング	9 10 11 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	۳
														\	8																			

	108	2 0	To T	2 2	8	28	93	8	×	2	9	9 1	8 8	89	88 1	85	88	2	8 8	2	22	3 8	2	76	3 2	75	72	4	70 8	8	67	66	\$ S	68	66	61	5 4	1 0	15	8	55	No d'ordre	T
											1																							L								Section	
															1								L																			11 元	F
	192	100	120	143	168	147	146	145	146	163		NA CAR	150	198	197	195	134	200	131	150	129	328	126	15	124	22	12	120	149	117	116	116	114	15.	111	110	100	107	106	Ŕ	404	d'ardre	TO ME CONTRA
	İ																		İ				İ											İ			İ					1 3	remember actives (1986)
_	+	200	199	198	197	196	195	194	193	192	101	100	8	187	186	184	185	182	2 9	179	178	177	175	174	172	171	170	169	101	166	165	164	6 6	160	160	159	156	156	18	\$	150	d'ordre	(onere)
_	+	+	+	+	+			v		+	+	+	-		1	-		+	+			-	H	H	+		+	+	-	F		+	+	ŀ		-	+	+	H			Section 17	
_	1	+			16	Ц	1	99	L.	107	2		-	Ц	+	+	ļ	J-s	h		Ц	1	ł	Н	+	H	4	4	L	H	4	1	+	15	· 1	14	1	+	1	1		pr de	-
_					6 12	-13		31.72	ď	50.07	018131							grada													R				1				四班中			lozmeub)ea	
	the state of the state of the state of	HE WIND JEE TO WHAT IN	1 - 1 - 1 Oce 31-0	Alber Rub du 86.95 He Variance	9505 JCH JM GEST 4 67 (3)		Oriente un la maria de maria		B 3695/ at do	B. D db HL IN #832 D #627		out division de Bassa /	(8:x 2.192,500F	SAFER (2335)	par la Soc Habbile & la	Me Vension and a Miles	ABMIE OW ST. O. TOWS	B. No. 1	The Sound So J bit 1 . 11 . 16 (\$	4	Burnality on Attack (Rajet 10)	16, 21 Anil 1885 And 95 P = 3893 -		Formulate an Attente . Royal 48	the 21 And was Ald 45P a 3400		TEN MAN - STREET OF THE PARTY AND THE	The state of the s	SOFE - S See Al See Find 18 - 33.08		er dan ben buight and	B, 1053, 1054, 1055, 1058, 1050	Joshant summer ches bestelle	The state of the s	A COLUMN TO THE PARTY OF THE PA	AND AS MARCHANT NO AST - MASO		CAK APA S	Hines distract de 127 to 8th		D'HYERES	Dates, perseiros et patare des fermalités	V MOTATION OF TRANSPORTED AS CARDINATOR V
		1			DK I T								1				- and	- Auto-	Dr. M.		9	36 JA 10		•	THE CHAIN	2	The partitions	Car	Danie danie						1 3							Observations	
							1	1285 b3									1		[4					9.4						47 67						22					43	Immoubles	
1		1000 0	0 1	based on help do B 3690	NAT & HAND YOU WAS ON	TES IN TONGHE	AL OSCAP ON	and and 34 187 187 187 3400		the party - water our designation	F 7 7		c	Formality on Alberta - Sales 415			SERVE OF LIGHTED JUSTIC THE PROPERTY						mana ach Satutuda de passage	b. 6.40.1982 Val 5402 11-15	4	But ween an post de 8 748	DEVINANCE OF STREET, OF STATE		The art of	120 6 10 1982 V 5 102 no 15		Jeptique ou paget de 82486	Deminde d'unique de torse		the same of the same of	510 2 COLD NEEDY OF 9/018	1 6	EDF august de R2485"	m.Fr			Duce, nucles et unure des formités	B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (minu
C		1				1	0	日本 の			0	DE 43.19		- bandsow	Stand Come to	0	Ť	take system		*****	193		PHYDAMA	Appril B.A				The second		Balt 5A			1	TO SECTION		T BUTTO			-	LILY MIDERA		Observations	- Joj

1		8	7 C H	-
461	H		∞ < ⊢	-
eréces au nom de l'intéress	11.11	Y	9 ≰ ч	-
音	Ш	2	××	-
E de		m	× r	
og E		1	84 ES	
4.1				
11			02>	_
			-0#	
		1.		_
_			-00	_
Prénoms :			* 10 to	_
COME	3		U 00 TE	_
ill.	ĕ		0 H G	
	Ē		~ ⊂ E	-
	55		∞ < ⊢	4
	" AS MON		∞ € □	=
	P		н н	-
	0		≺ ⊢	-
	₹.		NE	
	LERES &			-
9	W.		0 Z >	_
.	es co		⇔ 0 ₩	_
			* 4 U	_
	0		• • •	_
١.	5		+ 10 M	_
			60 EM HE	-1
	*		о H О	d
	Mas		7 C H	
1	1		. <	_
-	GS		• d -	_
1	0		××	_
9	20		H E	_
	S		NE	_
1				
	GEORGES YELD A			
	6		480	
	1			
	Ü		~~~	
				_
i	ie.		- m M	_
1 5		1	VI 97 44	-
	1		~ 70	
	7	Į.	702	
1	On.	1		_
	00		- 4 -	_
1	-1	1	5××	
	νĮ		# 4 5	-
			はる質	
11.5		7/1		-

-	18	17	36	15	12	=	2	± ±	5 .		4		-	u =	j.	1,	orque Me	T	1	1	Τ	1	A of		Т	Г		1/1	l to	1	1			Ti	11 -	
	ĺ		Ĩ	-	-		Ī	ľ	,	Ī		Ť				1	Section			-	-	-		-				-	Section		1	Ì	2		FICHE	- 0 # 4
-			-			+	1	+	t	t	H	+		+		+	, ×			L				_				1	FF		١	9	8	Au	No.	******
	8	25	84	23	8	2	8 8	8 8	27	8	22 :	2 12	Ħ	n R	19	- 1	ordre No	Ī	_											L - 1				tres fiches	_ Сошиние	2 × × ×
														T			Section	Cornerson											ou, a	DADME/UBI		1		A crééca	- Septition	4 C H
						1	T	t	T	ı	П	Ť	Ħ	t		1	**	TO WOMEN			ŀ								ou, à défeut, ileanités	L — IMMEUBILES URBAINS (Riffregon see Schop d'immedia, modin	I	7	3	Autres fiches A créées au com de l'intéressé	HYERES	841
	\$	g	10	21	88	\$	8	27 8	. 5	2	ß i	8 8	â	2 2	27	a	No ordro	1 1									Ш		dia dia	A.EWS	1	9	9	l'intéres	8	* F
																	Section														П			18.		N E -
						T	Ī	Ť		Ī	П	T	П	T	T	ì	3					T	T	T		T		T	İ					П		024
			1	32	23.24.25.21 Vente du	27 67 37 35			ĺ		Ī		F							*F.6¢						ă	15.64	Inneshia				- Pr. 1875	報の	Prénoms	×	- 0 7 0 - - 0 0 - - 10 0 - - 10 0 0 -
	9	YE.		30 35	U.S.	5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5			B 4 67	Rust	Researe de	AcR du	21, 23 Have ARSG		da la	Don to	404 5	g 20	Janes .	19.6.1995 \pp 95 P Sasa			BER	X	No W	Man	1981		_			L	4	ĺ	HON S	οπο. ~∈⊯.
	90	X. 1:1		To JERIGNON TO THE CONTRACT	- Ou	57.27.3		i		C	de d	1	Hand A		Bostales	Bu to day (promove	wor a Kyna du 26,1985	asp 3339 Na Venguen	PRIENTINE RECTIFICATIVE	6. 199		Plux AF BURD Some	BERCHON New to 24.12 1906	De 86 80	Me Vemajum nut a King	Acquiblines de 27 3 95	665E 4 56 JM SE 9 FF 14 178 (B	Detes, numéros et metatos des formalité	VIOLET - V		'	Partlyon	galiverne		2	9 4 11
-	TOMENCE	Lily Core	9	2	55ET OF 30	85 Va	1		0	Lauren A	drait s	15-2-4		1	de.	SEDENG!	8	1 65	Rec	5 100		gu/e	od Po	E	No.	0	695	drue et mis	MULATURE TE SHOLLMAN	Pour las for		200	- 1		E P.	4 F
	7.1	ľ		-	SEL	4553			Ja	Maritindes	8	100	E 1	•	titula le	0	6.19	a 16.	n Kce	95 P		200	24.	the Parie	PI	27 3	200	tos das faro	SERVITUE	moditule son		B	CORRECT CAL		ieRe	
Ш	10613 /	l		1	5	XX .A				10	baddoge	A OCH PROPERTY NO. W.	Alek x 38		18	# ACS	28	Shon	BAU	205		5	2 40	de	R	26	55.33	ŀ)BS ACTIO	OF, 1			4		e S	*0# ·
	(04.9)	1	1	2	L	LI.			,	Hor	1	G1181 2/2	38 R		1	'n	\		1		-	1	5	L				_	- 8	(mancables		5.89	Allian		P. Co.	***C
						1 7 3	0					A	Report 49 at		ĺ					JE 16.19.							Star 16.20	Observations		TH FORMALTIÉS CONTENANT LES HOMEURIES BURAUX Estimates from la formation dest les atomes figures es tablem		58r 4558916	1		Perinteres & Rosgraigs	o ii 0 ii 0 ii 0 ii 0 ii 0 ii 0 ii 0 ii
	_	-	1			+	+		-	-	+	+	£ 20 to	-	+	+	H	۰	H	1	4	H		-	-	1 "	1			BINANT de		1				7 U M -
4				1				1	2				10	7													2.30	Inmeables		LES ING	١,	02956			6€RÆS	×M -
	of Vaillet no	Conta	100	- h	au	JA H		1	2		Am. a. Hyurita Val 959 3400	Seat 9'8	Attachie	20 19.6. APR		494	MONEY.	OH H	Beautide	Acts du	19) 23		200	8	3	M	18) 21.4 or 196.95 HA 95P 31] ,	DEUBLIS					æs.	NK.
	13	- SA		1	with the to can a	H VERIGNON	1	10:00	18.		Hauri	240		6. 10		JUN LAW JOH SENT HEH	1850 1892	Holit du	Tide	the dis	13) 23 Aug 1876		4676 B 2658 B => 4840	Secretate	Me Vergion not a	Aute on	404	P	B. — CHARGES, PRIVILÈGIS ET HYPOTHÈQ	S BURA				Ι'	DELA ARD	6 Z A -
4	n	VETI		SAMBAR TITLE	Vale	H plan			183		24	7	Mitheontive			ASK.	1	4		15 2 MSG A WERM	B-36		B 36	de	on A	273.	19.6	Detas, trimoštys of zerture des ferrusārķi	JES, PRIV	omes figur					R	* o # -
1		18 7		-	6	10	THE MAN PROPERTY AND ADDRESS.		15 84 wel 237 40		Sol	HE' VERIGNON	Callin	E 877		197.4	HEOF ELOY	parceller & House	direct du	38	1	18	18	b ato	at a	2567	95 1	anture des	TABCES I	an eab			ŀ		*	* 22 24 -
	113 1953	6 9	10	VEND	4 1	12	-		23		826	Non	6	'n.		198	1100	1 8 W		H & WE	ASON NO 38		36	Sec.	3	Ŋ	25	Servanithis	DALK AS	O TRO				ı	<u>e</u> .	o d d -
1	953	COOL SAVETIES N 4 2 4 1850		8	de las	20 12 1513	TOWN.	11	1010x		WHE S	Met		S156			Sport	Ort Ames	Jama ac	RIGHEN	038		¥.	B Can	2		3400		тивория				10		7	8 4 1 -
	+	0		3		1		0/	R	,		Ť	T_	56 Nove		1		-9	T	MAY SE JAN	Repor			1	1		JA 16.20	g	1					Ц	00	9 #
						ودار عاد داء	Of the	100	3					20.42			ŀ				Report 194					١	6.20	Observations						П	Ŋ	12 × X -
_		1	1	7		7	1	-5	-		-	_		100		_	1	_	_	13	1	_	_	_	1		II s		1	r.:		1		1.5	<u>*</u> //	
4			_		-		-			_	_							-	-	-			_		_							_		_		_

ı		
ı		
ŀ	_	
ŀ	,	
ŀ	,	
K	K	
Ľ		
ŀ	à	
Г	Б	
k	-	
k	Ξ	
Ľ	Ξ	
٠,	=	
è	=	
ĩ	ī	
t,		
d	9	
4	-	
¢		
ς	Ξ	
ς	_	

Section 199 de la Company de l	Section (Nº 40 a) Section (Nº 40 a) Immediates (Nº	_	103	102	101	8 8	98	3	g	8	£	28	2 2	2 2	8	8	3 8	88	9	88	23 8	8	79	78	3 2	1 2	7	73	7 :	2 6	3 8	8	67	66	65	2 1	8 2	2	66	59	£ 12	2 8	×		d'ordre
100 100	Section Part Part Installed Inst						Ī									j																			İ										Section
Section We do Lancables We do Lancables Lanc		9	Ī		Ī	T	t	Ī	İ				T	Ť	Ħ	Ť	Ť	t		1	Ť	T			Ī	Ī	П	T	T	Ī	Ť			1	Ī	Ī	T		İ	T	Ť	П			pien du
Par De Contra Para Para Para Para Para Para Para P	150 Section 18th Immediate the patrick of the first of th	Ξ	Ē	151	150	5 8	147	8	8	166	169	163	16	100	188	187	2 15	184	155	120	181	129	16	127	136	1	É	Ŕ		9 5	1	117	116	115	1		112	110	109	8	9 8	i iĝ	104		i
## Contact Part Installation Part Installation Part Installation Part Installation Part Installation Part Installation Installatio	2 SAVETTER N. S. J. S. ASC. B. SAC. B. SAC. S. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. B. SAC. S. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. J. S. ASC. B. SAC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. SAVETTER N. S. S. J. S. S. ASC. B. SAC. B. SAC. S. SAVETTER N. S. S. SAVETTER N. S. S. SAVETTER N. S. S. SAVETTER N. S. S. J. S. S. ASC. B. SAC. B. SAC. B. SAC. B. SAC. B. SAC. B. SAC. B. SAVETTER N. S. S. SAVETTER N. S. S. J. S. SAVETTER N. S. S. J. S. S. ASC. B. SAC. B	_																							1												9							_	Section
### Immidia 1	Base 31 37 the age of the ac state to the st															1																													
10 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	The mander of the state of the	_	F	100	8	197	196	195	194	193	192	191	19 5	8 8	187	186	18	188	182	181	180	178	177	176	175	178	172	12	110	8 8	107	196	166	100	6	600	200	1.59	158	157	2 2	154	153		
1	Marca Verse de cidade partir de la constante de maria de la constante de maria de la constante de constante d					1	Ļ						1	1	Ц	1	1				1	L			1			1	1		L				1	-				1	1	Ц			_
	Branch of Ser a 161 Rock Verse de 162 a 161 Rock Verse de 162 a 161 Rock Verse de 162 a 161 Rock Verse de 162 a 162 Rock 1 1986 (la 186 a 162 Rock 1 1986 (la 186 a 162 Rock 1 1986 (la 187 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 182) Rock 1 1986 (la 1876 a 183) Rock 1 1986 (la	_					<u>_</u>		L		Ц		1	ļ	Ц	1						L	Ц		1			1				L		16				L	ļ		ļ				7.7
Browner of some of consider of the source of	Ban make of safe a Joss Race s branches Recent years of safe a Joss Race s years years of the land a Joss Race s years of the land a Jose Race s years of the				8 /												N. SO												,	14-46	11 11		13	163ar	7000	2	- 11 -h					t	15	24 36 37	Inateshies
	Observation Observation of Prof. 18 April 19 Apr	SENY O PHOMES SAUTHON BY	Concellated on water char	Me Herigam du 15.8. 1956	88 # 108 YOU 956Y 6.ER(14		County Services	Emo Jago (hua da)	E 264 8 36 3	CT 3501 Chows VOILLET HO		SAVETIER Nº 1 3.2. ASSC	carrivina de :	meme acta Echamae	27 25 10 1996 NOT 96 PN 9091		0 5600	O Department of the latest of	SORE & LOSE & ME ESTE &	contenant divition de	Hyeres du 88.9. 1996	Г	TOT N 196 JON 9687 OF SP (98)	7	2	1 de 7 1428	En & 3389 et & 3390	Bakemark direction de B 1424	Acte on 24.9 . 1993 de Kogueber	Colo a la colo de la c	100 11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		19.8-1988 Val 807 10 7727	desiliation do bail political	Ticle du d. S. Caso, I a Michael	2 1000 H	24" 2 9 1996 Val 96P - 8 - 8 - 8 - 8 - 8 - 8 - 8 - 8 - 8 -		2 No 1017	13	d at . A divas	Atod & 12m		The shad sale and sale and sale	Dates, numéros et pature des ferpulités
Innerable		97178																																					. 0 0.	Flor Judge an Me 8 2000			10 8 JAN 14 35 1	520 000	Delce, autodote et naturo des formuliaje
Dear senten i mont de lambie Pal. 520 000 ac. 3 Old Judgu au 10. 2 Old Judgu au 10. 2	The area of seconds of seconds of the second of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the second of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the seconds of the second of the	G																																						1					Observations

18 17	16	12 2	. A.F.	-	_	_		-4 0					10	Me Me		TT	T	T	ble A	1					1 50	1			_ 1	11	175	
	1	ľ				1	-	1		Ť	1			SC COLOR	1			L							Section		*	No.	₹		FICHE	~ 0 8 4
H	H		+	H	-	+	H	+	H	+	+	-	+	-											ph da		ę	Con	ç		No	. 70
Ш	Ц			Ц				_		Ц			-	7	F		Ī									(Bather					2	- = m —
8. 8	2	82 8	2 2	g	18	2 2	K	2 2	2 23	12 1	8 8	19	1	nuqua No	1				l			į			١.	— 1163 — 1163	ļ				ommu	იძი — -
			ì								ľ			Section	MECHAN						П				an, a di	COROR		L			8	~ < = _
								Ī	Т				1	No de	DOGGUEURS RUBAUX										Adrams (nos et numéros) on, è défest, Benzöbe	l. — IMMERIKES URBAINS Alfanece ou Scho Chansables, modés B)	*	ž	3	Autres Schen A crédes en morr de Frankreich	走	
2 2	85	\$2 E	E \$	£	23	8 6	2	2 2	2	6	2 28	9	100	No ordre	KOX										adding (MINS BNILA	?	Å	7			*F —
											Ī			Section							Н										ERES	N E
+	H	+	+	Н	+	+	Н	+	H		+		+	. ₹ . ₽		⊬	+	H	H	-	H	+	+	+	H	1						- ×
+	Н	4	1	Н	Ц	1	1	H	H	Ц	+	Ļ	13	B	Н	4	H	H	H	-	H	+	1	1	H						Ĺ,	- 0 H —
	ı	Ŋ				9h - 3H	43-44								19. 8A		ŀ		l			1	ŝ	huszables			1	ę,	Frenome			* # # —
9 1	Ile	2 5	-	1 0			E.	-	+	Chu.	1=	0	S.	+ •		Im	7.	19	S	m	Ρ.	D\	3)	<u> </u>			9			MON		* * * —
DO THE TOWNS WINDS THEK STORY	-	DOTAL AND THE AND THE AND	1	0.0	this has notice	N. Y.	3) 21-08-201 Pet 2018 BLID			3 28 - 1 3 M	4 2 2 19 18 ak sen	Par la tilistaire a pris response me	it de	9661 E 33 NF 31H36	2005 - 10 - 10 10 10 10 10 - 10 - 20 20	Eurol +290 / hue de	E.91	at som éhouse	SAVETIER NO L B. 2. 1950	Echlomor Alemotion o.	a. Huena du 98.9. 1996		3		-			Charles some	A A	NOM . TEPINICRE)	7 C H —
Warry	STIE	414			-0	۵.	9-9-		20		2848	100	ADRO 18	23 11	1356	Y	1953	chou	TIE	200	No.	96	to lease up as Prans A	Dates, 2000	- MUTA			-	AFF	9		v 4
KIMI	1	5	Lucky of	5		8.9	110		25 and fo	848	1	THE O	net	9	1	062	W	6	70	AB		5	200	eros et p	CONS	Pattr iss		3	2			4F —
1	211		H	-	5	30	100		250		Appeara	130	trut.	996	3660	D.L.		קסור	0	mo_t	8	7	5	atom of	T SERV	formalité		3	(7 27		× E —
TEN STATE		2	11.6	0	100	0	29 10		n fo		PEL	9019	-	1	0000	P		NOILLET	23	3	9	5	20	nundros et manos des formálitic	TUDES	empoling EL		3		Ŋ		•a> —
23	6 5				0	9	345	Ι΄	1		April Pril E 68181D	LE A	ORE	ľ		r		MAD IS	19	ρ.	996	1	000	Ī	MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES	F 3	-	3		Ģ		- 80 - - 25 -
E	UP.	7	1		_			H	1		Б	F	Н	1		+	H	į.	Ď	Н	-,	*	0.1		-	RMALI.	# E	3		- 1		- uou —
		1	İ		-	1-3 PM	ALL ALL			ĺ	ļ.		1	1:	200	J			i		ľ		A	Observations		TES CO	0	֓֟֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓	-	SO		
	ı						4							43	ā.								36	ilona		INCERI our los fic				卵		ა⊣ი 《 ⊲⊂¤ —
T	Ī	T				П			Г	Г	T	Τ		Ī	П	T	Ī	T			П	T		in a		T LINE			1	ROSERAIES		• <
1	1								ļ	L	-		L	-		-	ŀ							Immedia		III. — FORMALTIÉS CONCERNANT LES IMMEURLES RURAUX. (Pair les factes de channe de lementhe dessitée de la desse arbites, roir les factes de channe de lementhe dess les desses						×#
																					ı				p I	IBILES I	1		H	GEORGES	_	9 E —
																					1			Dates, numéros	— CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES	SURAC Su salar				20		- 4x
	1																							márce et	197 PRI	ang) ang			П	ű		- 80± - 0
	J			П								ı			ł									p magne to	VILEGE:	figurest au tableau						
	1	1	i						1						H	1					1		1	des formalist	5 17 19	dies I	Ì		1	6	,	w to =1
	ļ														Н									E C	RELOAD						7	лсн — » -1 с —
																									Sand			ļ			-	» <
																								8			1		1	00		• 4
																								Objestvations						0] :	: < r —
1									L	_														_				_		L	1 ,	- ¥ ×

COMMUNE: HUNDA	SEC	SECTION. B No du PLAN: 1944	10 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	DE NE NE NE NE NE NE NE NE NE NE NE NE NE	M A B C D Z Z G H I W A S T U W W A S T U	NE NE
L — DÉSIGNATION DE L'IDMEUBLE		III. — FORMALITÉS CONCERNAVI L'IDDRUBUE DÉSIGNÉ CI-CONTRÉ	KANT LYDONGUE	THE DESIGNE OF	CONTRE (on les lots le composant)	
		a. — Mukanons seruntyra anonanum — a			 B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES 	
	Immenhle tetalité en lote	Dates, numeros et nature des fermilités	Ohacrasions	Immethle totaldé on lote	Detes, numbros et pature des formalités	Оранглация
		1 1812 1686 - Burnie - 1		C7 81 B	SECH 1981 20 755 P WELL 63 (1	Pulout J.A
De 312 312 312 52 62 151 570 8		P. V. du soudsethen n 3538				-
18 in Es Val 5741		المعالمة والمعالمة الما			Common of described a	
		r			letterer pur both dr B.	
 II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots on appartements) 					41.05. 11.03. 11.01. 11.00. 11.00	
	1	La SAFER Promoce APM			1 . 94. Ropping of switch deviation	
Proposition of the state of the						
nature du lot		mome stade		Lake E. In	-	By of A
10 00					なる 大田の子	-
NO 64 DWH ST 64 3564	7.3 de	Stat Migre 1 35br may 6.7 (1	Rudont	84648	LISAtion le 1882. Simetrole	
מושים שינו פון	B Jour Jane	Hr fermon du 6, 2 1986	-		م مروسه	
1 0 50 Dw. W.	defa dest	Common de devidede				
100 M. W.	Mak. Mar	draft de Laurana armant			Campa de de	
LLOW Dur. In	1486 APAR.				numagament d	
74 5 Dur. 6-	189, A210	-			Rigion Premier h Titre.	
Dir. 100						
	82561	3) 2 6 1995 Vol 95 P 4524		B2564	14 Janaice 1984 lot 5835 1 15	
284 04 5	\$175 MATE			-256C	White of Takens du G 12.	
DW Same	b) is	6		/	Delat de liea	N
2 9 8 8 Div.	9			100	low of Adz	
Summe					du 19	
F 164 7 1 3		4 25. 5. 1954 J. 25 1		/	16	
B 2562 531 84		3			1	
2363	B2563	1505 NGSE JON SEEK OF SEEK		1	\ \	
15 00 T H 3 21	B3806	Acte me version months a				
18/62 14/16	B 380-7	Huene du Se a ligge				
M B 15 66 0 13		contemant dividual de				
1 1 55 By 1 29 52 B	Öl	3086 4086 5 na 1828				
14.44	4		1			
37 1/2 1865 15. 88CM						
						,

٠] _	→ Numbros	. 1		, u	8	I		84		T	5		I	Ė	I		В	I		I	3
	so Bilamen	o l	F086B																		
165	to Escalus	380	86) (3)							1	1	Ц									T
MOSION.	e Ringe	3	#		 \vdash	-	-	-	H	+	4	-	-	1	+	4	-	1	-1	-	+
RNT (Désign	poloces poloces principales on mature dis lot	Ma Charles	मिक्व म्वर्										i								
antion des	o. Milbèmes		1 1		Ц											Į.					
LOTISSEMENT (Désignation des lats ou appartements) (suite) Numbre de 6	Ransignements complementsires	dinama & B. 2563	4958B 11 043																		
	Immeuble totalité on lots	Ì								Ī											Ī
A. — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (1984)	Dere, noméres et nature des formuliés																				
	Observations																				
	Immeuble totalité on lets																				
B. — CHABGES, PRIVILEGES ET HYPOTHÈQUES (1866)	Dates, numeros es naturo des fermalités							**													
ate)	Observations										Ī										

B Note Plan: 3806 Note: Louisement Agricol LA BRINETT	100	۰	4	=	-
THE PLANE SECRETS: LOUISEMENT AGRICULT LA CORRESTE LA	U	,,	1	-	-
3306 Aug. Collisement Agricol LA BRING.	공		×	Ħ	
3306 Aug. Collisement Agricol LA BRING.	말		ĸ	۲	
3306 Aug. Collisement Agricol LA BRING.	PL		2	E	_
SOC Note: Louisement Agricolo. LA BRING.	2	_	_	_	_
SOC Note: Louisement Agricolo. LA BRING.	N	۱.	2	>	_
Ship: Collegement Agricol LA BRING	N.) 	0	9	_
Ship: Collegement Agricol LA BRING	Õ		4	0	
E: Collegement Agricole LA GRIVET	0		ø	¥	_
illement Agricol LA BRIVET	Ħ		bel	M	_
illement Agricol LA BRIVET	130	(n	co	-	
illement Agricol LA BRIVET	5	۰,	н	ດ	
ME Agricol LA GRIVET	2	P 4	ď	×	_
ME Agricol LA GRIVET	6		4	, ,,,	_
ME Agricol LA GRIVET	2	w	#	_	_
L Agrice LA DRIVET	20		×	ps;	
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	ځ		4	۲	_
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	(1		64	E	_
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	7				
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	7		_		
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	7				
0 1 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	C		z	>	
100 A A K	8	14	0	∧ B	_
100 A A K	door	٠ خ	N O P	A B C	
100 A A K	9	2	N O P Q	A B C D	 -
100 A A K	meo e	200	M O P Q H	A B C D M	~ ~ ~ -
100 A A K	wood LA	2 3 0 4 5	N O P Q H S	ABCDEF	~ ~ ~ ~ ~
	wood LA	2 20 4 5 6	N O P Q H B T	ABCDEFG	
	WOOK LA IS	1 20 0 4 5 6 2	N O P Q H S T U	D M F G	
	WOOD LA IUK	1 20 0 5 6 7 9	NOPQESTUV	D M F G	
3 4	wind LA でな事	2 20 4 5 6 7 9 9	NOPQESTUVW	D M F G	
	いかのでしている。	1 20 4 5 6 7 8 9	W A n L S H d	DEFGHII	

														2 8 4 5 6 7	E dinguis de la la la la la la la la la la la la la	Pinned pilotes Remedigirements complémentaures	Namira de	II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots on appartements)		duration de B 2567	(WOIR FG SOUS" BY JOH		1 ha 68a 46ca	L — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE	COMMITTINE: TYPE OF THE STATE O
			Ī																	P 380-7	Bases	D-4567	Immedhle totalitá eu lois			SEC
				24, 8ct 20V =	2.9 Jass.	at son orse KERNANET nu la	PAFIGNON IN W. 17.11.1959	1953 6 .	An one volues no lo 16.3.	CONCERNO DE LACOL	Vente du 19.2 COO HE EXETEME	2) 17.3 On. Vod Pass Pa =3 220		propuetous	Son you Voillet need 163 1953	SAUSTICE net 3. 2. 1850 W	B 3807 F086 B	82567 em 83806	Contemant division de	3667 6 36 mp origin	Acte Me Verionom Notania a	025 Ja 1996 Vol 96Pr 9091	Datos, parminos et mature des franchibles	A. — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES	III. — FORMALTIÉS CONCERN	SECTION: D No du PLAN: 2806
											very .	DJOC AT			 							· Vie 2	Observations		ANT L'IMMEUN	E
															I								Immeshle totalité ou lots		LE DÉSIGNÉ O	o lisement
											exer man un m-8-soo	10.8 199.8 Ju 35.7-13.50	+ Acc +	chee her le 16.3. 1953	3.2. 1950 of VOILLET SON	Combia 4 SAVETIER No Vie	etide m	Au profit du CAM du vos	0 G85r ar	demisis me Verignon du la	Burition de below de	307 of 158 Jah 1867 7 31	Detas, anastros el naturo des formalités	B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTEDQUES	III FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEGIELE DÉSIGNÉ GI-CONTRE (on les lots le component)	Agricole LA BRI
									1													Reliand	Objectvalegasi			而二

N° d'ordre : 1 Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE Rédacteur : NOT BOUDRY CHRISTOPHE / HYERES Date de dépôt : 30/10/2003 Domicile élu : HYERES Référence d'enliassement : 8304P04 2003V4096 Date de l'acte : 10/09/2003

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2003V4096 :

Débiteurs Droits		Immeubles	2 RAFIGNON	1 KERDANET	Numéro Désignation des personnes	Débiteurs	BANQUE POPULAIRE DE PARIS	Numéro Désignation des personnes	Créanciers
HYERES	Commune				rsonnes		AIRE DE PARIS	rsonnes	
B 3803 à B 3804 B 3806 B 3866	Désignation cadastrale								
	Volume		17/11/1959	02/09/1959	Date de Naissance ou			Date de Naissance ou N° d'identité	
	Lot				ou Nº d'identité			ou Nº d'identité	

Montant Principal: 32.000,00 EUR Accessoires: 6.400,00 EUR Date extrême d'exigibilité: 10/09/2008 Date extrême d'effet: 10/09/2010

Complément : intérêts 6,9222 %

Nº d'ordre : 2 Date de dépôt : 12/05/2005 Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE Rédacteur : ME LATHOUMETIE BERNARD / TOULON Domicile élu : TOULON Référence d'enliassement : 8304P04 2005V1664 Date de l'acte : 12/05/2005

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2005V1664 :

Numéro Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'i
DI BONT NATUALITE	

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2005V1664:

Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes	personnes		Date de Naissance ou Nº d'	ou N° d'identité
1	RAFIGNON			17/11/1959	
Immeubles	Š.				
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		HYERES	B 3803 à B 3804 B 3806		
			В 3855		

Montant Principal: 35.000,00 EUR Date extrême d'effet: 12/05/2008

Complément: Hypothèque judiviaire provisoire prise sur les droits appartenant au débiteur en vertu d'une ordonnance sur requête rendue par Monsieur le Juge de l'exécution du Tribunal de Grande Instance de Toulon le 3 Mai 2005.

Référence d'enliassement : 8304P04 2008V2552

Date de l'acte : 03/07/2008

Date de dépôt : 11/07/2008

Nº d'ordre: 3

Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR Rédacteur : ADM TP HYERES / HYERES

Domicile élu : TRESOR PUBLIC à HYERES

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2008V2552 :

Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	TRESOR PUBLIC	
Débiteurs		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	KERDANET	02/09/1959
2	RAFIGNON	17/11/1959

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2008V2552 :

Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		HYERES	В 3803 à В 3804		
			В 3806		
			B 3855		

Montant Principal: 7.755,00 EUR Date extrême d'effet: 30/06/2018

Date exheme dener . 50/00/2010

Complément: Inscription prise en vertu de plusieurs avis de mis en recouvrement le dernier en date du 30/09/2007

Nº d'ordre: 4 Date de dépôt : 21/05/2010 Rédacteur : ADM TRESORERIE / HYERES Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR Domicile élu : HYERES A LA TRESORERIE Référence d'enliassement : 8304P04 2010V1628 Date de l'acte : 31/08/2008

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2010V1628 :

Créanciers Numéro	Désignation des n	ersonnes		Date de Naissance
Numéro	Désignation des personnes	ersonnes		Date de Naissance ou No
	TRESOR PUBLIC			
Débiteurs				
Numéro	Désignation des personnes	ersonnes		Date de Naissance ou No
	KERDANET			02/09/1959
	RAFIGNON			17/11/1959
Immeubles				
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		HYERES	B 3803 à B 3804	
			B 3806	
			В 3855	

Montant Principal: 15.923,76 EUR Date extrême d'effet: 30/06/2019

Complément : Prise en vertu des rôles mis en recouvrement dont le dernier le 30/09/2009

No d'ordre: 5 Date de dépôt : 26/08/2010 Rédacteur: SCP BOUDRY/HYERES Nature de l'acte : RENOUVELLEMENT de la formalité initiale du 30/10/2003 Sages : 8304P04 Vol 2003V Nº 4096 Domicile élu : HYERES en l'étude Référence d'enliassement : 8304P04 2010V2724 Date de l'acte : 25/08/2010

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2010V2724 : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE du 10/09/2003 de Me BOUDRY

Désignation des personnes LA BANQUE NATIONALE DE PARIS	PARIS Date de Naissance ou
	Date de Naissa

Date extrême d'effet : 25/08/2020

Complément: Renouvelle l'inscription prise le 30/10/2003 vol 2003 V 4096. Sans changement.

No d'ordre : 6 Date de dépôt : 11/04/2011 Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE Rédacteur: ADM TRIBUNAL DE COMMERCE / TOULON Référence d'enliassement : 8304P04 2011V1605 Date de l'acte : 16/12/2009

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

Nº d'ordre: 7 Nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 11/04/2011 Sages : 8304P04 Vol 2011V N° 1605 Date de dépôt : 24/06/2011 Domicile élu : TOULON CABINET ME INGLESE AVOCAT en l'étude Rédacteur: ME MARIN Inglèse / TOULON Référence d'enliassement : 8304P04 2011V2400 Date de l'acte : 24/06/2011

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2011V2400 : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE Me INGLESE-MARIN avocat à TOULON

A REAL PROPERTY OF THE PROPERT

Montant Principal: 8.447,27 EUR Date extrême d'effet: 11/04/2021

Complément : Sur ses droits indivis. En vertu de la grosse d'une ordonnance de référé rendue par le Tribunal de Commerce de TOULON le 02/12/2009, signifiée le 16/12/2009. Régularisé par bordcreau rectificatif concernant le nom patronymique du débiteur, lire : RAFIGNON.

Nº d'ordre: 8 Date de dépôt : 23/11/2011 Rédacteur: ADM SIP HYERES / HYERES Nature de l'acte: HYPOTHEQUE LEGALE Domicile élu : HYERES BX Référence d'enliassement : 8304P04 2011V4207 Date de l'acte : 31/10/2011

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2011V4207 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	rsonnes		Date de Naissance ou N° d'	d'identité
	TRESOR PUBLIC				
Propriétair	Propriétaire Immeuble / Contre	ń			
Numéro	Désignation des personnes	rsonnes		Date de Naissance ou N° d'identit	d'identité
-	KERDANET			02/09/1959	
2	RAFIGNON			17/11/1959	
Immeubles					
Prop.Imm/Contro Droits	ontre Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		HYERES	B 3803 à B 3804 B 3806 B 3866		
			B 3855		

Montant Principal: 10.419,00 EUR Date extrême d'effet: 30/06/2020

Complément : En vertu de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29/12/1958 et de divers roles et AMr le dernier en date du 31/08/2011.

Nº d'ordre: 9 Date de dépôt : 26/08/2013 Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR Rédacteur : ADM SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES / HYERES Domicile élu: HYERES AU SIP Référence d'enliassement : 8304P04 2013V2907 Date de l'acte : 31/08/2012

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2013V2907:

Creanciers		
Numéro I	Désignation des personnes	Date de Naissance ou No d'identité
	TRESOR PUBLIC	
Propriétair	Propriétaire Immeuble / Contre	
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
_	RAFIGNON	17/11/1959

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2013V2907 :

Immeubles				
Prop.Imm/Contro Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
	HYERES	B 3803 à B 3804		
		B 3806		
		B 3855		

Montant Principal: 7.666,00 EUR Date extrême d'effet: 20/08/2023

Complément : Prise sur les parts et portions en vertu des rôles 03301 mis en recouvrement le 15/10/2012 et 22101 mis en recouvrement le 31/08/2012.

Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE
Domicile élu : HYERES au SIE

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2015V3404 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	ersonnes		Date de Naissance ou N	u N° d'identité
	TRESOR PUBLIC	O			
Propriétaire	Propriétaire Immeuble / Contre	re			
Numéro	Désignation des personnes	ersonnes		Date de Naissance ou N	u Nº d'identité
1	RAFIGNON			17/11/1959	
Immeubles					
Prop.Imm/Contro Droits	intre Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		HYERES	B 3803 à B 3804 B 3806 B 3855		

Montant Principal: 16.510,00 EUR Date extrême d'effet: 29/09/2025

Complément : Sur ses parts et portions. En vertu de rôles d'impôts dont le dernier mis en recouvrement en date du 30/04/2015.

Nº d'ordre : 11 Date de dépôt : 29/08/2016 Référence d'enliassement : 8304P04 2016V3062 Date de l'acte : 12/08/2016

Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rédacteur : ADM SIP HYERES / HYERES Domicile élu : HYERES AU SIP

Disposition nº 1 de la formalité 8304P04 2016V3062 :

Créanciers			
Numéro Désignation des personnes		Date de Naissan	Date de Naissance ou N° d'identité
TRESOR PUBLIC			
Propriétaire Immeuble / Contre			
Numéro Désignation des personnes		Date de Naissan	Date de Naissance ou N° d'identité
RAFIGNON		17/11/1959	
Immeubles			
Prop.Imm/Contro Droits Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
HYERES	B 3803 a B 3804 B 3806 B 3855		

Date extrême d'effet : 12/08/2026

Complément : Sur ses parts et portions.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 16/01/2019 AU 06/02/2020

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
22/08/2019	HYPOTHEQUE LEGALE	01/08/2019	TRESOR PUBLIC	V03367
D14465	ADM SIP HYERES HYERES		RAFIGNON	

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 26 pages y compris le certificat.

Maître AARPI PLATON/MAGNE/TURNER 6 RUE MOLIERE 83000 TOULON

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE TOULON 2 171 AVENUE DE VERT COTEAU 83971 TOULON CEDEX Télécopie : 0494039529 Télécopie : 0494039587 Mél. : spf.toulon2@dgfip.finances.gouv.fr

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

_

Date: 11/02/2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 8304P04 2020H4640

PERIODE DE CERTIFICATION: du 01/01/1970 au 06/02/2020

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

		69	Code
		HYERES	Commune
B 3855	B 3806	B 3803 à B 3804	Désignation cadastrale
			Volume
			Lot

FORMALITES PUBLIEES

Date de l'acte : 25/08/2010 4P04 Vol 2003V N° 4096	date de dépôt : 26/08/2010 références d'enliassement :8304P04 2010V2724 Date nature de l'acte :RENOUVELLEMENT de la formalité initiale du 30/10/2003 Sages : 8304P04 Vol	date de dépôt : 26/08/2010 nature de l'acte :RENOUVELLEI	Nº d'ordre : 5
Date de l'acte : 31/08/2008	références d'enliassement :8304P04 2010V1628 LEGALE DU TRESOR	date de dépôt : 21/05/2010 références d'enlias nature de l'acte :HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR	Nº d'ordre : 4
Date de l'acte : 03/07/2008	références d'enliassement :8304P04 2008V2552 LEGALE DU TRESOR	date de dépôt : 11/07/2008 références d'enlias nature de l'acte :HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR	Nº d'ordre : 3
Date de l'acte : 12/05/2005	références d'enliassement :8304P04 2005V1664 JUDICIAIRE PROVISOIRE	date de dépôt : 12/05/2005 références d'enliassemer nature de l'acte :HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE	Nº d'ordre : 2
Date de l'acte : 10/09/2003	références d'enliassement :8304P04 2003V4096 CONVENTIONNELLE	date de dépôt : 30/10/2003 références d'enlias nature de l'acte :HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	Nº d'ordre : 1

nature de l'acte :HYPOTHEQUE LEGALE		N° d'ordre : 9 date de dépôt : 26/08/2013 références d'enlias nature de l'acte :HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR	Nº d'ordre : 8 date de dépôt : 23/11/2011 réfé nature de l'acte :HYPOTHEQUE LEGALE	N° d'ordre : 7 date de dépôt : 24/06/2011 référe nature de l'acte :BORDEREAU RECTIFICAT : 8304P04 Vol 2011V N° 1605	nature de l'acte :HYPOTHEQUE JUDICIAIRE
rétérences d'enhassement :8304P04 2016V3062	références d'enliassement :8304P04 2015V3404	références d'enliassement :8304P04 2013V2907	références d'enliassement :8304P04 2011V4207	date de dépôt : 24/06/2011 références d'enliassement :8304P04 2011V2400 Date de l'acte : 24/06/2011 nature de l'acte :BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 11/04/2011 Sages : 8304P04 Vol 2011V N° 1605	ICIAIRE
Date de l'acte : 12/08/2016	Date de l'acte : 30/09/2015	Date de l'acte : 31/08/2012	Date de l'acte : 31/10/2011	Date de l'acte : 24/06/2011 la formalité initiale du 11/04/2011 Sages	

SAISIE IMMOBILIERE CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE I^{er}: **DISPOSITIONS GENERALES**

ARTICLE 1er - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente forcée d'un bien immobilier, ordonnée par le juge de l'exécution.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

Néanmoins, le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge autorise la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

S'il s'agit d'un immeuble de copropriété, l'adjudicataire fera son affaire du respect des dispositions des décrets n°96- 97 du 7 février 1996 « relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis » et n°97-855 du 12 septembre 1997, concernant la présence éventuelle d'amiante dans les immeubles. Il supportera, sans aucun recours, pour quelque cause que ce soit, contre le poursuivant ou le rédacteur du présent cahier des charges, toutes les obligations matérielles et financières que pourra engendrer l'application de cette réglementation, qu'il s'agisse des parties communes, des parties privatives, ou des éléments d'équipements collectifs.

ARTICLE 4 - BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 - PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code de Procédures Civiles d'Exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

ARTICLE 9 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou/et un chèque de banque rédigé à l'ordre de la CARPA, représentant 10% du montant de la mise à prix, et au minimum 3.000 €, et le remet à l'avocat poursuivant.

La caution ou/et le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur ou, en cas d'adjudication remportée par le remettant et objet d'une surenchère, passé le délai de contestation de cette dernière.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 - SURENCHERE

Dans le délai de dix jours de l'adjudication, toute personne solvable pourra former surenchère du dixième sans que l'adjudicataire surenchéri puisse exercer à raison de cette surenchère aucune action contre qui que ce soit.

A peine d'irrecevabilité, l'acte de surenchère, obligatoirement établi sous la constitution d'un avocat inscrit au barreau du ressort du Tribunal de Grande Instance devant lequel s'est déroulée l'adjudication, sera déposé dans les dix jours de l'adjudication au greffe du juge de l'exécution.

En outre, le surenchérisseur devra avoir remis à l'avocat constitué pour lui un chèque de banque ou une caution bancaire irrévocable du dixième du prix pour lequel la surenchère est portée, savoir le prix de l'adjudication initiale.

L'Avocat constitué sur la surenchère devra attester de cette remise dans la dénonce de surenchère prévue à l'Article R.322-52 du Code des Procédures Civiles d'Exécution et en justifier sur la sommation de tout intéressé.

L'Avocat du surenchérisseur devra remettre à l'Avocat poursuivant le chèque de banque ou la caution bancaire à l'audience de revente sur surenchère éventuellement complété par un chèque de banque ou une caution bancaire permettant de porter à la garantie au moment déterminé à l'Article 9 ci-dessus énoncé s'il entend porter l'enchère au-delà du montant de sa surenchère.

La surenchère ne pourra faire l'objet d'une rétractation.

La procédure de remise en vente sera diligentée par l'avocat qui a poursuivi la première vente. Ce dernier aura droit aux émoluments alloués à l'avocat poursuivant sur la totalité du prix de vente sur surenchère, et ce, au titre tant de la poursuite de la première vente que de la vente sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur aura droit aux émoluments de défendeur mais ne participera pas au partage du droit proportionnel.

Les conditions pour enchérir à l'audience de vente sur surenchère seront celles prévues ci-dessus.

Si le surenchérisseur n'est pas déclaré adjudicataire, sa consignation ou sa caution lui sera restituée

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322.12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'adjudicataire à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III: VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de l'adjudication sauf exercice d'un droit de préemption.

L'adjudicataire ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE ET VERSEMENT DU PRIX

A l'effet d'en accélérer la répartition, les fonds à provenir de la vente forcée ou de la vente amiable autorisée par le Juge de l'Exécution seront consignés entre les mains de l'avocat poursuivant d'ores et déjà désigné en qualité de séquestre, pour être distribué à sa diligence entre les créanciers visés à l'article L.331.1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'avocat poursuivant recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie et le paiement des frais et émoluments de la poursuite, le tout par application de l'Article 12.1 du règlement intérieur national de la profession d'avocat.

Si en dépit de la stipulation ci-dessus les sommes versées par l'acquéreur ont été consignées à la Caisse des Dépôts et Consignations, le Notaire rédacteur en fera opérer la déconsignation au profit du Séquestre répartiteur à première demande de ce dernier et sur le vu du Jugement constatant la vente amiable.

- EN CAS DE VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois de l'adjudication définitive, l'adjudicataire sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal, par l'intermédiaire de son Avocat entre les mains de l'avocat du poursuivant d'ores et déjà expressément désigné comme séquestre conventionnel, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de l'adjudication définitive, l'adjudicataire ne sera redevable d'aucun intérêt.

Si le paiement du prix intervient au-delà de ce délai, le prix sera augmenté de plein droit des intérêts du taux légal depuis le jour de l'adjudication définitive jusqu'au versement complet du prix. Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois de la date de l'adjudication.

Le versement ainsi opéré emportera affectation spéciale et irrévocable au paiement du prix. Six mois après la consignation du prix, celle-ci produira à l'égard du débiteur tous les effets d'un paiement.

Si l'adjudicataire est un créancier inscrit pouvant prétendre, à l'occasion de la distribution du prix, à une collocation totale ou partielle, il sera autorisé à conserver le prix, à hauteur de sa créance mais devra les intérêts sur le solde du prix, au taux prévu ci-dessus, à compter du jour de l'adjudication jusqu'au paiement.

La somme versée entre les mains du séquestre produira intérêts au taux servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du saisi et des créanciers, à compter de son parfait encaissement et ce jusqu'au jour de sa répartition, lequel s'entend de la date de l'ordre donné par le séquestre à la caisse dépositaire. En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'adjudicataire, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

Si l'adjudicataire est évincé par l'exercice d'un des droits de préemption institué par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant ou le séquestre à raison de l'immobilisation des sommes versées par lui ou du préjudice qui pourrait lui être occasionné en ce cas.

En cas de préemption, l'avocat qui aura exercé ce droit percevra la moitié de l'émolument prévu à l'article 35 du tarif, l'autre moitié revenant à l'avocat du préempté.

Le bénéficiaire de la préemption sera tenu des obligations de l'adjudicataire et particulièrement du paiement du prix, des intérêts et des frais dans les mêmes conditions que lui.

Hors le cas d'une vente sur licitation, le versement du prix assorti des intérêts qu'il aura produit et des frais de la vente purge de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège du chef du débiteur.

- EN CAS DE VENTE AMIABLE

Le versement du prix et des frais de vente devra intervenir entre les mains de l'avocat du poursuivant désigné séquestre ci-dessus dès avant l'établissement de l'acte notarié de vente.

ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUCIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné et acquis aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés comprenant les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais et les émoluments taxés de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15— PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments, fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 16 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 17 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 18 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe:

- de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente; de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celleci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité;
- le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 19— ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance:

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suivra cette vente ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suivra la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 20—CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété afférentes à l'exercice en cours, à compter de l'entrée en jouissance.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21— TITRE DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 22— PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 23— PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1er RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang, figurant dans l'état ordonné des créances, pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au séquestre ou au consignataire désigné, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

A l'appui de sa demande, il devra être fourni:

- un état hypothécaire sur publication du titre de vente;
- la copie de l'état ordonné des créances ;
- la justification de la notification de la demande de règlement provisionnel par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chacun des autres créanciers inscrits et, le cas échéant, au syndic de copropriété, et à la partie saisie.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de produire sa créance et de se faire régler pour l'intégralité des sommes qui lui sont dues.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 24— DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant d'ores et déjà désigné séquestre répartiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La rétribution du séquestre répartiteur sera prélevée sur les fonds à répartir.

La rétribution du séquestre s'ajoute aux frais et émoluments de vente. Elle est prélevée sur les fonds à répartir et supportée par les créanciers et, le cas échéant, au prorata de la somme qui revient à chacun d'eux, dans la proportion prévue à l'article 29 du décret n°60-323 du 2 avril 1960 sauf accord de majoration en cas de diligences particulières.

Sous cette dernière réserve, la rémunération du séquestre répartiteur s'obtient en appliquant au prix d'adjudication les tranches de calcul suivantes :

0 à 6.500 € = 8% 6.500 à 17.000 € = 3,30% 17.000 à 30.000 € = 2,20 % Au dessus de 30.000 € = 1,65 %

ARTICLE 25— ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V: CLAUSES SPECIFIOUES

ARTICLE 26— IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n°94-624 du 21 /07/94).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 27— IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 28 - MISE A PRIX

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

Ainsi fait et dressé par Me James TURNER, Avocat poursuivant,

A TOULON, le 23 Janvier 2020.